

SOMMAIRE

FRONTIERES

Le séisme de septembre 1985 à Mexico par Alain Vanneph	7
Sur l'influence scientifique française au Brésil aux XIXe et XXe siècles par Michel Paty et Patrick Petitjean	31

DOSSIER

« LA CRÉATIVITÉ EN AMÉRIQUE LATINE »

Introduction par Frédéric Mauro.....	51
Sur la « théorie de la dépendance » par Daniel Pécaut.....	55
Le mimétisme technologique en Amérique latine par Denis-Clair Lambert	69
Réflexions sur la « créativité spatiale » en Amérique latine par Bernard Bret	81
L'Amérique latine : terre d'utopie, du XVIe siècle à nos jours par Jacques Lafaye	91
Urbanisme et architecture en Amérique latine par Yves Bruand ...	103
Créativité et tradition dans le système politique mexicain par François Chevalier.....	115
Créativité littéraire et vision indigéniste dans l'Amérique latine de la première moitié du XXe siècle par Georges Baudot.....	127

INFORMATION SCIENTIFIQUE ET COOPÉRATION

Sommaire détaillé de la rubrique.....	138
Les institutions de recherche et l'Amérique latine.....	139
Manifestations scientifiques.....	143
Lectures	151

© Cahiers des Amériques Latines et les auteurs - 1985

Publié avec le concours du CNRS, de l'Université Paris III,
du Ministère de la Recherche et de la Technologie

ÉDITORIAL

Les lecteurs et abonnés de *Cahiers des Amériques latines* ont sans doute été très surpris de ne pouvoir lire le numéro daté de l'été-automne 1985 qu'à partir du premier semestre de l'année 1986. Quelques-uns d'entre eux ont même fait part de leur inquiétude, se demandant si, à peine sortie d'une phase de réorganisation, la publication de cette revue, dans sa nouvelle formule, n'apparaissait pas comme une expérience sans lendemain. D'autant que la dissolution du CÉTRAL, le Centre de recherche sur l'Amérique latine et le Tiers Monde, à la fin de l'année dernière, laissait croire à la disparition de la revue *Amérique latine* qui, en six ans, avait établi vingt-quatre parutions. Espérons que des solutions puissent être trouvées afin qu'une revue de cette qualité soit à même de dépasser une période aussi critique de sa vie éditoriale.

La publication de ce numéro de *Cahiers des Amériques latines* daté de l'hiver 1985, quelques semaines à peine après celle du numéro 2-3, montre que le retard de parution n'était pas dû à une quelconque absence de « créativité productrice » de la communauté scientifique qui s'attache à mieux connaître et faire connaître en France, l'Amérique latine.

Ce retard était dû à un délicat problème de gestion : vous avez remarqué, cher lecteur, que cette revue avait été digne d'être soutenue par le ministère de la Recherche et de la Technologie qui, avec le CNRS et l'Université de Paris III, distinguent à travers l'aide financière apportée la qualité scientifique des travaux publiés. Toutefois dès septembre 1985, le ministère de la Recherche et de la Technologie était en rupture de... crédits de paiement. Et ce n'est que fin février 1986 que la « pompe à Phynance » a fonctionné de nouveau ! Aléas de la vie scientifique...

La leçon de cette affaire est qu'une revue, même une revue scientifique comme *Cahiers des Amériques latines*, doit d'abord vivre sur ses propres ressources. C'est-à-dire principalement sur le soutien des membres de la communauté scientifique et des abonnements que ceux-ci doivent souscrire. L'appel sera-t-il entendu ?

Le pari de 1985 a été tenu, non sans mal. Tout le monde connaît à la date où ces lignes ont été écrites, la dureté des temps frappant d'austérité les budgets de recherche 1986 dans notre pays. Faut-il pour autant baisser les bras ? Est-ce une utopie de penser que ce grand élan qui avait animé les *États généraux de la recherche et de l'enseignement sur l'Amérique latine en France* en mai 1983, à travers lequel la réorganisation des CAL apparaît comme une expérience parmi d'autres, soit à même de survivre et de démontrer sa « créativité » dans le temps ?

Guy Martinière

FRONTIERES

Le séisme de septembre 1985 à Mexico
par Alain Vanneph

Sur l'influence scientifique française au Brésil
aux XIXe et XXe siècles
par Michel Paty et Patrick Petitjean

LE SÉISME DE SEPTEMBRE A MEXICO

Alain Vanneph*

Vivre un événement géographique constitue une expérience passionnante et déroutante pour un géographe.

En rendre compte constitue une gageure lorsqu'un séisme de magnitude 8,1 vient le prendre à témoin, sur son terrain, il y a là une forme de provocation à laquelle il est difficile de ne pas répondre. Et bien difficile de répondre aussi..., car l'engagement personnel du chercheur dans l'action, sujet et objet, et la nouveauté de la démarche, bouleversent les règles du jeu traditionnel de l'article scientifique.

Car ce n'est pas tous les jours – heureusement ! – qu'un géographe se trouve au cœur d'un séisme de cette ampleur, et ce n'est pas préjuger de sa valeur propre que de faire appel à son témoignage, alors que ce serait peut-être préjuger de la valeur des géographes, que de rejeter l'idée d'une pertinence particulière de leurs observations, surtout lorsqu'ils connaissent effectivement le terrain.

Le lecteur est appelé d'avance à accepter quelques entorses circonstancielles aux règles habituelles, pour une forme d'étude qui peut correspondre aussi à un retour aux sources.

Le souci de satisfaire à l'actualité nous a entraîné à l'élaboration des informations : il s'agit donc moins de répondre aux questions, que d'essayer de dégager une problématique, et d'ouvrir les voies, en vue d'une seconde étape qui sera, elle, exhaustive, longue, lente et multidisciplinaire. (1)

L'ÉVÈNEMENT

Une des images les plus largement diffusées le jeudi 19 septembre représente, au cœur de Mexico, sur l'avenue Juárez, une pendule arrêtée à 7h 19, devant le nuage de poussière qui s'élève de ce qui fut l'hôtel Regis.

Commencé à 7h 19, le séisme a duré jusqu'à 7h 21. Deux minutes subjectivement et objectivement fort longues.

Dans le quartier des «Lomas», à l'ouest, sur les collines, la secousse a été ressentie plus fortement et plus longuement qu'une secousse «habi-

*Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine (CREDAL-CNRS).

tuelle», sans plus, et même sans le bruit de fond (grondement venu du sol) ou les bruits de surface (claquements de porte, vibration de vitres...), qui, dans nos expériences précédentes, accompagnaient un tremblement de terre.

Rien dans le paysage urbain du quartier ne marquait la moindre trace ; il a fallu attendre dans la matinée l'annonce progressive, par les media, de la gravité des dégâts dans le centre, pour appréhender la véritable portée de l'événement.

Peu à peu s'est profilée la réalité d'une ville double, juxtaposant des quartiers indemnes, où la vie pouvait se dérouler inchangée, et indifférente, et une zone sinistrée, elle-même opposant parfois côte à côte, des ruines totales et des édifices sans le moindre carreau fêlé.

Sentiment d'irréalité pour celui amené à alterner les séjours dans les deux secteurs, deux planètes séparées par un quart d'heure de trajet. Ainsi ce retour d'un chantier de sauvetage, jusqu'à l'hôtel à demi réquisitionné pour abriter le quartier général de la délégation française, avec des touristes s'ébattant dans la piscine, et le pianiste égrenant un blues dans le bar...

Mais cette dualité de la ville, — en schématisant, centre-ville contre périphérie —, avait été sensible dans le vécu même du mouvement tellurique.

Les témoignages recueillis auprès de personnes vivant dans le centre font état d'oscillations violentes, de mouvements alternativement oscillatoires et trépidatoires, voire giratoires, de difficultés et même d'impossibilités à maintenir son équilibre, de bruits de fond et de claquements de porte, de vibrations et de chutes d'objets et de vitres, de balancement des planchers, d'observations de personnes chûtant dans les rues, de véhicules incontrôlables : bref, pour le même séisme et à 400 kms de l'épicentre, des effets radicalement différents pour 5 kms de différence.

Tous les témoignages recueillis par la suite confirment l'incroyable amplitude des déformations et la gravité des dégâts dans le centre, en opposition avec le reste de la ville, où le séisme n'a été ressenti que comme un «fort» tremblement de terre, qui «allait probablement casser quelques vitres» (2), ce qu'il aurait «dû» être, «temblor» et non «terremoto», même avec une magnitude de 8,1, à plus de 400 kms de l'épicentre.

Pourtant les estimations de l'Institut d'ingénierie de l'UNAM confirment le fait : (3)

9° Mercalli près de l'épicentre

4° Mercalli dans les zones intermédiaires

4° à 5° Mercalli sur les terrains durs de l'agglomération de Mexico

9° et plus sur les terrains mous du centre ville.

Le principal problème géographique lié au séisme apparaît dès lors, dans cette résurgence de l'intensité au niveau de Mexico et dans la concentration de la violence sur les 9,2 kms du centre-ville.

GÉOPHYSIQUE : COMPRENDRE LE SÉISME

Le séisme lui-même, et dans une certaine mesure sa vigueur, ne devaient pas surprendre : l'histoire ancienne et récente, les souvenirs de 1911 et surtout de 1957, la proximité des volcans – dont le Popocatepetl, actif – tout intègre Mexico dans une région sismique.

Bien qu'élevée (8,1), la magnitude n'est pas rare. Au Mexique même, deux séismes dans le siècle ont dépassé le niveau 8.

A l'exception de la secousse du 20 septembre (6,5) proche du plafond statistique, le jeu des répliques s'est déroulé, éprouvant nerveusement, mais normal, avec en un mois, 50 mouvements entre 3, 5 et 5,5.

La localisation de l'épicentre, face au delta du Balsas et du port industriel de Lazaro Cardenas, sur le Pacifique ne devait pas davantage étonner. L'activité de subduction liée à la poussée de la plaque océanique de Cocos sous le continent américain, en relais, au Mexique, du mouvement de décrochement plus au nord, le long des failles de San Andrés, constitue le moteur maintenant bien identifié responsable des accidents sismiques de la côte mexicaine du Pacifique.

Or le relevé d'une « brèche sismique », c'est-à-dire l'absence de séisme important depuis une trentaine d'années, entre Manzanillo et Acapulco, avait, a contrario, permis à certains spécialistes, nord-américains notamment, de présager le déclenchement d'un « rattrapage » justement au niveau de Lazaro Cardenas (4) sans fournir de date naturellement, mais en constatant que ce retard était porteur d'une accumulation de tensions entre les deux plaques. La saturation d'une énergie maintenue potentielle par l'élasticité des deux masses, devant brutalement cesser au moment – mathématiquement probable, mais scientifiquement encore imprécisable – où le déséquilibre entre les forces de mouvement venues du Rift, et les forces de résistance locale dépasserait le seuil de flexibilité tolérable. D'où rupture, avec libération de l'énergie sous forme cinétique, glissement océanique sous le continent, et rayonnement de l'onde de choc à partir de l'hypocentre.

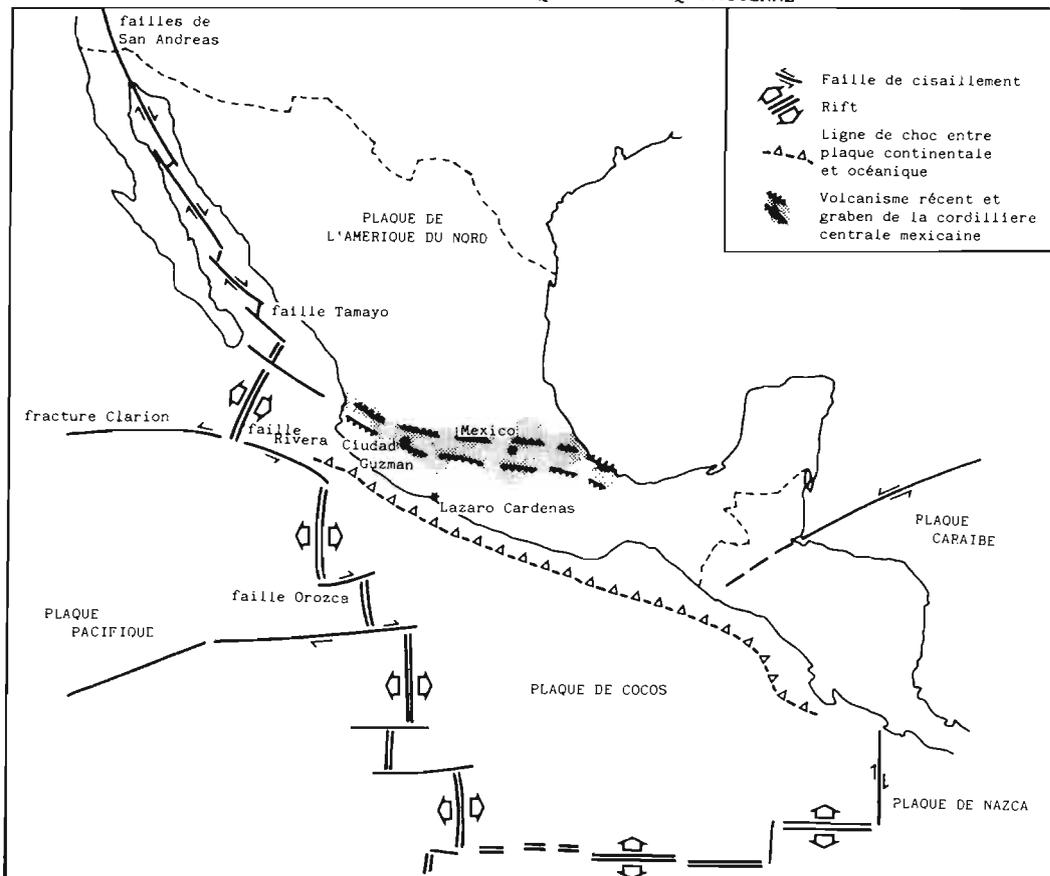
Les premières analyses sismographiques semblent confirmer le scénario, avec à partir de l'épicentre du Balsas, sur la fosse littorale, un déchirement progressivement étendu vers le sud, comme en témoigne l'épicentre décalé d'une centaine de kilomètres vers Acapulco, du second séisme, couvrant ainsi le tracé de la « brèche sismique ».

De l'importance du stock énergétique accumulé en trente ans, découle la magnitude du séisme et la capacité énergétique exceptionnelle de l'onde sismique (fréquence : deux secondes). (5)

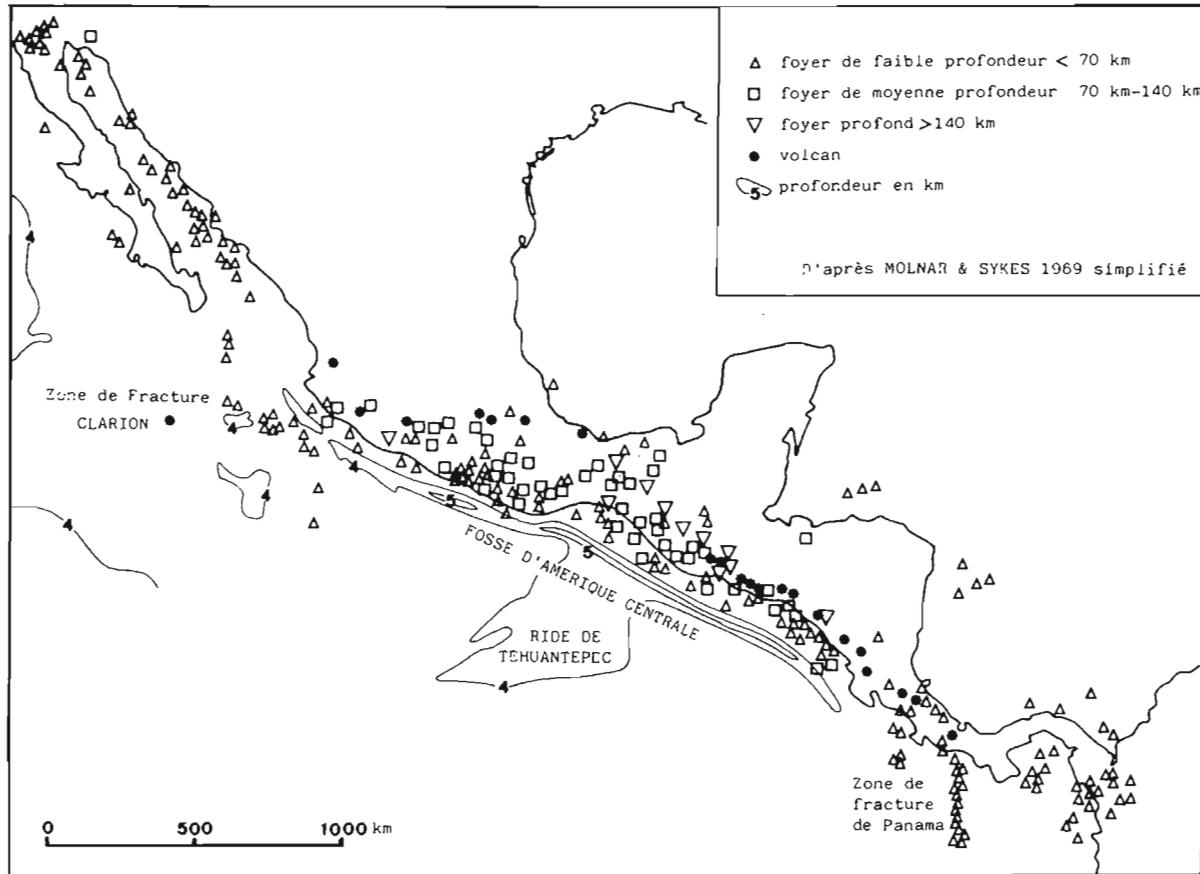
Mais l'absence d'effets progressifs et concentriques, et les anomalies de recrudescence de Ciudad Guzman (un tiers des édifices détruits) et de Mexico restent à expliquer...

Peut-on envisager que les zones de contact au nord, et au sud, entre le bloc affaissé de Cocos, et les blocs restés stables de part et d'autre

CARTE 1 : STRUCTURE TECTONIQUE DE L'AMÉRIQUE MOYENNE



CARTE 2 : SISMICITÉ DU MEXIQUE – 1954 - 1962



aient joué un rôle de couloir privilégié de transfert profond de l'énergie ?

Ceci expliquerait l'orientation linéaire et l'absence d'effets intermédiaires importants, mais non pas l'origine de la résurgence superficielle sous Ciudad Guzman et sous Mexico.

Certes dans les deux cas, il y a rencontre avec deux axes Nord-Sud de failles et d'activités volcaniques, du Volcan de Colima d'une part, et du Popo-Ixta d'autre part, mais cette relation, intéressante, se heurte à l'objection d'une absence de modification concomitante ou postérieure de l'activité volcanique, et au principe jusqu'alors incontesté d'indépendance entre phénomènes macrosismiques et volcaniques.

Objection incontournable dans ce cas particulier, dans la mesure où certains spécialistes attribuent au graben néovolcanique du Mexique central une origine particulière, en se référant à l'existence d'une géosuture très ancienne, ayant rejoué au tertiaire, et susceptible de rejouer encore. (6)

L'existence d'un accident très profond, touchant l'épaisseur de la plaque justifierait la relation entre les mécanismes sismiques profonds et les caractéristiques volcaniques...

En attendant de plus amples certitudes sur cette structure les données fournies par les trente-cinq sismographes, judicieusement installés dans l'État de Michoacan par l'Université de Californie, en anticipation sur les conséquences de la brèche sismique, apporteront sans doute des éléments intéressants.

Mais, quels que soient les progrès réalisés en géophysique profonde, il devra demeurer nécessaire, ne serait-ce qu'au niveau du détail des localisations, de se tourner vers les explications liées aux ondes de surface et aux phénomènes de résonance topographiques.

COMPRENDRE LES EFFETS

Une exceptionnelle puissance de destruction

Le premier problème posé est celui de l'ampleur des dégâts à Mexico.

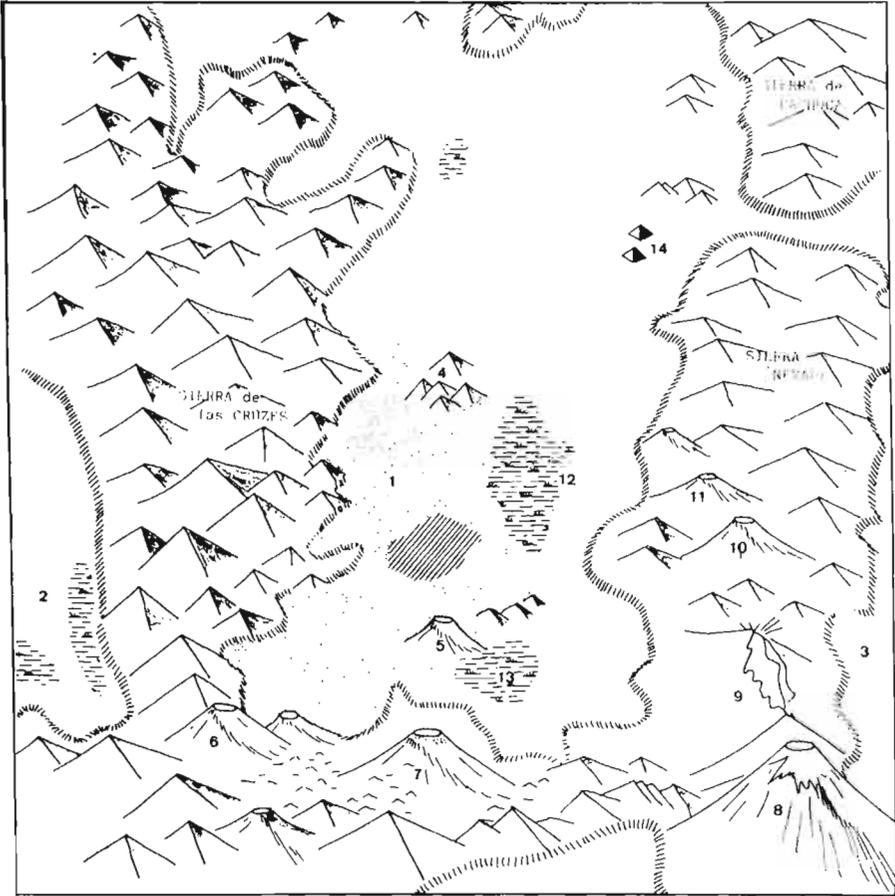
Le glissement de la plaque océanique de Cocos, sous la plaque continentale nord-américaine, le long de la cicatrice marquée par la fosse du Pacifique, intègre le Mexique dans la « Ceinture de feu » du Pacifique, et dans les zones de haute sismicité : trente-trois séismes de magnitude supérieure à 7 ont ébranlé cette côte pendant le siècle.

Que l'origine du mouvement se situe face aux États de Colima ou Michoacan, comme ce fut le cas cette fois, ou plus au sud, ne change pas grand chose à la distance séparant le foyer du séisme de l'agglomération de Mexico.

C'est donc dans une magnitude inhabituelle qu'il faut chercher les raisons d'une violence exceptionnelle.

Alors que les premières estimations donnaient 7,5 sur l'échelle de

CARTE 3 : MEXICO: LE SITE



-  Zones urbanisées
-  Lac, lagune
-  Limites de cuvette
-  Zone de dépôt du séisme du 1970-80

- 1 Agglomération de Mexico (2200m)
- 2 Bassin de Toluca (2000m)
- 3 Bassin de Puebla (2300m)
- 4 Sierra de Guadalupe (3070m)
- 5 Cerro de la Estrella (2700m)
- 6 Cerro Ajusco (2600m)
- 7 Cerro Tlaloc (1400m)
- 8 Popocatepetl (5400m)
- 9 Ixtaccihuatl (5200m)
- 10 Cerro Tejapán (3000m)
- 11 Cerro Tlaloc (1400m)
- 12 Lac de Xochimilco
- 13 Lagune de Texcoco
- 14 Pyramides de Teotihuacan

0 30 km

Richter le jour du séisme, les rectifications successives aboutissaient au chiffre de 8,1, officialisé le 3 octobre par le Service sismologique national de l'Institut de géophysique de l'UNAM (Université nationale autonome de Mexico). (7)

L'échelle étant logarithmique, la différence devenait significative et le séisme du 19 septembre s'imposait comme l'un des plus violents de l'histoire du Mexique : l'énergie dissipée représente plus de 500 000 fois l'explosion d'Hiroshima.

Il semble en outre que les caractéristiques également exceptionnelles de durée (environ deux minutes), et de forme, de l'ondulation sismique (période supérieure à deux secondes) aient joué un rôle multiplicateur de la puissance destructrice de la secousse.

Cette puissance s'est fait sentir au plus près de l'épicentre, sur la ville industrielle de Lazaro Cardenas, qui, bien que de création récente (1970) a vu se détruire la mairie, les hôtels, des immeubles de commerce et de bureaux et s'endommager une bonne partie des installations industrielles. De même, le village voisin de Playa Azul, les installations touristiques d'Ixtapa (38% des chambres d'hôtel fermées), et la petite ville de Ciudad Guzman (un tiers des édifices détruits ou condamnés) ont souffert. (8)

Mais bien des villes ou des villages, entre Mexico et l'épicentre, ou à une distance identique (comme Acapulco et Guadalajara) n'ont connu que des dégâts minimes comparés à la capitale. Les destructions n'ont donc pas été progressives ou concentriques.

L'espace sinistré

Le second problème posé est donc celui d'un différentiel géographique des effets du tremblement de terre, proportionnels non seulement à la force de la secousse, mais à la faiblesse des résistances locales.

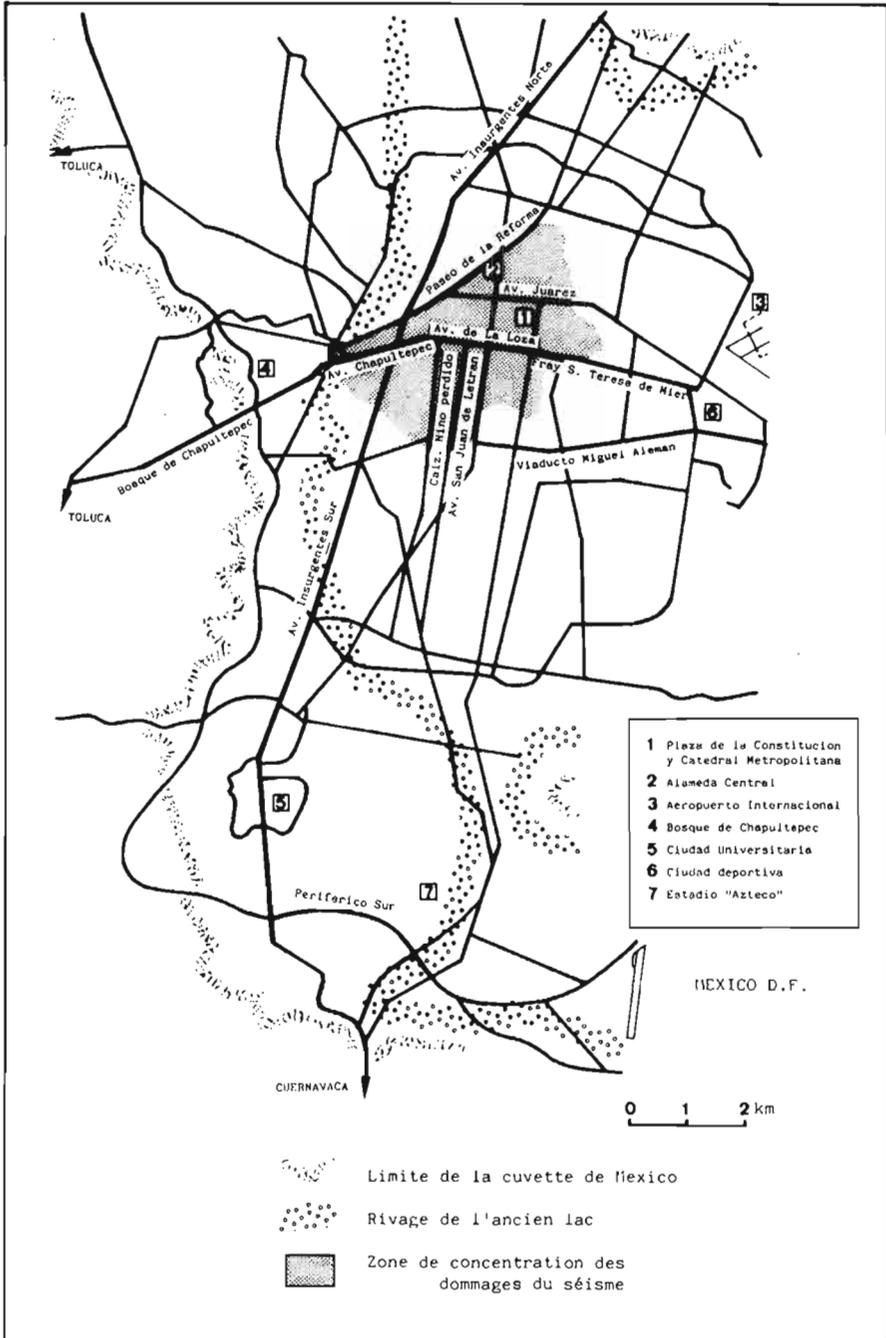
La vulnérabilité du secteur de Ciudad Guzman a déjà été prouvée par les tremblements de terre de 1973 et 1980 qui avaient déjà fortement éprouvé la ville.

Le cas de Lazaro Cardenas, édifié sur la plaine littorale récente du Pacifique, sur les îlots du delta du Balsas, et même, pour l'industrie, sur des remblais artificiels, illustre typiquement la sensibilité sismique des sols alluvionnaires mal stabilisés et des sols artificiels (cf. études de H. Tazieff au Chili et de C. Collin Delavaud à Chimbote, Pérou).

La résurgence des destructions dans la cuvette endoréique aux argiles quaternaires de Mexico sem'le correspondre au même phénomène, expliquant, a contrario, la relative immunité des villes intermédiaires comme Colima ou Morelia par exemple.

Une cartographie des dégâts, dans le District fédéral, permet effectivement d'observer une coïncidence avec le tracé de l'ancien lac de Texcoco. Mais la remarque d'une correspondance inverse entre la zone rela-

CARTE 4 : MEXICO, PRINCIPAUX REPERES



tivement épargnée du «vieux centre historique» et l'îlot originel de Tenochtitlan semble, elle plus contestable (9).

Si tout l'espace urbanisé de l'ancien lac n'a pas été ébranlé de la même manière par la secousse, on ne trouve aucune destruction importante à l'extérieur de l'ancien rivage, sur les terrains durs de piedmonts et de collines.

Une autre coïncidence s'établit entre la forme de la cuvette et la zone d'extension maximale des dégâts, coïncidence retrouvée dans le cas de Ciudad Guzman, avec son bassin partiellement lacustre mais de dimension plus réduite, dominé par le volcan du Nevado de Colima. Il peut donc s'agir dans les deux cas de phénomènes de résonance provoquant une concentration de l'énergie dans l'espace central des bassins. Seule une étude statistique sur de nombreux cas permettrait de trancher entre le hasard ou une éventuelle corrélation. En résumé, deux hypothèses, non contradictoires, et non exclusives, peuvent expliquer le «pic» de destruction sur Mexico :

1) «Rebond» des ondes dans la cuvette, en fonction de phénomènes de réflexion liés à la fois à la forme globale du bassin et à des conditions topographiques locales, comme la dorsale Tenayuca-Peñon.

2) La sensibilité des sols lacustres. Contrairement à une légende trop répandue, le sol mou ne joue pas un rôle d'amortisseur, mais au contraire de multiplicateur des effets sismiques. (10)

Une preuve, a contrario, réside dans l'immunité des zones de collines, quel que soit l'habitat, bidonvilles, maisons ou immeubles ; l'assise rocheuse ayant, grâce à son coefficient de Young (faible déformation), permis la stabilité des fondations.

3) Une autre hypothèse peut concilier les deux précédentes, sous la forme d'une sorte de phénomène de «seiche» ayant fait réagir par résonance les sédiments gélatineux du bassin, à l'instar des mouvements amplifiés des eaux des lacs ou des baies dont le bassin topographique vibre en concordance de phase avec les ondes de vent ou de séisme.

Une autre corrélation fait superposer la zone endommagée avec le secteur de densité maximale des immeubles, et avec le secteur le plus anciennement urbanisé de Mexico. Il existe une concentration d'immeubles élevés ou de tours, essentiellement à usage de bureaux, dans le voisinage immédiat du Zocalo et le long des deux axes principaux du Paseo de la Reforma et d'Insurgentes. Cette évolution s'est accélérée depuis 1977, date du dernier tremblement de terre important, avec le boom pétrolier. La tour PEMEX et la tour Latine constituent les deux fleurons de cette couronne.

Mais la coïncidence est imparfaite : tous les immeubles du centre n'ont pas été détruits, ni même endommagés (c'est le cas des deux tours précédemment citées), et tout ce qui a été détruit n'était pas immeuble. A l'extérieur de la zone centrale, les édifices élevés de luxe de Palmas ou de Polanco, ou les HLM de l'est et du sud, n'ont pas souffert.

Simplement, dans le centre, les immeubles entre cinq et dix étages ont davantage souffert que l'habitat individuel.

En tant qu'immeubles, ou en tant qu'édifices neufs ?

C'est une des questions qui se posent, cette fois au niveau des localisations précises et de l'explication, à l'intérieur de la zone centrale des différences de résistance.

MEXICO : LA MULTIPLICITÉ DES VARIABLES

Comment expliquer par exemple que des tours jumelles de Tlatelolco ou du multifamiliar Juárez se soient comportées différemment ? Ou qu'un tiers d'un même bloc Nuevo Leon soit resté debout, un tiers se soit couché et un tiers se soit effondré ?

Comment expliquer les maisons écroulées et les immeubles indemnes, les ruptures au cinquième étage, et les effondrements à la base, les déversements et les écrasements, les rues épargnées, et les séries catastrophiques dans un même quartier et dans une même orientation. Comment expliquer, dans un même pâté de maisons, pour des édifices contigus et contemporains, immunité et destruction ?

Une réponse semble s'imposer, pour qui connaît les pratiques de l'industrie de la construction mexicaine, une réponse omniprésente dans l'opinion publique, dans la presse parfois effectivement prouvée : la médiocrité de la construction.

Si la statue de l'Ange est restée sur son socle, alors que le séisme actuel était plus violent que celui qui avait provoqué sa chute en 1957, c'est que le responsable à l'époque du District fédéral avait fait en sorte qu'elle soit solidement reconstruite.

Si la tour PEMEX est indemne, si la tour Latine, calculée pour résister à une force 8, supposée maximale à Mexico, n'a perdu que quelques fenêtres, alors que des dizaines d'édifices, dont certains tout proches, s'écroulaient, c'est qu'ils avaient été soigneusement étudiés, et leur construction surveillée de suffisamment près pour que la réalité des matériaux ait effectivement suivi la norme théorique (11). Il est inversement révélateur que le fief des «pots de vin», c'est-à-dire l'édification de bâtiments publics, ait été le plus touché. (30% de dommages par rapport au parc immobilier public du D.F., selon une première estimation). Sur un premier relevé concernant 2 831 édifices abattus ou à détruire de Mexico, on ne compte pas moins de 1 294 écoles, 123 immeubles de bureaux gouvernementaux et 49 centres sanitaires et hôpitaux... Faute de contrôle réel, les règlements instaurés après le séisme de 1957 ont moins compté que la conscience professionnelle de chaque entrepreneur, pour respecter le plan, surveiller ses équipes, utiliser les fers à béton recommandés, respecter les proportions de sable et de ciment...

De même que l'Université ibérico-américaine s'était écroulée, toute neuve, et toute seule, en 1979, lors d'un tremblement de terre bénin, à

cause d'un béton trop sableux, beaucoup d'édifices trop vite sortis de terre lors du boom pétrolier, pour «faire de l'argent» ou satisfaire une inauguration à usage électoral (12), ont payé les vices de leur construction, eux-mêmes reflets des vices d'une société de corruption.

Le phénomène est de notoriété publique.

A Tlatelolco, l'immeuble Nuevo Leon, effondré avec un millier de victimes, avait dû déjà être évacué lors d'un tremblement de terre précédent, puis après promesse de restauration des fondations, réoccupé. Après enquêtes d'experts, un tribunal avait ordonné à la société gestionnaire de refaire en totalité les fondations... Ce qui devait être fait en août 1985, mais n'a jamais été et ne sera jamais réalisé...

Un second exemple, ce petit immeuble proche de la «Zone rose», également déclaré dangereux après un précédent séisme, et maintenu en usage seulement sous réserve de travaux de consolidation, restés très symboliques. Une partie inférieure ancienne, solide, dotée des croix de Saint-André parasismiques, est restée intacte, et trois étages rajoutés ensuite, mal juxtaposés, mal construits, avec des fers à béton de diamètre insuffisant, et sans les sculptures superficielles destinées à solidariser le métal et le béton se sont effondrés.

Il appartiendra à la commission d'enquête officielle, avec l'appui des missions d'études universitaires, municipales, ou étrangères, d'établir dans quelle mesure et dans quelle proportion les immeubles modernes auront dû leur chute à des malfaçons, à des négligences, ou aux fatalités géologiques.

Mais il est d'ores et déjà certain que les bases de calcul de l'ingénierie des bâtiments devront être modifiées de façon à rendre tolérables les contraintes induites par des séismes supérieurs à 8. Ce qui impliquera un plafonnement strict de la hauteur des immeubles, et l'abandon de tout système de piliers, même rigidifiés par des croix de Saint-André, au profit de murs porteurs en béton plein.

A côté de ces facteurs, relativement classiques, et généraux, d'autres critères sont avancés par certains analystes, détachant la spécificité du cas de Mexico.

1) Des ingénieurs, dont Heberto Castillo, se font l'écho d'une hypothèse reliant la géographie des dégâts à la paléogéographie du lac de Mexico. Les variations de faciès et d'épaisseur des argiles lacustres, liées notamment aux anciens canaux aztèques, auraient ainsi instaurés des alternances de bans relativement durs et de dépressions d'autant plus fragiles que la réflexion des ondes sismiques sur les côtés de ces couloirs (anciens canaux) y aurait concentré l'activité mécanique.

Idée séduisante.

Toutefois nos connaissances en mécanique ondulatoire insuffisantes pour la rejeter, sont suffisantes pour douter... Seule une confrontation précise entre la cartographie des dommages et la cartographie détaillée des travaux aztèques permettra de trancher, même si une première

approche, superposant les contours des îles de Tenochtitlan et Tlatelolco, semble plutôt négative.

2) L'observation directe de nombreux dégâts, associée à des observations d'ingénieurs ou architectes publiées au lendemain du séisme, permet d'introduire des variables liées aux caractéristiques techniques de chaque immeuble.

Il apparaît ainsi une tendance pour les édifices à structure métallique à ployer et à ne céder éventuellement qu'au-dessus du cinquième étage (cf. immeuble SECOFIN). les édifices en béton connaissent généralement des écrasements sur toute la hauteur, encore plus meurtriers (cf. hôpital Juarez).

Une explication cohérente intégrerait un niveau de rupture généralisé au cinquième étage, en fonction des résonances particulières de l'onde sismique avec des conséquences différentes selon le poids et donc l'énergie cinétique des étages supérieurs en effondrement ; elle reste à vérifier.

Les tours, au-delà de dix étages, sont moins affectées que les édifices d'altitude inférieure. Phénomène lié à des précautions particulières dans les fondations, ou à une meilleure gestion globale de l'opération comme pour le cas de la tour Latine et de la tour PEMEX... ? Il faut compter aussi probablement avec des paramètres de forme (prisme, cube, barre) et d'orientation par rapport à la propagation de l'onde principale, ainsi qu'avec l'environnement de l'immeuble. La résistance des tours peut en effet s'expliquer par leur isolement, excluant les interférences, au niveau des fondations, de la pression des édifices adjacents, et excluant les chocs entre superstructures par oscillations différentielles.

Inversement, au centre de la place de la Révolution les importantes fondations du monument de la Révolution, ont, par réaction, provoqué une concentration des dégâts sur le pourtour de la place, notamment sur l'hôtel De Carlo.

Le niveau de rupture, sur un seul étage de l'hôtel — les étages inférieurs et supérieurs restant complets — coïncide avec le haut de l'immeuble contigu, dont le choc répété au gré des vibrations contre l'établissement touristique a provoqué un cisaillement localisé des structures.

Beaucoup de destructions partielles de maisons basses et saines, ou de «vecindades» — les édifices les plus anciens, comme les monuments historiques, ayant en moyenne mieux résisté — s'expliquent par les coups de bouloir portés par leurs puissants voisins (n'ayant pas respecté la distance minimale), par des phénomènes de compression, ou par la chute de débris sur leurs terrasses.

Enfin il faut citer les effets d'altération de la cohésion à l'intérieur d'un même pâté de maisons (manzana) par l'introduction d'un édifice neuf, comme «l'extraction d'une dent à l'intérieur d'une denture».

Les variables sont donc extrêmement nombreuses, et la difficulté consistera à en mesurer l'importance relative et les interférences...

A l'issue de balisage géographique des voies d'exploration vers des

réponses plus élaborées, il nous reste à avancer une dernière hypothèse de travail, totalement personnelle, fondée à la fois sur l'analyse des dégâts et sur notre connaissance antérieure de la ville.

Poussée à son extrême limite, cette interprétation aboutirait à suggérer que la destruction du centre-ville ne serait pas le résultat du séisme ! Pour rendre à cette provocation un peu de sa crédibilité, il faudrait préciser : le résultat du *seul* séisme.

L'idée de base est celle d'une origine des destructions.

1) Issue des effets «classiques», mécaniques, d'un séisme sur les constructions humaines, conséquences des phénomènes d'accélération verticale et d'oscillations horizontales sur des structures non prévues à cet effet : alors que les calculs de résistance aux variations de g autorisaient une accélération de 8%, l'augmentation de gravité lors du tremblement de terre du 19 septembre a dépassé 18%. Quant aux déplacements horizontaux, ils auraient dépassé 10 cms. Phénomènes certes brefs, et réversibles, mais pouvant dépasser la capacité de réaction élastique des superstructures, surtout au niveau de nœuds déjà fragilisés par des épreuves antérieures, séismes anciens ou tensions dûes au sous-sol.

La durée du séisme aurait alors, par son exceptionnelle longueur, joué un rôle décisif.

Pourtant l'immeuble Nuevo Leon, s'est, selon tous les témoins et respapés, effondré très vite, en moins de 20 secondes...

A côté des effets typiques – lents et flexibles – d'ébranlement des structures, d'autres forces – inélastiques – ont pu jouer leur rôle sur des fondations des immeubles.

2) L'effet de «compactage».

Aux effets de sol déjà relevés, issus d'une amplification différentielle des secousses sismiques, particulièrement sensibles dans le cas de Mexico, s'ajouterait un effet spécifique lié à une originalité à peu près unique de l'évolution urbaine de Mexico.

Le tremblement de terre aurait, en ce cas, joué un rôle de catalyseur ou plutôt d'accélérateur, d'un processus de détérioration du sous-sol déjà engagé préalablement, et traduit dans la physionomie urbaine par l'*inclinaison* progressive de nombreux édifices du centre, anciens et modernes. Ainsi certains immeubles d'Insurgentes centro, âgés d'une vingtaine d'années à peine, étaient déjà évacués, avant même leur endommagement, à cause des risques entraînés par leur gauchissement progressif.

De fait, parmi les coïncidences cartographiques, celle existant entre la localisation des destructions et la localisation des édifices antérieurement inclinés s'inscrit parmi les plus nettes. Elle correspond au centre-ville, secteur où le poids des édifices s'est exercé depuis le plus longtemps, et où récemment se sont concentrés les immeubles les plus élevés

et les plus lourds. Car cette instabilité provient du déséquilibre introduit par l'évolution urbaine, entre la poussée descendante exercée sur le sol par des constructions humaines, et la poussée ascendante de réaction du sous-sol, en affaiblissement constant. Affaiblissement «normal» engendré par le tassement d'un sol lacustre particulièrement malléable, sans doute. Mais surtout affaiblissement exceptionnellement grave dans le cas de Mexico, engendré par la rétraction progressive de la nappe d'eau souterraine, résidu de l'ancien lac. Cette rétraction obéit à trois causes :

- un drainage artificiel, ébauché à l'époque coloniale et achevé au début du siècle, évacuant les eaux de ruissellement de l'ancienne cuvette endoréique, au Nord, vers les rios Tula et Lerma,

- une régression du renouvellement naturel annuel de la nappe, par la transformation des rivières coulant vers le centre en égoûts, et par une couverture urbaine étanche, étendue sur la moitié de la surface de l'ancien lac, réduisant dramatiquement les infiltrations,

- un pompage excessif, incluant plusieurs milliers de puits clandestins, prélevant plusieurs mètres cubes par seconde pour la consommation urbaine, au détriment d'une nappe devenue quasiment fossile.

Le résultat visible étant un affaissement du centre-ville de quelques 30 cms par an, avec, depuis les premiers relevés altimétriques, un enfoncement d'une dizaine de mètres au cœur de la ville moderne.

Mais cet enfoncement s'effectue irrégulièrement, en fonction des injections de béton pour préserver certains bâtiments, en fonction des zones de prélèvement autour des têtes de puits, et en fonction des pressions différentes issues d'espaces verts, de maisons basses ou d'immeubles.

Ainsi l'hôtel Del Prado, face aux jardins de l'Alameda, se retrouve-t-il avec sa façade décalée de 1,60 m par rapport à sa face arrière. Et la dénivellation s'est accrue brutalement de 8 cms le 19 septembre...

Tout se passe comme si le séisme, à l'instar de son rôle connu de «table vibrante» pour le déclenchement des éboulements de terrain sur les pentes fortes, avait en ce cas, par un effet analogue de «tamis» vibrant, réacommodé les sables et argiles desséchés du sous-sol, remettant en place dans une recherche de volume minimal les particules déstabilisées par la disparition de leur liant aqueux, en un puissant et *irréversible* phénomène de compaction.

Des observations directes constatent, sans mesures précises naturellement, des modifications de forme de chaussées ou de trottoirs par affaissement. Ainsi, derrière les jardins de l'Alameda, semble se dessiner une dépression longitudinale, marquée dans certaines rues perpendiculaires par un décrochement du sol contre les parois des édifices.

D'autres observations concernent l'existence, à travers la zone sinistrée, de crevasses superficielles, typiques dans leur forme de phénomènes de compression (chevauchements des lèvres), en opposition avec une absence de crevasses ouvertes, synonymes de fracturation en exten-

sion. Or, si le jeu des trains d'ondes portait la responsabilité de cette fissuration, les ondulations symétriques devraient faire alterner déformations de compression et d'extension.

On trouve, notamment sur l'axe routier du «Viaducto», au sud de la zone principalement touchée, des rides de l'asphalte, perpendiculaires à la route et la plissant, avec simplement une crevasse sommitale correspondant à la zone de déformation maximale.

Ces «fronces» naturelles se repèrent également dans le quartier de «Roma», le plus endommagé.

Pour l'immeuble Nuevo Leon (mais il n'est pas le seul en ce cas) la preuve de l'affaissement des fondations est fournie par l'affleurement, dans les ruines, du troisième étage, au niveau du sol. Bien d'autres immeubles, bousculés, témoignent d'un affaissement dissymétrique ayant facilité le processus de «déracinement» : la structure des édifices a tenu, mais le sol semble s'être dérobé sous eux.

Le processus n'étant pas incompatible avec le phénomène de «liquéfaction», déjà connu dans les catastrophes sismiques, aboutirait à un affaissement dans les terrains saturés d'eau.

A la diversité des conditions de déstabilisation des fondations, en fonction des différences de dessèchement du sous-sol et de pesanteur des structures, s'ajouterait alors un différentiel entre les deux phénomènes dessèchement-compaction et saturation-liquéfaction, multipliant la variété de réponse des assises, et expliquant les assymétries et les inégalités de dommages sur deux édifices jumeaux.

Même si cette interprétation a le mérite d'assembler, sans contradiction apparente, les morceaux d'un puzzle assez différent des autres modèles connus, elle demeure à démontrer.

Il reste à espérer que la coopération prévue avec les organismes mexicains en charge des différentes évaluations du séisme, permette effectivement d'aboutir dans une seconde phase à une synthèse exhaustive et quantitative transformant les hypothèses en certitudes, ou du moins en probabilités, susceptibles de fournir les bases, utiles au Mexique comme ailleurs, à une meilleure prévention des risques sismiques.

Mais les difficultés rencontrées au niveau préliminaire, lors de l'établissement des bilans ne portent-elles pas à l'inquiétude ?

LE POIDS DE LA CATASTROPHE

Des effets immédiats difficiles à évaluer

Un mois après le séisme, dresser un bilan, demeure hasardeux.

L'incertitude continue à régner sur le nombre réel de victimes, faute d'un achèvement des travaux de démolition, et d'une coordination des sources d'information. On retire encore par dizaines les victimes de ce qui fut l'hôpital Juarez. Plusieurs centaines d'ouvrières (400 dans un seul étage à San Antonio Abad) restent prisonnières des carcasses des

immeubles-ateliers. Et combien de corps sont entraînés par les pelles mécaniques, avec les décombres ? Les circonstances, le problème des indemnités, la tradition officielle, tout concourt à l'incertitude et à la sous-estimation... Au-delà du chiffre minimal de 10 000 victimes, que même les estimations officielles auront du mal à nier, il sera probablement impossible de connaître la réalité : 30 000 morts selon une estimation officieuse de la police ? 50 000 ? Il est vrai que, lorsqu'un patron d'une usine textile évalue généreusement l'indemnité versée pour le décès, dans son usine effondrée, d'une ouvrière de 19 ans, à 40 000 pesos, soient environ 800 francs, on aura confirmation de la valeur relative de la vie humaine dans le Mexique d'hier, et d'aujourd'hui encore.

Faute d'un relevé systématiquement centralisé et d'expertises généralisées, le bilan matériel demeure également approximatif.

On compte 500 édifices effondrés, 700 édifices condamnés, 7 000 sérieusement endommagés. Mais on commence à peine à évaluer, dans les vieilles «vecindades» du centre, la portée des dégâts à l'intérieur des bâtiments, derrière les façades apparemment saines.

Sur environ 1 000 000 d'habitations dans l'agglomération, on pourra mesurer toutefois à quel point les premières nouvelles concernant une ville rasée, ou détruite à 30%, étaient disproportionnées avec la réalité, ce qui n'ôte rien au drame réellement vécu par la zone centrale de Mexico, qui a concentré l'essentiel des dégâts, sur 9,2 kms.

Le chiffrage de ces dommages (démolition, reconstruction) apparaît encore très délicat : deux à six milliards de dollars suivant les sources, soit l'équivalent de la moitié des intérêts ou de la moitié du service annuel de la dette extérieure : le Mexique n'avait assurément pas besoin de ce coup supplémentaire, après la crise, la baisse du prix du pétrole, l'inflation et le poids de la dette.

Après le choc initial, des effets secondaires décisifs

De même que la réplique du 20 septembre, bien que très inférieure (6,5 contre 8,1) au séisme de la veille, a déclenché des phénomènes de panique, et davantage traumatisé la population de Mexico que la secousse principale, les effets secondaires de la catastrophe révèlent un potentiel de gravité et d'incertitude pour l'avenir qui supplante peu à peu les effets immédiats.

Au coût des indemnités, des destructions, des reconstructions, s'ajoute un important manque à gagner touristique : 10% de taux d'occupation à Mexico, 5% à Acapulco. Pire, le phénomène, subjectif, touche également les régions indemnes : 30% de baisse de la fréquentation saisonnière à Oaxaca. Le «Mundial» sera-t-il affecté ? Ou permettra-t-il au contraire d'oublier l'événement ?

Les crédits d'urgence du FMI ne couvrent que 0,5% des frais. Le report de quelques mois des échéances ne peut être qu'un expédient pro-

visoire. C'est tout le problème du moratoire de la dette extérieure qui se trouve brutalement reposé, dans l'opinion publique, et, au moins pour le court terme, par le gouvernement mexicain. Sa demande de délai est en effet justifiée de manière classique par des raisons techniques, mais elle introduit aussi, pour la première fois, une perspective morale : « Nous sollicitons votre compréhension et votre appui, pendant que nous luttons pour compenser les tragiques événements qui échappent à notre contrôle ».

Le séisme a rendu 28 000 logements inutilisables, sans compter ceux que leurs propriétaires ont déclarés insalubres, pour en déloger les locataires, en attendant quelques travaux de réhabilitation et de substantielles hausses de loyer, ou en pensant jouer à la fois sur l'assurance et sur de fructueuses opérations de destruction-reconstruction.

Les « vecindades », ces HLM horizontaux, aux loyers « gelés » depuis des années, subissent le choc le plus fort. Choc direct, car l'essentiel des maisons basses détruites correspond à ces « vecindades » sans entretien, dont un certain pourcentage s'effondre systématiquement à chaque saison des pluies. Choc indirect, car les pouvoirs publics du District fédéral voudraient profiter de la situation pour « assainir » les quartiers chauds, surpeuplés, foyers de contrebande comme Tepito, et ouvrir un nouvel espace à la pratique immobilière traditionnelle...

Le problème se pose d'ailleurs dans tous les immeubles d'habitation sinistrées, à Tlatelolco par exemple où l'indemnisation ne permettra pas le rachat d'un appartement, pas plus que les appartements proposés en location ne correspondent aux possibilités financières des habitants. Déjà un mouvement de réoccupation se dessine, malgré l'insécurité évidente. A ceci s'ajoute un problème de chômage. Si les travaux de reconstruction vont relancer l'emploi dans les travaux publics, l'emploi féminin a été affecté par la destruction d'environ 500 petites entreprises textiles du centre-ville. Emplois souvent occupés par de jeunes mères célibataires, coincées entre la reprise forcée par le patron dans des immeubles dangereux, sous la menace du non-paiement des travaux antérieurs au 19 septembre... ou le lockout. Pour les entreprises moins florissantes, la tentation est forte de mettre à profit des dégâts partiels pour se déclarer en faillite en laissant les ouvrières sur le carreau, sans paiement des arriérés ou des indemnités. On compte, aujourd'hui, 3 400 couturières au chômage dans les quartiers du centre-est de la capitale. Les problèmes d'emploi se posent de manière également aiguë pour le secteur hôtelier avec 7 hôtels détruits à Mexico, et 50% endommagés ou évacués, tout comme Ixtapa ou Lazaro Cardenas, ou comme dans les secteurs des spectacles (11 théâtres fermés sur 60, 60 salles de cinéma sur 100...).

La troisième crise, plus globale, remet en cause toute l'évolution urbaine. A l'orgueil d'une capitale de dimension mondiale, puis à l'indifférence ou au fatalisme, succède l'inquiétude : le monstre a tué. Pire :

il tuera de nouveau. «Nous sommes une charge trop lourde pour l'ancien lac... Tout simplement il ne nous supporte plus. Non, la terre qui nous fait trembler n'est pas ingrate, elle est logique...» Edmundo Gonzalez Llaca (Excelsior).

On applaudit donc aux déclarations du Président et des responsables du District Fédéral, appelant à la décentralisation ; aux premières mesures (décentralisation du CONACYT) et aux projets logiques : transfert du ministère de la Marine au bord de la mer, transfert des services agricoles en province, des bureaux des industries de Ciudad Sahagun à Ciudad Sahagun même ou de l'administration centrale de PEMEX en zones pétrolières... De même un consensus se dégage sur le développement des espaces verts dans le centre.

Mais, entre la parole et l'acte... les promesses de relégation hors de l'agglomération des usines à gaz subsistant après la catastrophe de San Juanico, il y a un an, sont là pour confirmer les doutes. Tout comme le déménagement promis sans cesse de la raffinerie d'Atzacapotzalco, enkystée dans le nord de l'agglomération, ou des multiples usines polluantes des zones industrielles voisines.

De plus, ni les habitants, ni les propriétaires ne sont prêts à abandonner leurs biens ou leurs perspectives spéculatives, de même que les fonctionnaires concernés ne s'enthousiasment guère...

Seul un plan précis établi à chaud, excluant toute dérogation, aurait des chances de se montrer efficace. Car des règlements existent déjà interdisant théoriquement les édifices élevés...

La tendance croissante à minimiser le nombre de victimes, et à effacer le plus vite possible les traces de la catastrophe ne rassure guère à ce propos.

Toutefois, deux facteurs positifs permettent d'espérer un changement.

D'abord la décision du président de la République d'exproprier 5 000 terrains ou immeubles du vieux centre, domaine traditionnel des «vecindades» et de l'habitat populaire. Si les habitants ont peut-être tort de croire trop vite à leur victoire définitive, par la simple disparition des propriétaires spéculateurs, il reste à savoir ce que sera effectivement la politique officielle de reconstruction et le choix social des conditions et des localisations du relogement ; il ne reste pas moins vrai qu'il s'agit d'une mesure révolutionnaire, la «première décision radicale du président de la République», qui donne au gouvernement les moyens d'une véritable politique urbaine nouvelle.

Le second facteur tient en la capacité de transformation politique et sociale du séisme. «Ce n'est pas seulement la ville de Mexico qui a été secouée par le tremblement de terre du 19 septembre, ce ne sont pas seulement ses édifices qui ont été ébranlés ou abattus. Mais ont été ébranlés ou abattus aussi beaucoup de vieilles structures mentales, de modèles, de systèmes de gouvernement, de formules civiques... Les relations entre le gouvernement et la société désormais ne seront plus les

mêmes». Le séisme a changé en profondeur les hommes et ouvert une crise politique elle-même porteuse d'avenir.

Quelque chose d'exceptionnel s'est déroulé sous le choc de l'urgence, comme un enfantement dans la douleur. Un peuple – sans classes –, une société civile s'est révélée aux autres et à elle-même, à travers l'élan de solidarité spontanée qui a surgi de la catastrophe. «Multitudes nées de la solidarité, substituts spontanés à une bureaucratie inefficace, brigades de volontaires, jeunes bandes des faubourgs, apprentis, médecins, étudiants de l'UNAM, dizaines de milliers d'adolescents en plein apprentissage des responsabilités, groupes religieux, dames préparant boissons et repas, ingénieurs des brigades d'expertises... Un protagoniste nouveau est apparu, nommé société civile...» (14)

De sorte que l'inquiétude du côté des corps constitués, vis-à-vis de ce mouvement venu d'en bas, si différent des manifestations traditionnellement canalisées et fomentées par le parti et les syndicats officiels, s'est rapidement révélée : «le temps de l'ordre est venu : les véritables volontaires devront se mettre aux ordres des autorités. On ne tolérera plus les abus de ces groupes civils livrés à leurs propres initiatives...» (15)

Oui, la question la plus importante, abandonnée dans le ressac du séisme, se trouve peut-être dans ce risque de divorce.

L'émergence d'une «génération du tremblement de terre», célébrée par le Cardinal Ahumada, archevêque de Mexico : «En sa jeunesse, Mexico a trouvé sa vraie mine d'or» (16), si son existence se confirme au-delà de l'illusion lyrique des jours d'héroïsme, sera-t-elle synonyme d'espoir pour le Mexique nouveau, ou simplement «un rude coup pour le gouvernement» ? La réponse se trouve en elle, et dans la capacité du gouvernement à tirer les leçons, toutes les leçons, d'un séisme non seulement tellurique, mais aussi économique, social et peut-être politique.

CONCLUSION

Passer de l'enquête aux réponses et des probabilités aux certitudes implique d'abord la collecte d'un maximum de données pratiques sur les effets du tremblement de terre, avec une localisation précise des dégâts, dans l'agglomération de Mexico.

Au niveau architectural cela revient à établir une fiche de chaque édifice endommagé, portant référence de sa localisation, mais aussi de son âge, de sa hauteur, du type de fondation, de l'orientation, du constructeur, des choix techniques, des usages, des accidents antérieurs... en comptant sur quelques échantillons pour évaluer les vices possibles, et les décalages entre norme théorique et réalité.

Avec, inversement, des études sur les édifices intacts des zones sinistrées.

Avec aussi l'analyse de l'insertion des constructions dans leur envi-

ronnement, les caractéristiques du pâtre de maisons, et ses modifications récentes.

Une connaissance toute aussi précise, avec un maximum de repères géographiques, de l'onde sismique, s'impose ensuite :

- appuyée sur une cartographie des risques sismiques, tels qu'antérieurement évalués, et sur un examen des normes officielles d'urbanisme et de leurs modes de calcul théorique ;
- complétée par une représentation détaillée du sous-sol à la fois en ses aspects stratigraphiques, lithologiques et tectoniques, non seulement auprès de la surface, mais jusqu'au soubassement rocheux de l'ancien lac, et par une cartographie des nappes et des zones de prélèvements par pompes, si possible en corrélation avec les localisations d'affaissement de sol et d'inclinaison d'édifices, antérieures et postérieures au séisme...

Mission impossible ? La question se pose effectivement.

- A cause de l'ampleur de ces problèmes, et de difficultés inhérentes d'échange d'informations entre les multiples équipes, nationalités, institutions, disciplines travaillant chacune sur un aspect de la question.
- A cause de l'important travail d'enquête nécessaire sur les aspects mal défrichés, ou de l'immense labeur de comparaison internationale, de recouplement et de synthèse devant clore cette étude.
- A cause, enfin et surtout peut-être des difficultés incontournables, issues d'une déficience actuelle de l'information de base, au niveau du relevé systématique des dégâts.

Si cette carence a pu, durant quelques semaines, être imputée à une absence compréhensible de coordination entre les différents services officiels mexicains concernés, aux prises avec d'autres priorités, le doute s'est ensuite installé.

La minimisation systématique du nombre des victimes, le silence, l'imprécision, voire les contradictions de l'information officielle, et de son corollaire médiatique, la tendance présente dès les premiers jours à démolir vite, et à effacer les empreintes visibles du séisme, notamment dans le centre-ville, la surréaliste apparition d'espaces verts, avec allées gravillonnées, plantes et fleurs sur l'emplacement d'immeubles effondrés, tandis que des milliers de gens des quartiers populaires campent encore dans les rues ou les ruines de leurs «vecindades», beaucoup d'indices s'accumulent, laissant craindre l'existence d'une «politique de l'oubli».

Les motifs avoués ou inavoués ne manquent pas : souci d'exorciser le choc psychologique, réactivation du tourisme étranger, préservation de la Coupe du monde de football de 1986, minoration des responsabilités des constructeurs et de leurs contrôleurs officiels, évacuation d'un prétexte supplémentaire pour la dénonciation de la dette extérieure, démonstration de la capacité de réponse rapide du pays aux pires épreuves...

Il ne nous appartient pas d'apporter un jugement de valeur sur cet empressement, encore moins sur cette politique.

Il serait tout de même dommage qu'elle puisse déboucher sur le tarissement d'une information, si riche de potentialités pour l'avancement de la compréhension des mécanismes sismiques, et, en conséquence, pour la prévention de leurs dégâts.

NOTES

(1) Maria F. Campo (Excelsior) : «seul un effort pluridisciplinaire fédérant de multiples organismes de recherche pourra affronter l'envergure réelle de la problématique du séisme...»

(2) La présente étude s'appuie sur trois sources :

– Témoignage direct de l'auteur.

– Témoignages directement recueillis de scientifiques, ingénieurs, architectes, responsables locaux, ou simples particuliers, mexicains ou étrangers.

– Compilation d'un maximum de communications, reportages, rapports, diffusés dans les media, ou disponibles auprès des organismes mexicains tels UNAM, SEDUE, IPN, Commission d'urgence, délégations, administrations du District Fédéral...

(3) Dr. Rosenblueth, Institut d'ingénierie de l'UNAM, Excelsior, 12 octobre.

(4) Katte Hutten, Université de Californie : Karen Mc Nally, Institut technologique de Pasadena.

(5) Ingénieur Fernando Favela, président du Collège des ingénieurs civils. Impacto 10 octobre.

(6) Mooser, «El eje volcanico, debilidad cortical», Société géologique mexicaine, mémoire numéro 2 Convention nationale, cité par J.A. Butterlin dans «Géographie structurale de la région des Caraïbes». Paris, Masson, 1977.

(7) Strasbourg et Madrid indiquent même 8,2.

(8) Ciudad Guzman (Jalisco). 120 000 habitants. Sur 1 700 habitations, 663 endommagées ; sur 14 églises, une seule reste en service. Plus de 30 morts.

(9) A l'origine de l'agglomération de Mexico, se trouve la capitale aztèque Tenochtitlan, ville des lacs et des canaux construite à partir du XIV^e siècle sur un îlot de la lagune naturelle de Texcoco. C'est sur ce lac, au centre d'une cuvette de 2 200 m. d'altitude, asséché grâce aux drainages artificiels (réalisés dès l'époque coloniale et achevés au début du XX^e siècle) que se développait la ville moderne dont l'extension déborde aujourd'hui sur les anciens rivages et les collines.

(10) Ingénieur Melli. Institut ingénierie de l'UNAM : «l'écorce terrestre s'est comportée comme une gélatine en mouvement suffisamment long pour détruire les structures solides construites sur terrain mou.»

Voir aussi : Ingénieur Mena Sandoval. Institut ingénierie de l'UNAM. Excelsior 1er octobre. Kate Hutten, Institut technologique de Pasadena, Excelsior 9 octobre. Professeur Holzer, Menlo Park, New York Times, 21 septembre.

(11) Architecte Zeewaert, constructeur de la tour Latino-américaine. Impacto 10 octobre.

(12) C'est notamment le cas de la tour (effondrée avec ses 500 victimes) de l'hôpital Juarez, décidée et construite en moins d'un an.

(13) Hector Rivera. Proceso, 7 octobre.

(14) Carlos Monsivais, Proceso, 14 octobre.

(15) Général Ramon Mota, secrétaire d'État à la police, Excelsior, 23 septembre.

(16) Cardinal Ahumada. Proceso, 14 octobre.

ANNEXE

Information de la Commission métropolitaine d'urgence

Bilan 19 septembre, publié le 4 novembre.

Bilan humain : — Blessés : 5 748 blessés graves
10 188 blessés légers
— Victimes : 80% de corps identifiés (a)
— Sinistrés : 13 000 familles sans abri

Bilan matériel : — 5 728 édifices endommagés
dont 15% effondrés, 38% gravement touchés, 47% fissurés
Parmi les immeubles effondrés (954) : 196 abritaient des services
publics, cumulant 1,6 million de m² de plancher.
— Sur le total des édifices endommagés :
65% étaient à usage d'habitation
15% à usage commercial
12% à usage scolaire
6% à usage de bureau

(a) Ce chiffre est le *seul* cité dans les huit pages du texte, la seule mention au nombre de victimes...

ALAIN VANNEPH
LE SÉISME DE SEPTEMBRE 1985
A MEXICO

Après une description du vécu du séisme, l'auteur expose les données géophysiques expliquant le phénomène et les aspects non-élucidés. Les effets du séisme sont ensuite analysés, mettant en évidence l'extrême diversité des intensités ressenties selon les endroits, en fonction de la stabilité du sous-sol, des caractéristiques techniques des constructions et de leur environnement. En plus des conséquences encore mal estimées sur le logement et l'emploi, le séisme a provoqué l'ouverture d'une crise politique. Le problème posé est maintenant celui de l'ampleur et de la difficulté des études nécessaires pour comprendre le phénomène et l'importance des dégâts qu'il a occasionnés.

ALAIN VANNEPH
ET TERREMOTO DE SETIEMBRE
DE 1985 EN LA CIUDAD DE
MEXICO

Después de una descripción del terremoto, el autor expone los datos geofísicos que explican el fenómeno y los aspectos no-dilucidados. Los efectos del terremoto son analizados después, poniendo en evidencia la gran diversidad de las intensidades sentidas en zonas distintas, según los lugares en función de la estabilidad del subsuelo, las características técnicas de las construcciones y el medio ambiente. Además de las consecuencias aun no bien estimadas sobre las viviendas y el empleo. El terremoto provocó el surgimiento de una crisis política. El problema que se plantea ahora es el de determinar la dimensión y la dificultad de los estudios necesarios para entender el fenómeno y la importancia de los daños que ha provocado.

ALAIN VANNEPH
O TERREMOTO DE SETEMBRO
1985 NO MEXICO

Apos uma descrição do terremoto, o autor expoe os dados geofísicos explicando o fenómeno e os aspectos ainda não elucidados : os efeitos do terremoto são em seguida analisados, evidenciando a extrema diversidade das intensidades ressentidas, segundo a localização, a estabilidade do sub-solo, as características técnicas das construções e da proximidade relativa destes imóveis. Além das consequências ainda mal estimadas sobre a habitação e o emprego, o terremoto provocou a abertura duma crise política. O problema atual é a amplitude e a dificuldade para a compreensão do fenómeno e o da importância das destruições que o terremoto ocasionou.

ALAIN VANNEPH
THE EARTHQUAKE OF 1985 AT
MEXICO

After a description of the effects of earthquakes the author goes on to make an exposé to the geophysical data, explaining the phenomenon and those aspects hitherto unknown. The consequences of earthquakes are then analysed, paying attention to the enormous range in strength experienced according to the areas with regard to the stability of the ground's sub-stratum, technical characteristics of buildings and their environment. In addition to the consequences the extent of which has still not been adequately estimated on housing and employment, earthquakes have brought about political upheaval. The problem in question is now that of the scope and difficulty of the study needed for understanding the phenomenon and how widespread is the damage incurred.

SUR L'INFLUENCE SCIENTIFIQUE FRANÇAISE AU BRÉSIL AUX XIX^e ET XX^e SIECLES

Michel Paty et Patrick Petitjean *

PROBLÉMATIQUE D'UNE RECHERCHE

L'intérêt accru qui se manifeste depuis quelques temps dans plusieurs pays d'Amérique latine pour l'histoire des sciences constitue un fait digne de considération. Des associations se sont créées, par exemple au Brésil, en Colombie, au Mexique, de nouvelles revues voient le jour (1), des études sur l'implantation et le développement des sciences sont activement poursuivies. Cette préoccupation, par-delà des réalisations plus anciennes mais ponctuelles qui étaient l'œuvre de quelques individualités, acquiert une dimension plus systématique et se manifeste dans des travaux collectifs, œuvres d'historiens des sciences (et d'épistémologues) spécialisés, qui sont généralement en contact étroit avec la communauté scientifique, dont ils sont eux-mêmes le plus souvent issus. L'un des caractères marquants de cette histoire des sciences latino-américaines est précisément qu'elle apparaît comme une dimension d'un renouveau plus général qui concerne les sciences elles-mêmes. La conscience prise des rapports entre science et dépendance a entraîné dans ces pays, en conjonction au développement des sciences et à la réflexion sur elles et sur les problèmes de dépendance, un intérêt pour l'histoire des sciences aussi bien d'ailleurs que pour les problèmes de didactique, de pédagogie et d'épistémologie. Cette dimension «réflexive» de l'activité scientifique d'enseignement et de recherche, bien qu'elle soit généralement encore peu développée, constitue sans doute un trait général de la science à notre époque étant donné son rôle et l'importance qu'elle a prise dans des aspects déterminants de la vie sociale : en Amérique latine – comme dans d'autres régions du Tiers-Monde – elle revêt un caractère spécifique en raison du lien étroit entre science et développement, dont elle est éventuellement apte à mettre à jour certaines articulations fondamentales.

Un autre aspect original de l'histoire des sciences dans ces régions du monde a trait aux liens entre l'établissement d'une tradition et d'une communauté scientifique et ceux de l'acquisition d'une identité natio-

* Centre de recherches nucléaires, Strasbourg et Equipe REHSEIS (Recherches épistémologiques et historiques sur les sciences exactes et les institutions scientifiques), CNRS.

nale. Ainsi, l'histoire sociale des sciences dans les pays considérés appelle-t-elle naturellement une recherche plus spécifique sur l'histoire des rapports scientifiques entre ces pays et les puissances dominantes.

La recherche historique, dont nous proposons ici quelques éléments préliminaires, s'inscrit dans le cadre d'une étude comparée de la « science impériale » (entendons : des grands empires coloniaux considérés dans leurs relations avec les pays dépendants) dans des conditions d'influence ou de domination différentes (comme par exemple : Grande-Bretagne / Inde, France / Égypte, France / Brésil, France / Pays du Maghreb) (2). La transmission de la science et de la technologie occidentales par les puissances coloniales s'est effectuée suivant des modalités très diverses qu'il est important d'étudier en fonction des contextes de chaque pays considéré : cette transmission a-t-elle été totale, ou seulement partielle et sélective (voire, dans le cas de certains pays ou de certaines disciplines, inexistante) ? Et, dans le cas de transplantation, comment s'est effectuée la « greffe », en relation aux conditions locales, voire aux traditions existantes dans les pays dépendants ?

Dans le cas des relations scientifiques entre la France et le Brésil, il s'agit d'un contexte d'influence culturelle française importante (voire dominante), dont attestent de nombreux faits, documents et témoignages (3), alors que la domination économique est le fait de la Grande-Bretagne. En 1808, la domination politique est encore celle du Portugal, mais l'émigration de la cour royale du Portugal au Brésil, consécutive à l'occupation napoléonienne, est suivie très vite par l'indépendance de l'ancienne colonie. Le XIXe siècle représente la période de constitution du Brésil comme nation, avec la recherche d'une identité propre à travers de nombreuses transformations (délimitation du territoire géographique, centralisation du pouvoir politique, peuplement du pays, connaissance de ses caractéristiques, organisation de la vie sociale, etc.). La constitution d'institutions d'enseignement et de recherche (accrue de manière importante à la fin du XIXe siècle) et, à partir de 1930, celle d'universités, s'inscrit dans un mouvement d'ajustement aux nouvelles caractéristiques du développement capitaliste. À partir de la Deuxième Guerre mondiale, les sphères d'influence changent radicalement, la prépondérance économique et culturelle des États-Unis se substituant à celle des autres nations. L'évolution des relations d'influence entre la France et le Brésil, au cours de la période considérée d'un siècle et demi (1808-1960), va des recherches des voyageurs naturalistes et géographes au début du XIXe siècle, aux échanges culturels et scientifiques entre institutions et États à partir du règne de Don Pedro II jusqu'à la période moderne, en passant par des contributions majeures de savants (français et autres) à la création d'institutions scientifiques brésiliennes (Observatoire, École des mines d'Ouro-Prêto, Institut Oswaldo Cruz...) : sans oublier l'importation, pour d'autres institutions comme l'Académie militaire, l'École polytechnique, ou des écoles

secondaires et supérieures, de livres, d'idées et de conceptions, dont l'importance prise au Brésil par le positivisme est un exemple particulièrement significatif.

Il s'agit, dans la recherche entreprise, de retracer les caractères de l'influence scientifique de la France dans le contexte brésilien pris dans sa complexité, et par rapport aux autres influences qui ont contribué à la constitution d'une culture originale au Brésil (ces influences sont, pour l'aspect qui nous occupe, essentiellement européennes, mais on n'aura garde d'oublier le rapport à la culture indigène). Des études ultérieures, plus détaillées, feront l'objet d'un programme conjoint de recherches entre deux équipes d'historiens des sciences, l'une française, l'autre brésilienne. Cette dernière travaille depuis un certain temps déjà sur l'histoire sociale des sciences au Brésil : le projet conjoint rencontre d'autant plus son intérêt que l'influence culturelle française est une dimension importante du contexte social. Cette influence est notable dès le XVIIIe siècle qui voit la propagation des idées des Lumières, des encyclopédistes, de la Révolution française ; au XIXe siècle, dès 1816, le Brésil se tourne vers la France sur le plan culturel, invitant des missions, recrutant artistes, savants et techniciens. L'intention affirmée, au début du XXe siècle, des autorités politiques et académiques françaises de développer la coopération scientifique avec le Brésil représente une autre dimension à prendre en compte, celle d'une intervention plus volontaire et institutionnelle de la part d'une grande puissance, qui est à resituer dans le jeu d'influences des États européens à cette époque.

Dans une telle enquête, plusieurs niveaux sont à considérer.

C'est tout d'abord celui d'individualités, savants ou intellectuels, brésiliens et français, ayant contribué de façon décisive à l'établissement d'une culture scientifique brésilienne : savants envoyés en mission (naturalistes, géographes...) ; fondateurs d'institutions qui ont été contractés par le Brésil, comme Henri Gorceix, fondateur de l'École des mines, Louis Couty « créateur du premier laboratoire de physiologie de l'Amérique du Sud » (4), Emmanuel Liáis, premier directeur de l'Observatoire national de Rio de Janeiro ; ou savants brésiliens ayant joué un rôle considérable, comme Oswaldo Cruz qui se réclamait de Louis Pasteur et éradica la fièvre jaune ; ou de nombreux autres, tel le biologiste Miguel Osorio de Almeida et les mathématiciens Amoroso Costa et Teodoro Ramos, qui fondèrent et animèrent l'Académie des Sciences (ce dernier eût, en outre, un rôle important sur la fondation ultérieure de l'Université de São Paulo). Mais ce serait une erreur de se cantonner aux personnalités qui ont fondé des institutions ou ont produit une œuvre scientifique importante, et le rôle, moins connu, de savants qui ont contribué à la formation d'enseignants et de chercheurs et à la diffusion de connaissances, et qui ont été tributaires de l'influence en question, fut également fondamental, notamment en rapport à la transition vers des générations nouvelles de scientifiques (le cas de Luiz Freire, profes-

seur à l'Université de Recife, est, dans cette perspective, particulièrement intéressant à considérer).

C'est ensuite, le niveau des institutions, par lesquelles s'effectue la transmission de la formation et de l'information scientifique et technique. L'étude de l'organisation de ces institutions (l'une des premières fut l'Institut historico-géographique de Rio, fondé en 1838), de leurs membres (professeurs...) de leurs bibliothèques, de leurs relations à des institutions européennes correspondantes, de leurs objectifs et de leurs politiques, fournit des données indispensables pour mesurer l'influence dominante au niveau structurel comme à celui des connaissances transmises. Entrent également dans ce chapitre les réseaux de relations entre personnalités et institutions brésiliennes et françaises, comme les associations de coopération en France au début du XXe siècle, dont nous allons reparler à propos de l'Académie brésilienne des Sciences.

Un autre aspect à considérer est celui du modèle de culture scientifique importé et de son image. Remarquons que l'influence culturelle et scientifique se manifeste aux deux niveaux précédents des individus et des institutions, et que ses formes sont diverses. Il peut s'agir d'une idéalisation (par exemple, les Lumières et la Révolution française), ou d'un choix délibéré de ce qui pouvait être considéré comme étant les meilleures sources (par exemple, la tradition française de physique mathématique au début du XIXe siècle, ou, plus tard, l'œuvre de Poincaré, référence principale de bien des mathématiciens brésiliens des années 1920 ; en biologie et en médecine, le rôle de Pasteur, etc.). Ces facteurs, ainsi que d'autres, ont contribué à façonner une image de la culture et de la science françaises dont il faudra analyser les effets et les déformations (par exemple en confrontant cette image à la réalité de la fin du XIXe et du XXe siècles où la science française, considérée globalement, est en perte de vitesse).

Un autre niveau de l'enquête est celui des politiques gouvernementales. Dans la réalisation de collaborations, ou dans le recrutement de savants, ou dans l'appui financier ou technique, intervient le rôle des États, lesquels peuvent, à vrai dire, se trouver éventuellement au départ de certaines initiatives (politique de recrutement de Don Pedro II ; politique d'influence du gouvernement français et des autres États européens).

De ce programme, l'évocation (qui sera nécessairement sommaire) de quelques-uns des cas mentionnés permettra d'illustrer la problématique et la méthode.

LE NIVEAU DES INDIVIDUALITÉS. L'EXEMPLE DE DEUX CAS : HENRI GORCEIX, LUIZ FREIRE

Henri Gorceix

Il fut un des premiers scientifiques étrangers que les autorités brésiliennes aient fait venir à la fin du XIXe siècle pour des missions précises et de longue durée. En effet, précédemment, les voyageurs venaient... et repartaient avec leurs collections et leurs résultats, sans beaucoup de retombées au Brésil même.

Don Pedro II avait donc entrepris un travail systématique de prospection, en particulier au cours de ses voyages en Europe, pour trouver des savants étrangers disposés à s'établir durablement sur place. En 1871 et 1872, il visita à Paris l'École centrale et l'École des mines, dont il chargea le directeur, Daubrée, de lui trouver des géologues ou minéralogistes. Plutôt que d'un réel besoin, immédiat, d'ingénieurs au Brésil, cette initiative témoignait d'une volonté politique et idéologique : faire bénéficier des étudiants brésiliens d'un enseignement de haut niveau dans ces domaines, avec l'optique (qui restait, à vrai dire, largement imprécise) de permettre un jour l'exploitation des richesses minières du pays. Daubrée servit donc de relais à Don Pedro II pour ces disciplines et d'autres, aussi bien que pour trouver des points de chute à des étudiants brésiliens envoyés en France ; il ne lui fallut cependant pas moins de trois ans pour trouver un jeune géologue disponible, Henri Gorceix, ancien élève de l'École normale supérieure.

Gorceix arriva au Brésil en 1874, et mit deux ans pour faire aboutir le projet de création d'une École des mines, à Ouro Preto. Il prit modèle, comme base de départ, sur l'École des mines de Saint-Étienne : deux ans de cours de haut niveau, en mathématiques, physique et chimie, débouchant rapidement sur une véritable formation professionnelle (5). Les méthodes d'enseignement prenaient le contre-pied des traditions brésiliennes, en s'inspirant des normes en vigueur dans les grandes écoles françaises : sélection stricte, contrôle réel des connaissances, assiduité obligatoire pour les étudiants, et, surtout, travail de laboratoire, complété par des sorties géologiques sur le terrain. Les principaux cours étaient assurés par d'autres jeunes scientifiques français que Gorceix avait fait venir.

Mais l'originalité de Gorceix a surtout résidé dans sa tentative d'articuler cet enseignement supérieur sur un travail de recherche, pour développer la curiosité scientifique des étudiants, aussi bien que pour maintenir la qualité de l'enseignement. A cette époque, outre l'École des mines, seuls le Musée national de l'Observatoire de Rio de Janeiro permettaient un tel travail de recherche.

Le volontarisme de Gorceix réussit à contenir, non sans difficulté, grâce au soutien politique de Don Pedro II, l'hostilité manifestée par de

nombreux secteurs dirigeants brésiliens, en particulier, ceux des autres établissements professionnels supérieurs, à l'encontre de cette expérience. Les dix-sept années passées par Gorceix à la direction de l'École des mines furent émaillées de conflits, d'intrigues et de cabales. Gorceix a dû finalement se résigner à revenir en France peu après l'abdication de l'Empereur Pedro II. Quelques années plus tard, l'École des mines d'Ouro Preto connut un déclin. (6)

Luiz Freire

Avec Luiz Freire, voici un autre exemple, très différent, mais également caractéristique, qui nous permet de mesurer, dans une période bien plus tardive, la nature de l'influence intellectuelle des savants français et de la science française sur un scientifique brésilien occupant une position-clé par son rôle de formateur sur une génération d'enseignants et de chercheurs, dans la voie qui mène à la constitution d'une authentique communauté scientifique. (7)

Né en 1896, mort en 1963, Luiz de Barros Freire a travaillé toute sa vie à Recife où, après s'être formé comme ingénieur civil, il a suivi une carrière universitaire, enseignant les mathématiques et la physique, et occupant un rôle dirigeant à l'École d'ingénieurs et dans l'enseignement supérieur de l'État de Pernambouc. Bien qu'éloigné des centres principaux du pays (Rio et Sao Paulo), il est devenu membre de l'Académie brésilienne des Sciences en 1933. Plus tard, il s'est trouvé associé, dans les années 1950, aux organismes dirigeants du Conseil national de la recherche (CNPq), de l'Institut de mathématiques pures et appliquées (IMPA), et a été un des fondateurs du Centre brésilien de recherches physiques (CBPF).

L'importance du rôle de Luiz Freire dans la constitution d'une science brésilienne dépasse évidemment, et de loin, sa seule production scientifique proprement dite, qui fut relativement limitée, comme il est naturel étant donné les circonstances. Il a su choisir, orienter et former des étudiants et des jeunes scientifiques aux sciences contemporaines et à l'esprit de recherche : toute une génération, en fait, de physiciens et de mathématiciens originaires du Pernambouc, dont plusieurs sont devenus des chercheurs éminents, et ont eu un rôle décisif dans le développement de ces sciences au Brésil ; et il a influé de manière importante sur la création d'institutions et d'organismes qui ont réussi à cristalliser et à développer un enseignement et une recherche de qualité.

Ce n'est que dans les années 1950 que Luiz Freire s'est rendu à plusieurs reprises en Europe et, en particulier, en France. Mais déjà auparavant, il s'était attaché à développer des relations avec la France, surtout avec l'Université de Paris, invitant au Brésil, pour l'Institut de physique et de mathématiques qu'il fonda et dirigea, des universitaires de haut niveau. Plus profondément, c'est toute l'œuvre de Luiz Freire (et, en par-

ticulier, son enseignement) qui a été profondément marquée par l'influence de la culture scientifique française : en témoignent ses propres textes publiés, sa correspondance, sa bibliothèque dont l'inventaire est instructif. C'est par les ouvrages français qu'il s'est formé, dans un contexte intellectuel d'ailleurs dominé par les mathématiciens brésiliens positivistes ; c'est encore dans les livres français qu'il a étudié les mathématiques nouvelles de la seconde moitié du XIXe siècle et du début du XXe siècle, que les positivistes voulaient ignorer (8) ; et ce sont, au fil des ans, en majorité des textes en français, de physique, de mathématiques, de philosophie des sciences, qu'il acquiert : manuels, traités, ouvrages originaux ou traductions en français de tels ouvrages (par exemple, les textes d'Ostwald, d'Einstein, de Schrodinger, d'Eddington...), aussi bien que revues ou collections (9). Ce professeur, dont la culture était large et ouverte, prêtait ses livres à des étudiants, et ceux-ci étaient ainsi, par son intermédiaire, nourris des mêmes lectures que lui.

Nous nous trouvons, dans son cas, devant un profil de « pionnier » de l'établissement d'une science brésilienne authentique, de plain-pied par rapport aux développements contemporains. Et l'étude de cette couche de formateurs, dont l'activité s'avère décisive après les tentatives plus individuelles aux réussites inégales, est essentielle pour comprendre certains accomplissements ultérieurs, et pénétrer dans les « mentalités ».

LE NIVEAU DES INSTITUTIONS : L'EXEMPLE DE L'ACADÉMIE BRÉSILIENNE DES SCIENCES ET DES INSTITUTS DE HAUTE CULTURE

Au début du XXe siècle, les choses ont commencé à mûrir pour la science au Brésil. Des personnalités ont acquis une reconnaissance internationale en mathématiques, en astronomie et dans les sciences biomédicales. Un premier noyau de recherches existe de manière durable, avec l'Institut de Manguinhos, qui prendra par la suite le nom de son fondateur Oswaldo Cruz. Ces expériences restent fragmentaires et fragiles, mais contribuent à faire progresser une idée essentielle : la nécessité de la science comme activité intellectuelle autonome.

De cette maturation naît la *Sociedade brasileira das Ciências* en 1916, qui prendra en 1922 le nom d'*Academia brasileira das Ciências*. Les obstacles à ce développement avaient été et restaient nombreux, tant au niveau idéologique que politique ou économique. L'Académie elle-même n'eût pas une naissance facile, et se trouva confrontée, entre autres, aux conséquences de l'influence positiviste dans le domaine scientifique (10). Le Brésil est certainement l'un des pays au monde où l'influence positiviste a été la plus importante. Elle a d'abord touché le domaine politique : dans le contexte de la formation de l'État brésilien à la fin du XIXe siècle et de la naissance de la République, les idées d'ordre harmonieux fondé sur des vérités scientifiques immuables qui

sont mises en pratique par une élite éclairée, chargée de conduire le progrès pour le bien commun, ne pouvaient que séduire les militaires et les bureaucrates urbains (dont les intellectuels) de l'appareil d'État naissant (11).

Le positivisme fut pris beaucoup plus au sérieux qu'en France : il se constitua même une véritable église positiviste. Aux yeux de ses disciples brésiliens, Comte était parvenu à une synthèse définitive des connaissances. Il en résulta trois conséquences majeures dans le domaine scientifique :

1) la priorité donnée aux connaissances techniques et appliquées : les positivistes favorisèrent le développement des écoles professionnelles ;

2) la méfiance vis-à-vis des spéculations théoriques (les nouvelles hypothèses, les modèles), comme de l'expérimentation : deux directions du travail scientifique qui étaient susceptibles de remettre en cause l'harmonie scientifique établie par Comte. Cette double vision utilitaire devait mettre longtemps à disparaître ;

3) le refus des universités, considérées comme «pédantocratiques» et «démocratiques», c'est-à-dire en contradiction avec l'élitisme républicain des positivistes (12).

La fondation de l'Académie marqua le commencement d'une période nouvelle, bien que le positivisme fût déjà sur le déclin, tout en conservant encore de nombreux adeptes, en particulier, parmi les scientifiques des écoles militaires. Ses débuts furent marqués à la fois par la lutte contre une certaine influence française (le positivisme), et par le développement de liens très importants avec d'autres scientifiques français, ce qui devait aboutir, notamment en 1934, à la présence, parmi les treize étrangers engagés pour la fondation de l'Université de Sao Paulo, de sept professeurs venus de France, choisis, certes, dans les sciences humaines, mais recrutés par le médecin et psychologue Georges Dumas.

Cette nouvelle influence française marquait plusieurs des principaux fondateurs de l'Académie. Le noyau de celle-ci était composé principalement de mathématiciens de l'École polytechnique de Rio de Janeiro (Amoroso Costa, Teodoro Augusto Ramos, Roberto de Azevedo) et d'astronomes de l'Observatoire de Rio (Henrique Morizé, Lelio Gama) (13). Henrique Morizé, d'origine française, mais de formation brésilienne, fut le troisième directeur de l'Observatoire, après le français Emmanuel Liias et le belge Louis Cruys qui en avaient fait, à partir de 1870, un établissement reconnu internationalement.

Un mathématicien de l'École polytechnique, Oto de Alencar, qui forma Amoroso Costa, avait mis le feu aux poudres, en contestant ses collègues positivistes, dès 1898, dans un article fameux : «Sur quelques erreurs de mathématiques dans la synthèse subjective de Comte» (14). Quant à Amoroso Costa, il fut influencé par les idées nouvelles des mathématiciens français du début du siècle (Poincaré, Darboux, Picard, Borel) (15). Il écrivit un article sur la philosophie mathématique de

Poincaré et vint en France à plusieurs reprises, en particulier, pour suivre des cours de philosophie des sciences, avec Abel Rey, Léon Brunschvicg et Henri Andoyer. En 1928, il donna des cours à la Sorbonne, pour l'Institut franco brésilien de haute culture, ainsi qu'au Collège de France, sur les géométries non-archimédiennes. Teodoro Ramos publia en français un livre de *Leçons de calcul vectoriel* (Paris, Blanchard, 1933) ; il fut l'un des artisans de la fondation de l'Université de Sao Paulo, et voyagea en Europe pour y recruter des enseignants étrangers (13).

La défaite des positivistes sur la question de la relativité marqua leur marginalisation finale, du moins dans le domaine scientifique. Amoroso Costa et Roberto Marinho de Azevedo publièrent de nombreux articles sur la relativité, et, par l'intermédiaire de l'Académie, invitèrent Émile Borel en 1922 pour une conférence sur le sujet. Puis, à l'occasion d'un voyage à Buenos Aires, c'est Albert Einstein lui-même qui vint donner une conférence à l'Académie en 1925.

Licínio Cardoso, chef de file des mathématiciens positivistes et membre de l'Académie, avait, lors de cette visite, qualifié la relativité de totalement « imaginaire » : il fut écarté de toutes ses responsabilités dans cette institution (10). De fait, le principal terrain de lutte entre les positivistes et leurs adversaires avait été, durant toute cette période celui des mathématiques. Aux positivistes, qui bannissaient les mathématiques post-laplaciennes, les autres opposaient les mathématiques abstraites et leur approche logico-formelle commencées avec Cauchy ; et c'étaient, en particulier, des mathématiciens français qu'ils mettaient en avant (16).

C'est dans cette lutte idéologique contre le positivisme que s'est construite l'identité de l'Académie, pour la reconnaissance de la science comme une activité *ouverte*, en perpétuelle transformation, et *autonome* par rapport à d'éventuelles applications (17).

Si la maturation de la science au Brésil s'est faite contre un volet de l'influence française (le positivisme de Comte), elle a pu, par contre, profiter, au début du XXe siècle, de l'existence d'organismes spécialisés dans le développement des échanges culturels et économiques, entre la France et le Brésil (18). Dans un contexte de rivalité accrue avec l'Allemagne, les autorités françaises cherchaient à s'appuyer sur une ambiance culturelle francophile en Amérique latine, pour y conquérir des points d'appui plus tangibles en matière politique, économique, voire scientifique. Les savants français eux-mêmes prolongèrent bien au-delà de la Première Guerre mondiale leur hostilité à la « science allemande » (19), et firent associer le Brésil, dès cette époque, à un regroupement des académies des pays alliés, visant à isoler et à exclure les scientifiques allemands : le Brésil fût en effet un des rares pays non-européens à y être invité.

En février 1908 fut créé à Paris le *Groupement des universités et grandes écoles de France pour le développement des relations avec*

l'Amérique latine, après un voyage du psychologue positiviste Georges Dumas au Brésil. Le *Groupement* prit place dans l'ensemble du dispositif de services ministériels ou associations para-étatiques, consacré au développement de l'influence française en Amérique latine (20).

Au Brésil même, le *Groupement* suscita la création, en 1909, de l'*Union scolaire franco-pauliste* qui contribua à la venue en France de Brésiliens pour des cours à la Sorbonne, en 1911-1912-1913. Des sections du *Groupement* furent alors constituées à Sao Paulo et Rio de Janeiro notamment (21). Dès 1912, des projets d'Instituts franco-brésiliens furent élaborés ; un lycée français s'ouvrit à Rio en 1916. Les *Instituts de haute culture* ne furent constitués qu'en 1922 à Rio et en 1925 à Sao Paulo. Entre-temps, une mission militaire française, conduite par le général Gamelin, vint, par ailleurs, s'établir à Rio pour réformer l'armée brésilienne, après guerre : le ministre brésilien de la Défense, qui était à l'origine de cette invitation, se trouvait être un ancien élève de l'école des mines d'Ouro Preto (18).

La francophilie des mathématiciens et astronomes qui fondèrent l'Académie des Sciences au Brésil, de même que le soutien des autorités françaises à l'ouverture scientifique vers le Brésil créèrent une conjoncture favorable à l'établissement de liens étroits entre le *Groupement* et l'Académie, par l'intermédiaire des *Instituts franco-brésiliens de haute culture*.

Georges Dumas lui-même fut invité dès septembre 1917 à l'Académie, et en fut élu le premier membre correspondant ; dix ans plus tard, neuf des treize membres correspondants étaient français : Georges Dumas, E. Gley, Henri Abraham, Henri Piéron, Paul Janet, Émile Marchoux, Jacques Hadamard, Jean Pépin Le Halleur, Marie Curie (22). Cette liste recoupe une grande partie des scientifiques français qui avaient fait le voyage de Rio pendant ces dix ans. Il faut la compléter par Emile Borel, avec lequel Georges Dumas vint participer à une séance solennelle de l'Académie pour le centenaire de l'indépendance du Brésil ; et aussi par Germain-Martin, Henri Truchy, Gustave Lanson, Paul Hazard ; et, un peu plus tard, par Maurice Caullery, Paul Rivet et Alexandre Moret (22). En sens inverse, au milieu des années 1920, Miguel Osorio de Almeida, Amoroso Costa, Austregesilo et Tobias Moscoso sont venus donner des cours à la Sorbonne (18).

Ces scientifiques étaient pour la plupart mathématiciens, physiciens et biologistes : les conférences étaient placées sous les auspices des *Instituts* jusqu'à leur disparition pendant la Seconde Guerre mondiale. Celui de Rio patronna, entre autres, le séjour que fit Marie Curie au Brésil du 15 juillet au 28 août 1926, séjour au cours duquel l'inventeur du radium donna une douzaine de conférences à l'École polytechnique de Rio, où sa fille Irène lui servit de préparatrice, deux conférences aux Facultés de médecine de Sao Paulo et Belo Horizonte. Il y eût des réceptions à l'Académie des Sciences et à l'Académie de Médecine. Marie

Curie donna, en outre, une conférence à la Fédération brésilienne pour le progrès féminin... Les journaux du pays publièrent de longs comptes rendus de ses cours (23).

Les personnalités brésiennes qui ont fondé les *Instituts* sont souvent des ingénieurs, ou des professeurs de médecine et de droit, ces derniers étant souvent liés à la classe politique. C'est ainsi que celui de Rio fut constitué en septembre 1922 chez le Vicomte Affonso Celso : professeur de droit, fils du dernier Premier ministre de Don Pedro II, ancien parlementaire, futur recteur de la première université de Rio, et auteur d'un livre très nationaliste pour les enfants de l'école primaire au début du siècle : *Pourquoi je suis fier de mon pays*. Aux côtés d'Affonso Celso, qui présidait l'*Institut*, on trouvait Miguel Osorio de Almeida, l'un des principaux dirigeants de l'Académie, qui possédait avec son frère Alvaro un laboratoire privé de physiologie où il accueillit, en 1923, Gley et Piéron (23). De la même façon, à Sao Paulo, l'*Union scolaire*, qui préfigura l'*Institut* avant 1914, s'était constituée autour d'un professeur de droit, Vergueiro Steidel (président de la Ligue nationaliste) et d'un médecin. Le Dr. Bittencourt Rodrigues (qui présida l'Institut Pasteur de Sao Paulo).

Côté brésilien, comme côté français, la coopération scientifique, pendant toute cette période, a donc impliqué les individus aussi bien que les institutions officielles, entremêlant projets scientifiques et perspectives plus « politiques ». Cette caractéristique se retrouve pendant toute la transition, particulièrement longue dans le cas brésilien, entre la période des voyageurs, dont l'apogée se situe au milieu du XIXe siècle, et celle où existe une authentique communauté scientifique (les universités ont été fondées dans les années 1930, et le CNPq vingt ans plus tard).

ESSAI D'ÉVALUATION. PROBLEMES DE LA GREFFE D'UNE SCIENCE IMPORTÉE

Dans toute la période d'implantation de la science au Brésil, l'influence scientifique française, pour avoir été importante, s'est cependant exercée de manière discontinue et aléatoire ; elle ne pouvait en effet s'appuyer, ni sur un rôle économique important — la Grande-Bretagne, même avant l'Indépendance, était la puissance économique dominante, et ceci jusqu'aux années 1930 —, ni sur la présence d'une forte communauté française — la place de l'immigration française était marginale à côté de celle des immigrés allemands et italiens —, ni sur une réelle volonté politique ou économique de la France de s'implanter au Brésil, en dehors d'une courte période au début du XXe siècle.

C'est ainsi que, pour les échanges scientifiques de cette période, les Brésiliens se sont trouvés le plus souvent à l'origine des initiatives, avec même parfois des difficultés pour trouver un répondant en France. La correspondance de Don Pedro II avec des savants français de son époque

(Pasteur, Daubrée, Quatrefages, J. B. Dumas...) en témoigne. Seule, la venue d'une équipe d'enseignants en sciences sociales et humaines pour la fondation de l'Université de Sao Paulo en 1934 sera le résultat d'une collaboration construite, entre le *Groupement* et l'Académie.

Le rôle de la science dans les relations franco-brésiliennes semble donc avoir pour source la plus importante la francophilie d'une partie des élites brésiliennes aux XIXe et XXe siècles, en particulier, sur les terrains culturels et politiques. Elle représentait un refuge et un contre-poids face à la puissance coloniale (le Portugal) et aux influences dominantes (Grande-Bretagne, puis USA). Elle était également le produit de l'image de la France issue de la Révolution puis de la Troisième République, image qui était à la fois celle de la décentralisation et celle du progrès social. Elle n'était autre, enfin, qu'une partie d'une influence culturelle générale. Cette francophilie a eu de nombreuses limites et contradictions, comme l'ont montré la lecture autoritaire et élitiste («la dictature républicaine et scientifique») faite par les Brésiliens du positivisme, ou l'importation des modèles centralisés en politique, ou encore la reproduction partielle de l'enseignement livresque en vigueur dans les universités françaises à la fin du XIXe siècle (10). Le positivisme scientifique a freiné le développement de l'expérimentation et retardé la création d'universités. Les positivistes brésiliens s'opposèrent même à une campagne de vaccinations obligatoires, effectuée pour enrayer une épidémie de fièvre jaune : ils invoquaient la lutte contre le matérialisme médical, et refusaient toute base scientifique aux vaccinations (11). Ils ont même été accusés d'avoir trempé dans un soulèvement militaire à cette occasion.

Les relations scientifiques franco-brésiliennes ont été également tributaires de la place de la science française à cette époque : dans l'ensemble, cette dernière est souvent considérée par les historiens (25) comme étant sur le déclin, notamment, en comparaison au modèle allemand, considéré plus performant dès la seconde moitié du XIXe siècle et imité à l'étranger. L'influence française a été surtout sensible dans ce qui restait ses points forts : les mathématiques, les sciences bio-médicales (autour de Pasteur), l'astronomie et la géologie sur une plus courte période (fin du XIXe), les sciences humaines et sociales au XXe siècle.

Malgré tout, en raison de l'influence culturelle générale, la majorité des étudiants brésiliens à l'étranger ont choisi la France comme destination principale jusqu'aux débuts du XXe siècle. Quand des missions d'enseignants brésiliens vinrent en Europe à la fin du XIXe pour étudier les universités et les laboratoires, et les comparer, afin d'en créer au Brésil, c'est encore principalement en France qu'elles séjournèrent, en particulier chez Pasteur (26). Nombre de scientifiques brésiliens sont venus également en France pour y chercher une formation complémentaire ou se former à un travail de laboratoire, difficile au Brésil. Les livres français, ou d'origine française, étaient de loin les plus nombreux dans les

bibliothèques de cette époque. Pourtant, les scientifiques français furent moins nombreux à s'établir durablement au Brésil que leurs collègues allemands ou américains, voire italiens, anglais, ou des pays nordiques.

Le caractère aléatoire et parcellaire de l'influence scientifique française était aggravé par les conditions mêmes de l'activité scientifique au Brésil à cette époque. Il faut rappeler que la science n'y existait pas comme activité organisée avant les années 1930. L'ensemble du système éducatif était, sauf exceptions, d'un faible niveau : ce qui obligea rapidement Gorceix à ajouter un an, puis deux ans, de préparation sur place à l'École des mines d'Ouro Preto, avant de pouvoir débiter les cours de l'École proprement dits ; ultérieurement, ces derniers furent étalés sur trois ans, se rapprochant ainsi de la formule de l'École des mines de Paris (5). L'enseignement supérieur se réduisait à un petit nombre d'établissements professionnels en droit, médecine et technologie. La prise de conscience de cette situation conduisit, en 1924, une partie des responsables de l'Académie à fonder l'Association brésilienne pour l'éducation, qui est à l'origine de la plupart des projets de réforme, et, en particulier, de la création des universités (27).

A cette époque, il n'existait pas de communauté scientifique, tant du point de vue du nombre des chercheurs que de celui de l'existence, sur une échelle significative de sociétés savantes, de revues, de moyens de circulation de l'information scientifique ; dans les années 1920, l'Académie n'a fait que préfigurer les modalités d'existence d'une telle communauté. Elle a joué surtout un rôle idéologique fondamental pour développer une nouvelle attitude vis-à-vis du progrès scientifique et pour la promotion de la recherche expérimentale. Elle a été, enfin, le premier lieu d'échanges et de débats scientifiques indispensables au développement d'une authentique communauté scientifique. Quant à l'État brésilien, il soutint peu les activités scientifiques, sauf lorsqu'elles avaient un enjeu social immédiat : ce fut le cas pour la lutte contre les épidémies au début du XXe siècle, la bonne santé de la population étant une condition pour le développement économique (28).

Un système éducatif inadapté, une communauté scientifique plus qu'embryonnaire, une volonté étatique très faible, une résistance à l'idée même de recherche scientifique, et l'inexistence d'une tradition scientifique enracinée dans des conditions locales : on retrouve là les caractéristiques de la phase que Basalla qualifie de « science coloniale » dans son modèle sur « l'expansion de la science occidentale dans les pays dominés » (29). Il faut aussi y ajouter, ce qui n'est pas le moins important, l'extrême faiblesse du développement économique pendant toute cette époque. Une économie essentiellement agro-exportatrice a-t-elle vraiment besoin des ingénieurs des mines et de la métallurgie que l'École des mines d'Ouro Preto était censée fournir ? Il n'y avait pas au Brésil la pression d'une demande d'innovations, de technologies, d'ingénieurs et

de cadres de haut niveau ; une telle pression a joué, au contraire, un rôle déterminant dans le développement scientifique des métropoles européennes, puis des USA, à la fin du XIXe siècle (17).

Entre toutes ces dimensions idéologiques, sociales, culturelles, politiques, économiques, ou éducatives des activités scientifiques, une articulation est nécessaire pour faire naître une logique propre, moteur indispensable du développement scientifique. En son absence, il n'y a pas de processus cumulatif, ni de reproduction spontanée des activités scientifiques. Elles restent isolées, séparées des processus industriels, fragiles, tributaires du volontarisme ou du charisme de quelques individualités, et soumises à tous les aléas politico-administratifs.

Tel est précisément le bilan qui a été tiré du rôle joué par l'Institut de Manguinhos, dont les premières années sont considérées par certains comme l'acte fondateur de la science au Brésil. Mais, cette réussite ne fut pas reproductible dans d'autres disciplines, et finit par s'essouffler : elle tenait avant tout de la convergence «extra-ordinaire» d'enjeux politico-sociaux, d'une mutation internationale des sciences biomédicales (Pasteur), du nationalisme et du charisme d'Oswaldo Cruz, son fondateur (29, 30).

Ces contradictions se retrouvent pour l'École des mines d'Ouro Preto, où le modèle de Saint-Étienne ne pouvait fonctionner durablement dans le contexte de l'époque : les faiblesses de l'enseignement secondaire, l'absence de débouchés industriels, la non-reconnaissance du couplage nécessaire entre l'enseignement supérieur et la recherche, furent autant de handicaps que le volontarisme de Gorceix et le soutien politique de Don Pedro II ne pouvaient surmonter longtemps.

On ne peut retenir de ces expériences que leurs limites, leur caractère isolé, ou leur absence de continuité. C'est pourtant à travers elles que les mentalités ont pu évoluer, que des petits noyaux de scientifiques ont pu mettre leurs efforts en commun pour faire reconnaître l'utilité de la recherche scientifique, créer une Académie des Sciences, puis des universités, et, enfin, le CNPq. Mais, c'est alors une autre période qui s'ouvre, tant du point de vue de la science brésilienne elle-même, que des relations scientifiques internationales, période qui déborde les propos de cet article.

CONCLUSION

Cette étude a porté essentiellement sur la phase antérieure à l'existence d'une science organisée au Brésil, mais elle peut contribuer à éclairer la question actuelle des rapports entre science et dépendance, par une meilleure connaissance de leurs racines. C'est par rapport à cet aspect de la question que nous aimerions faire, pour terminer, quelques remarques, qui ne se présentent nullement comme une conclusion définitive, et ne prétendent pas épuiser l'intérêt objectif de l'analyse his-

torique considérée en elle-même, dans sa complexité. Il nous semble que les éléments recueillis permettent de souligner quelques tendances, qui sont autant de questions à approfondir.

En première analyse, pour la période considérée, l'influence française sur la science brésilienne laisse apparaître une prépondérance des facteurs «externes» (valeurs sociales, mentalités, image politique et idéologique de la France), et principalement de la *dimension culturelle*, sur les facteurs «internes» (tels que le niveau scientifique, la logique propre de la recherche, etc.) et sur les déterminants économiques. Il est également possible de recenser des phénomènes manifestes et multiples de dépendance. L'un d'eux est le choix des disciplines prioritaires, comme dans le cas de la géologie, évidemment très utiles aux métropoles. Telle est, également, la conjoncture favorable créée par une concordance d'intérêts locaux et métropolitains, par exemple, dans le cas de la médecine et de la biologie. On peut remarquer, en effet, à propos du développement des Instituts Pasteur dans le monde, et bien qu'il ait pris une forme moins directe au Brésil, la conjonction d'une œuvre scientifique et humanitaire en matière de lutte contre les épidémies, et d'une amélioration opportune des conditions de la main-d'œuvre destinée aux plantations et aux usines étrangères. En outre, de manière générale, le rôle de la métropole dans la formation scientifique et dans la circulation des idées est déterminant.

En face du problème, rencontré de manière permanente par les scientifiques et les autorités du pays, du choix entre recherche fondamentale et développement technologique, se pose inévitablement la question suivante : si les conditions d'utilisation sur place des résultats scientifiques «de pointe» ne sont pas réunies, à qui profitent les activités de recherche ? Le laboratoire brésilien, pour la minéralogie et la géologie au XIXe siècle, comme pour les sciences humaines et sociales au XXe, est-il d'abord utile au Brésil, ou bien aux métropoles ?

Cette étude préliminaire pose, enfin, le problème de la formation d'une communauté scientifique comme condition d'un début d'indépendance scientifique, et de la possibilité même d'une telle indépendance. Elle laisse entrevoir les limites des tentatives d'expliquer par des facteurs principalement économiques les difficultés d'insertion de la science occidentale, aussi bien que celles du modèle étagé de Basalla sur le développement de la science coloniale (28). Elle débouche, en particulier, sur une question que laisse ouverte ce modèle : au sortir de la science coloniale, quand une communauté scientifique s'est formée, qu'une production originale existe, que la recherche est devenue une activité sociale reconnue, qu'une politique scientifique s'est mise en place, arrive-t-on nécessairement à une science *nationale* ? A une science *indépendante* ? Le modèle de Basalla fonctionne pour les USA et l'URSS. Mais, dans un pays, où le développement économique est très tardif, où il se fait sous la domination d'intérêts économiques exogènes,

à une période où l'innovation technologique conditionne le développement économique (ce qui a des conséquences fondamentales sur les priorités scientifiques), et où la dépendance technologique renforce tous les mécanismes de la dépendance économique, une indépendance scientifique est-elle possible ? On est enclin alors à s'interroger sur la pertinence de l'importation de concepts, priorités, modèles d'organisation et choix de politiques scientifiques, en vigueur dans les métropoles. Ne s'agit-il pas d'une manière de reproduire, voire d'auto-entretenir la dépendance vis-à-vis des métropoles, et l'écart de développement ?

On voit comment l'étude historique sur les relations scientifiques franco-brésiliennes, et plus largement sur la science «impériale» des anciennes puissances coloniales, débouche naturellement sur les questions de «science-dépendance-développement», qui constituent un des enjeux majeurs de notre époque.

*
* *

Nous remercions nos collègues français et brésiliens travaillant sur des sujets connexes, pour de fructueuses discussions et échanges de documents, en particulier Maria Amelia Dantes, Amelia Hamburger, Simao Mathias et Shozo Motoyama de l'Université de Sao Paulo, ainsi que Heloisa Domingues de l'Université fluminense à Niteroi. Ce travail a bénéficié du soutien du ministère français des Relations Extérieures, de la FAPESP et du Rectorat de l'Université de Sao Paulo.

NOTES

(1) *Revista latinoamericana de historia de las ciencias y la tecnologia*. Mexico (Vol.1 numéros 1, 2, 3 - 1984) ; *Revista da Sociedade brasileira de historia da ciencia*. Sao Paulo (numéro 1, janv. juil. 1985).

(2) Ce travail est entrepris par l'équipe REHSEIS du CNRS. Par ailleurs, des études sur le cas de l'Inde ont fait l'objet d'un colloque «Science and Empire, 1700-1947», New Delhi, janvier 1985.

(3) Sans multiplier ici les références, voir par exemple des textes de grande diffusion comme : Delgado de Carvalho, «Brasil-França, contactos e confrontos», in *Aspectos da formação e evolução do Brasil* (études publiées en 1952 dans le *Jornal do commercio*, pour son 125ème anniversaire), Rio de Janeiro, 1953, p. 171-179. Ou plus récemment, à l'occasion du voyage du Président Mitterrand : Paulo Sergio Pinheiro, «Brasil e França, um jogo de idealizações», *Folha de Sao Paulo*, 16 octobre 1985, p. 48.

(4) Selon les mots de Carlos Chagas, «La présence scientifique de la France au Brésil», *Journal français du Brésil*, numéro spécial hors série, 1957.

(5) Margarida Rosa de Lima, *Don Pedro II e Gorceix*, Ouro Prêto, Fundação Gorceix, 1977.

(6) Pedro Carlos da Silva Telles, *Historia da engenharia no Brasil*. Livros científicos e técnicos Editora, Rio de Janeiro, 1984.

(7) Nous remercions Ivone Freire M. Albuquerque de nous avoir aimablement communiqué certaines pièces des archives de son grand-père.

- (8) Voir son éloge très critique du maréchal Trompowsky, auteur de manuels de mathématiques en vigueur au début du siècle (*Anais do Conselho nacional de pesquisas*. 177ème session du Conseil, tenue conjointement avec l'Académie brésilienne des Sciences, 27 octobre 1953).
- (9) Exemple : la série complète des *Actualités scientifiques et industrielles* (publiées chez Hermann, Paris).
- (10) Simon Schwartzmann, «Struggling to be born : the scientific community in Brazil», *Minerva* (London), 1978, numéro 4, 545.
- (11) J. Cruz Costa, «O positivismo na Republica», *Revista de historia*, Sao Paulo, 1953, numéros 15/16.
- (12) Francisco Bruno Lobo. *Universidade de Rio de Janeiro : subsidio a sua historia*, Rio, Universidade Federal, 1980.
- (13) Fernando de Azevedo, *As ciencias no Brasil*, Edições Melhoramentos, Rio, 1954.
- (14) Oto de Alencar, «Alguns erros de matematica na syntese subjetiva de A. Comte», *Revista da Escola Polytecnica*, Rio, 2, 9/10, 1898.
- (15) Amoroso Costa, *As ideias fundamentais de matematica e outros ensaios*, Editora Convivia e EDUSP, Sao Paulo, 1981. Voir aussi : «A filosofia matematica de Poincaré». *Revista de ciencias*, Rio, numéro 4, 1920.
- (16) Voir par exemple le discours, cité à la note 8, de Luiz Freire sur le maréchal Trompowsky.
- (17) Antonio Jose Junqueira Botelho, *Les scientifiques et le pouvoir au Brésil : le cas de la SBPC - 1948/1950*, Mémoire. CNAM, Paris. 1983.
- (18) Jacques Chonchol et Guy Martinière, *L'Amérique Latine et le latino-américanisme en France*, L'Harmattan, Paris, 1985.
- (19) Brigitte Schröder-Gudehus, *Les scientifiques et la paix*, Presses de l'Université de Montréal, 1975.
- (20) Guy Martinière, *Aspects de la coopération franco-brésilienne*, PUG et MSH, Paris/Grenoble, 1982.
- (21) *Bulletin de la bibliothèque américaine*, rapports d'activités du Groupement des universités..., collections des premières années, 1908-1914.
- (22) *Revista de ciencias*, ainsi que *Revista de Academia brasileira das Ciencias*, 1917-1927.
- (23) Voir, par exemple, le *Correo da Manha*, quotidien de Rio à cette époque.
- (24) *Livro de homenagem aos professores Alvaro e Miguel Osorio de Almeida*, Rio 1934.
- (25) Joseph Ben David, *The rise and decline of France as a scientific centre*, Minerva, London, numéro 8, 1970, 160.
- (26) Augusto Ferreira dos Santos, *Relatorio*, Faculdade de medecina, Rio, 1884.
- (27) Simon Schwartzmann, *A formacao da comunidade scientifica no Brasil*. Editora nacional, Sao Paulo, 1979.
- (28) Nancy Stepan, *Beginnings of brasilian sciences*. Oswaldo Cruz, *Medical research and policy*, New York, American University Field staff, 1969.
- (29) Georges Basalla, «The spread of western science», *Science* 156, mai 1967, 611.
- (30) Joseph Ben David, *The implantation of the scientific tradition in developing countries*, Minerva (London), numéro 15, 1977.

MICHEL PATY
PATRICK PETITJEAN
SUR L'INFLUENCE SCIENTIFIQUE
FRANÇAISE AU BRÉSIL AUX
XIXe ET XXe SIECLES

Première approche d'une étude sur la nature des relations scientifiques entre le Brésil et la France aux XIXe et XXe siècles. Le contexte général est celui de la constitution de la nation et de l'identité brésilienne ; il est marqué par une influence culturelle et scientifique française importante. Ce n'est, en fait, que vers la fin de la période étudiée que s'est constituée une véritable communauté scientifique brésilienne. Étude de la période de transition (fin du XIXe siècle - premières décennies du XXe) en considérant quelques exemples caractéristiques d'individus, d'institutions propres à éclairer la méthode de recherche adoptée, et en tentant de dégager quelques traits significatifs des modèles culturels importés.

MICHEL PATY
PATRICK PETITJEAN
ACERCA DE LA INFLUENCIA
CIENTIFICA FRANCESA EN
BRAZIL, EN LOS SIGLOS
XIX y XX

Tenemos un primer enfoque de un estudio sobre la naturaleza de las relaciones científicas entre Brazil y Francia en los siglos XIX y XX. El contexto general es el de la constitucion de la nacion y de la identidad brasilena, marcado por una importante influencia cultural y científica francesa. En realidad es solo al final de la época estudiada que se constituye una autentica comunidad científica brasilena. Se estudia aqui sobretodo el periodo de transicion del final del siglo XIX y de las primeras décadas del siglo XX, tomándose en cuenta algunos ejemplos característicos de individuos, de instituciones que permiten aclarar el método de investigacion adoptado y tratando de destacar algunos rasgos significativos de los modelos culturales importados.

MICHEL PATY
PATRICK PETITJEAN
SOBRE A INFLUENCIA
CIENTIFICA FRANCESA NO
BRASIL NOS SECULOS XIX e XX

Apresenta-se uma primeira aproximação de um estudo sobre a natureza das relações científicas entre Brasil e França nos séculos XIX e XX. O contexto geral da constituição da nação e da identidade brasileira esta marcado pela importante influencia cultural e científica francesa. Somente no fim do periodo estudado é contituida uma vardadeira comunidade científica brasileira. Interessa-se aqui sobre o periodo de transição do fim do século XIX e dos primeiros decenios do XX, considerando-se as pessoas e as instituições capazes de clarear a compresenao do método de pesquisa adotado e de evidenciar traços significativos dos modelos culturais importados.

MICHEL PATY
PATRICK PETITJEAN
CONCERNING FRANCE'S
SCIENTIFIC INFLUENCE ON
BRAZIL IN THE 19th AND 20th
CENTURIES

This is the presentation of a preliminary study about the nature of scientific relations between Brazil and France in the 19th and 20th centuries. The genral context is that of Brazil's national constitution and identity, being marked by a considerable cultural and scientific influence from France. Indeed it was only towards the end of the period covered that any genuine scientific community was set up in Brazil. Special interest is paid towards the period of transition from the end of the 19th century and the first decades of the 20th, by taking into consideration examples characteristic of individuals and institutions fit to elucidate the adopted mode of research, and by attempting to bring to light some important points of cultural models from abroad.

DOSSIER

«LA CRÉATIVITÉ EN AMÉRIQUE LATINE»

Sur la «théorie de la dépendance»
Par Daniel Pécaut

Le mimétisme technologique en Amérique latine
par Denis-Clair Lambert

Réflexions sur la «créativité spatiale»
en Amérique latine
par Bernard Bret

L'Amérique latine : terre d'utopie,
du XVI^e siècle à nos jours
par Jacques Lafaye

Urbanisme et architecture en Amérique
coloniale ibérique
par Yves Bruand

Créativité et tradition dans le système politique mexicain
par François Chevalier

Créativité littéraire et vision indigéniste dans
l'Amérique latine de la première moitié du XX^e siècle
par Georges Baudot

Coordonné par Frédéric Mauro

INTRODUCTION

Frédéric Mauro*

AVANT-PROPOS

L'Association française des sciences sociales sur l'Amérique latine a été créée et a tenu sa première assemblée, une assemblée constituante, en 1978. En 1979, sa deuxième assemblée générale était assortie d'une *Table ronde sur les recherches françaises en sciences sociales concernant l'Amérique latine*. Les analyses étaient regroupées par grandes sub-régions américaines (1). En 1980, avait lieu la troisième assemblée générale assortie d'une autre table ronde sur *Les booms économiques en Amérique latine* (2). Jusque là toutes ces réunions avaient eu lieu à Paris. En 1981, il était décidé d'accepter l'hospitalité de l'Université du Mirail à Toulouse et la table ronde portait sur *Les frontières du pouvoir en Amérique latine* (3). En 1982, on revenait à Paris pour étudier le problème de la *créativité* sur ce même continent. Ce sont certaines communications de cette dernière table ronde que nous présentons ici.

Comme les précédents, le sujet est interdisciplinaire, touchant à la fois à l'économie, à la sociologie, à la politique, au droit, à l'histoire, à la géographie et réunissant des spécialistes de ces différentes disciplines. Le résultat est que les premiers rapports présentés ici concernent la créativité économique et géographique, les suivants la créativité politique, les derniers la créativité culturelle.

Pourquoi aborder ce thème ? Notre attention avait été attirée par les ouvrages publiés peu auparavant car Celso Furtado et Denis-Clair Lambert (4) sur la créativité et le mimétisme. Le livre de Furtado, par exemple, correspondait bien à nos préoccupations sur l'impossibilité pour les pays du Tiers Monde, et en particulier l'Amérique, d'atteindre, dans le domaine technique et scientifique, un niveau de créativité suffisant pour permettre l'innovation, au sens de Schumpeter. Fallait-il atteindre un certain seuil de développement pour que cette créativité apparaisse ? Le cas du Japon nous incitait à le penser. Ce pays après avoir copié l'Europe depuis 1868, se met aujourd'hui réellement à créer.

* Président de l'AFSSAL, Professeur à l'Université de Paris X et à l'IHEAL.

Cette préoccupation correspond aussi à une réorientation des sciences sociales qui après s'être, depuis une cinquantaine d'années, intéressées surtout aux structures, aux masses, aux mouvements de fond, redécouvre le rôle des élites, des décisions, des stratégies politiques, économiques, culturelles et même militaires.

Il fallait donc étudier ce que nous appelons rapidement la créativité économique mais qu'il faudrait plutôt nommer la créativité scientifique, technologique, agricole, industrielle, commerciale, financière, administrative. Mais pourquoi s'en tenir à elle ? D'une certaine façon, la créativité géographique de Bernard Bret est encore une créativité économique car l'espace est un bien économique, le mètre carré et la distance coûtant cher l'un et l'autre ou l'un ou l'autre selon les circonstances. Déjà différente est la créativité politique qui permet de sortir de cette inadéquation fondamentale et rencontrée souvent en Amérique entre les réalités locales, régionales ou nationales et l'appareil constitutionnel ou législatif, ces *blue sky laws* dont parlent les Anglo-saxons et qui ne résistent pas à la loi du fusil. La créativité politique permettra-t-elle de sortir d'un mimétisme institutionnel pour étendre à ce domaine une notion si bien exploitée par Denis-Clair Lambert ?

Finalement, c'est plutôt dans le domaine culturel que la créativité latino-américaine est apparue le plus tôt et avec le plus d'éclat. Laissons de côté la culture implicite où se combinent les richesses amérindiennes, celles venues d'Europe et celles venues d'Afrique. Restons-en à la culture explicite, à la pensée, à la spiritualité, aux lettres, aux arts. Ici, tout est riche et de premier plan, même si c'est parfois discutable du point de vue du goût ou de la pensée. Nous nous sommes restreints à la pensée sociale et politique, à la littérature, à l'urbanisme et à l'architecture.

A quels résultats aboutit cette enquête ? Des résultats très positifs dans le domaine culturel, nous l'avons laissé entendre. Est-ce le résultat d'un phénomène de compensation ? « Les chants désespérés sont les chants les plus beaux ». Et quoi de plus reconfortant que de savoir que l'on possède les plus belles villes du monde, les édifices les plus audacieux, les perspectives urbaines les plus majestueuses ou les plus prestigieuses ?

Dans le domaine politique, l'importance de l'utopie n'est pas pour nous rassurer. Que l'on ait créé la notion de « dépendance » en Amérique latine et que l'on ait repensé le marxisme sur une tonique hispano-indienne, cela n'est pas négligeable, pas plus négligeable que la revivification de la littérature par l'indigénisme. Mais ce qui reste peut-être au niveau de l'action et de la réalisation, le chef d'œuvre original de la création politique, c'est le régime mexicain qui, derrière un certain mimétisme de façade, tient compte des réalités structurelles profondes d'une société encore fondée sur la protection, la clientèle et le lien féodal.

Finalement, malgré ses réalisations spectaculaires, c'est l'économie latino-américaine qui souffre encore le plus du manque de créativité. C'est qu'ici les exigences étaient considérables et la volonté de les satisfaire limitée par l'accumulation des situations acquises, l'influence du droit romain trop contraignant, le peu d'intérêt d'une certaine tradition latine pour les problèmes de la production et du profit, la situation ambiguë de ces faux Européens que sont ou qu'ont été les Latino-américains.

Le décalage entre ces diverses créativités n'est pas le moindre mal ; il accentue l'effet de *démonstration* dont parle tant les économistes et qui ruine les pays du Tiers Monde. La conclusion est qu'il faut au plus vite combler ce décalage. Et pour atteindre le seuil à partir duquel la créativité scientifique et technique pourra se généraliser, il faut encore « copier » les vieux pays industriels. Mais peut-être faut-il les copier avec discernement, employer encore par exemple, pendant longtemps des techniques grosses consommatrices de main-d'œuvre, supprimer le goulot d'étranglement de la consommation alimentaire, mieux répartir les ressources par des procédés simples ?

Ensuite la créativité viendra d'elle-même. (5)

NOTES

(1) Publiée dans les *Cahiers des Amériques latines*, Paris 1980, numéros 21-22, p. 1-79.

(2) Publiée par le service des publications de l'Université de Toulouse, 1983.

(3) id.

(4) Celso Furtado, *Créativité et Dépendance*, Paris, IEDS, 1983 et Denis Clair Lambert, *Le mimétisme technologique du Tiers Monde*, Paris, Economica, 1983.

(5) La totalité des communications n'apparaît pas ici, leur publication ultérieure est envisagée par les responsables de l'organisation du colloque.

SUR LA «THÉORIE DE LA DÉPENDANCE»

Daniel Pécaut *

La notion de dépendance a connu, on le sait, une étonnante fortune au cours des années 1968-1975.

Élaborée à peu près en même temps, d'un côté par F.H. Cardoso et F. Faletto dont le livre *Dependencia y desarrollo en America latina* est publié en 1969, mais dont les premières formulations sont diffusées dès 1966-67 dans le cadre de l'ILPES à Santiago, de l'autre côté par A. Gunder Frank dont l'ouvrage *Capitalism and underdevelopment* est publié en 1967, la notion de dépendance va aussitôt connaître une prodigieuse diffusion. En Amérique latine d'abord, notamment au Brésil, au Chili, au Pérou et au Vénézuéla où elle va inspirer d'innombrables recherches et débats. En Europe ensuite où elle va être largement reprise et discutée à la lumière des théories traditionnelles de l'impérialisme, ainsi qu'aux États-Unis où dans les années 74-78 divers chercheurs entreprendront de la valider ou de l'invalider empiriquement ou bien de la reformuler afin de parvenir à la quantifier. Dans le reste du monde enfin, où elle contribue à des remises en cause théoriques.

Latino-américaine d'origine ou de destination au départ, la notion de dépendance a puissamment contribué à la reconnaissance internationale des sciences sociales latino-américaines. Tout n'était évidemment pas nouveau dans son contenu. L'existence d'effets de domination ou d'effets de ponction exercés par les pôles centraux du capitalisme, de l'inégalité dans les relations commerciales, de l'assymétrie dans les rapports politiques internationaux, n'était évidemment pas une découverte: les théories de l'impérialisme étaient encore bien vivantes et la CEPAL venait d'analyser la détérioration des termes de l'échange. Tout semblait montrer aussi que, sous une même référence à la dépendance, des raisonnements très hétérogènes, voire carrément contradictoires, étaient en cause. Entre la démonstration de A. Gunder Frank concernant le «développement du sous-développement» dans le cadre d'un système capitaliste dont la logique était depuis toujours mondiale, les affirmations de Ruy Mauro Marini sur la surexploitation des pays périphériques et le drainage de la plus-value vers les pays centraux, et l'importance concédée par F.H. Cardoso au phénomène d'internationalisation du

* École des hautes études en sciences sociales

marché interne et de constitution d'un capitalisme associé, les écarts étaient assez sensibles pour réduire à néant tout espoir de consensus autour d'une notion univoque de dépendance. Tout manifestait enfin les risques entraînés par une globalisation inconsidérée de cette notion qui en ferait une sorte de sésame, censé ouvrir à bon compte toutes les portes de la réalité latino-américaine. De fait, dans les belles années de la plus grande diffusion de la « théorie de la dépendance », des utilisateurs peu exigeants en ont fait tout à la fois un principe de dénomination et un principe d'explication généralisés. Tout en Amérique latine était dépendant et tout s'expliquait par la dépendance : l'urbanisation, la culture, la marginalité, l'industrialisation, l'État, les classes sociales etc. Les cas n'ont pas manqué où la « dépendance » est même devenue un principe d'identité ou a été considérée comme la trace d'une véritable Weltanschauung.

La notion de dépendance, telle qu'elle a été notamment formulée par F.H. Cardoso, impliquait cependant une option claire qui constituait simultanément un champ de recherche précis : le refus de s'en tenir, dans l'analyse des formes politiques et sociales du développement en Amérique latine, à une juxtaposition de déterminations externes et de déterminations internes. Il faut toujours revenir à cet égard à l'affirmation de principe qui inspire *Dependencia y desarrollo en America latina*: « La problématique proposée consiste à considérer qu'il n'est pas légitime, serait-ce d'un point de vue analytique, de séparer les facteurs désignés comme « externes » et ceux désignés comme « internes » ; bien au contraire, elle vise à mettre au jour les caractéristiques des sociétés nationales qui expriment les relations avec l'externe. (1)

Il convient pourtant de remarquer que la « théorie de la dépendance » a connu un reflux sensible après 1975. Le terme même de dépendance est lui-même beaucoup moins présent dans les écrits sociologiques ou économiques. Faut-il attribuer cette évolution à la polysémie théorique de la notion ou aux réticences devant son utilisation comme explication passe-partout ? Faut-il considérer qu'elle a été élaborée dans une certaine conjoncture, celle du passage au capitalisme associé, et qu'une fois ce dernier consolidé, elle perdait une partie de sa fécondité heuristique ? Faut-il encore supposer qu'il était illusoire de prétendre fondre l'externe et l'interne et qu'il s'agissait en fait d'une étape vers la reconnaissance d'une logique universelle des classes ou de l'accumulation ?

Poser ces questions, c'est déjà entrer dans le débat auquel la théorie de la dépendance a constamment donné lieu. Il est difficile d'y apporter des éléments nouveaux. F.H. Cardoso, là encore, n'a cessé de fournir des réponses extrêmement nuancées. C'est en nous plaçant dans ses traces et en nous inspirant particulièrement du « *Postscriptum a Dependencia y desarrollo en America latina* » (2) et de *As ideias e seu lugar* (3) que nous nous interrogeons à notre tour sur :

— La conjoncture théorique et économique-sociale dans laquelle la

«théorie de la dépendance» a été constituée.

- La nature de la «théorie» comme «théorie».
- Les implications par rapport à une analyse en termes de «classes sociales».
- Les implications par rapport à la définition du champ politique.

Le point 1 est le plus connu. Nous ne nous y apesentirons guère. Les points 2, 3 et 4 feront l'objet d'un examen plus attentif. D'un bout à l'autre de notre exposé, nous raisonnerons en tant que sociologue en ayant parfaitement conscience de ce que notre opinion devrait être complétée par celle d'un économiste.

La conjoncture théorique et économique-sociale d'élaboration de la «théorie de la dépendance».

En ce qui concerne la conjoncture théorique, F.H. Cardoso mentionne dans *As ideias e seu lugar* trois schémas théoriques avec lesquels la notion de dépendance entendait rompre : les schémas de la modernisation, ceux de la CEPAL et ceux de la vulgate marxiste de l'époque.

Contre les schémas de la modernisation, la «théorie de la dépendance» affirmait que les processus de développement économique et de transformation socio-politique ne répondaient pas à une logique cumulative et linéaire ni n'étaient analysables en dehors des désarticulations récurrentes au travers desquelles ils s'effectuaient.

Contre les schémas de la CEPAL, la «théorie de la dépendance» soulignait qu'il convenait de conférer à la logique du commerce international et de la détérioration des termes de l'échange, une place subordonnée par rapport à la logique de l'accumulation (sans méconnaître pour autant qu'il y avait dans les formulations de R. Prebisch davantage qu'une simple insistance sur l'échange inégal comme l'atteste la prise en considération de l'évolution des coûts du travail dans la formation des prix dans les pays centraux en raison de l'intervention du syndicalisme ouvrier). Elle mettait aussi en question l'idée d'un processus de substitution des importations auto-soutenu dès lors que le secteur de production de biens de capital continuait à être lié aux pays centraux et qu'une place importante était réservée à l'investissement étranger. Elle s'en prenait enfin à ce qui était sous-jacent dans la politique de la CEPAL : l'image d'un État, au-dessus du social, imposant une rationalité abstraite.

Contre la vulgate marxiste, les théoriciens de la dépendance se refusaient à maintenir plus longtemps une représentation du développement en termes de stades, qui fondait l'attente anxieuse de l'avènement de la révolution bourgeoise et nationale et qui, à bien des égards, reprenait dans un autre langage les catégories à l'œuvre dans les schémas de la modernisation. Ils rejetaient de même la reprise sans actualisation des vieilles définitions de l'impérialisme. La critique de la vulgate s'effec-

tuait cependant, chez un F.H. Cardoso comme chez les autres «dépendantistes» au nom d'un retour à Marx. La notion de dépendance est inséparable du réveil de la théorie marxiste qui va se manifester avec éclat au cours des années suivantes.

Il est clair que la mise en cause de ces diverses lectures du développement est aussi liée à la conjoncture économique-politique dans laquelle elle s'effectue. Échec des réformes agraires préconisées par la CEPAL pour élargir les marchés internes, nouveaux goulots d'étranglement affectant la capacité d'importation et donc la poursuite paisible de la substitution des importations ; dislocation des alliances populistes et ralliement des bourgeoisies à une association étroite avec le capital étranger, coups d'État de 1964 au Brésil, de 1966 en Argentine. Ce contexte amène, on le sait, maints commentateurs à conclure que l'Amérique latine est «structurellement» vouée à la stagnation économique ou encore, dans la ligne de A. Gunder Frank, est condamnée au développement récurrent de son sous-développement ; telle est la vision la plus répandue parmi ceux qui se réfèrent alors à la dépendance. F.H. Cardoso et F. Faletto font à bien des égards figure d'isolés lorsqu'ils montrent, dans la dernière partie de leur ouvrage, la possibilité d'une poursuite de l'industrialisation.

La conjoncture économique-politique ne constitue cependant pas en elle-même une explication. Comme A.O. Hirschman n'a eu de cesse de le souligner, les effets qui lui sont attribués ne peuvent être séparés de l'interprétation qui en est donnée. Les difficultés économiques, et en particulier l'inflation et les goulots d'étranglement, étaient perçus, par des économistes ou des sociologues habitués à penser en termes «structuraux» comme les symptômes de la faillite du modèle d'industrialisation par substitution des importations et comme une incitation à modifier de fond en comble les catégories d'analyse qui prévalaient jusque là (4). La notion de dépendance au moins dans sa version catastrophique de l'inéluctable stagnation, n'est à cet égard que le renversement des modèles d'interprétation antérieurs qui présupposaient une marche sans heurt vers l'élargissement du marché interne.

Même chez les auteurs qui ne participent pas de la vision stagnationniste, la notion de dépendance laisse percevoir un compromis entre une lecture en termes d'obstacles au développement et une lecture en termes de développement associé.

L'À NATURE DE THÉORIE COMME «THÉORIE»

Nous l'avons dit au départ : les divergences entre les divers schémas se plaçant sous les auspices de la notion de la dépendance sont trop fondamentales pour qu'on puisse les inscrire dans le cadre d'une «théorie» commune. On peut cependant se poser la question de savoir si, en tout état de cause, l'idée d'une «théorie de la dépendance» a en elle-même

quelque validité dès lors que l'on prend le terme de théorie en un sens strict, celui d'un ensemble de propositions formant système et d'où il soit possible de tirer des conséquences qui soient susceptibles d'une confrontation avec les données d'observation.

Nous énoncerons volontiers à ce sujet le dilemme suivant : ou bien il y a aspiration à élaborer un système théorique, mais dans ce cas la « notion » de dépendance fera figure de notion redondante et donc inutile, ou bien il y a aspiration à analyser des situations concrètes de dépendance, et dans ce cas la « notion » de dépendance ne présentera pas le caractère d'une théorie. Du côté de la première éventualité, nous rangerons des travaux comme ceux de A. Gunder Frank ou de R. Mauro Marini : l'enjeu est alors de présenter une étude du fonctionnement du système capitaliste en tant qu'il présuppose la création renouvelée d'une périphérie vouée au sous-développement ou à la surexploitation, la théorie est celle de l'accumulation capitaliste, non celle de la dépendance et ce terme n'a d'autre utilité que de fournir une formulation synthétique qui parle à l'imagination. Du côté de la seconde éventualité, nous rangerons les recherches de F.H. Cardoso et F. Faletto et celles qui s'en sont inspirées : la dépendance est le contexte dans lequel peuvent se déchiffrer la spécificité des rapports sociaux ou des formes de développement. Mais il ne peut y avoir déduction à partir du contexte de dépendance des spécificités en question et il serait trompeur de parler de théorie, comme F.H. Cardoso l'a lui-même souligné avec force dans *As ideias e seu lugar*.

La même remarque peut être formulée autrement. La notion de dépendance fait, de manière générale, référence à l'existence d'une structure de relations asymétriques entre certaines entités sociales. Mais cette structure peut être présentée de façons multiples.

— Elle peut être présentée comme une structure englobante telle que les propriétés du pôle dominé et celles du pôle dominant sont en fait incluses dans la définition d'une structure d'ensemble. Le sous-développement périphérique n'est que l'expression du développement central. La surexploitation de la périphérie n'est que la manifestation même de la logique d'accumulation capitaliste en général. En toute rigueur, dans le cadre d'une telle structure unique, le terme de dépendance n'a pas sa place, qui présuppose la distinction d'entités plus ou moins autonomes.

— Elle peut être présentée comme une structure régie par un principe de causalité. La dépendance est cause de l'effet x dans la périphérie : cet effet x peut être le sous-développement, la désarticulation des formes de développement, la vulnérabilité dans les termes de l'échange, etc. Ce raisonnement souffre cependant de deux défauts. La dépendance est une structure de relations : elle ne peut être simultanément posée comme une cause sui-generis. Et, plus encore, il n'est pas possible de lui attribuer des effets, qui, ou bien entrent en réalité dans la définition même de la relation, ou bien lui sont au contraire extérieurs même s'ils

renvoient au contexte de dépendance.

— De fait, lorsque la notion de dépendance a présidé à la reconnaissance d'un principe de causalité, l'effet x a généralement été lui-même caractérisé comme «dépendant». Le sous-développement ou la marginalité sont «dépendants» en même temps qu'ils s'expliquent par la dépendance. La dépendance (structure de relations) est cause de la dépendance (caractérisation de l'effet). Le risque de paralogisme ou bien de tautologie est alors bien réel. La dépendance (effet) s'explique par la dépendance (relation) : paralogisme. Il y a dépendance (parmi les effets) parce qu'il y a dépendance (relation) : tautologie.

La tautologie a parfois été manifeste. Dans les années du «miracle» brésilien, il n'a pas manqué d'auteurs qui, soucieux de prouver qu'il ne pouvait y avoir de développement économique que dans le cadre de relations de dépendance, ont proclamé qu'il n'y avait pas lieu de parler de développement si celui-ci était extraverti. Ils étaient alors assurés d'avoir raison, mais raison sur une simple pétition de principes vides de contenu : «Si l'on définit le développement comme devant être non-dépendant et si l'on identifie la dépendance et l'extraversion, le développement et l'extraversion ne peuvent qu'être incompatibles» (5).

En réalité, comme l'a notamment souligné R. Duvall dans un intéressant article (6), il n'est pas possible d'utiliser à la fois la notion de dépendance pour définir théoriquement un système de relations et pour définir une propriété ou une manifestation particulière de ce système. Ou encore, il n'est pas possible de déduire de l'affirmation générale selon laquelle il y a des relations de dépendance les formes substantives qu'elles revêtent. Ce qu'ont cependant fait divers «consommateurs» américains de la notion de dépendance lorsqu'ils ont prétendu, dans le cadre d'une théorie de la dépendance, «mesurer» les manifestations concrètes des relations de dépendance.

— Elle peut être présentée comme une relation substantive (et non pas comme une structure formelle de relations asymétriques), mais à la condition qu'elle soit établie à propos d'unités concrètes ou, selon l'expression de R. Duvall, de systèmes intentionnels, par exemple des nations conçues comme acteurs d'un système. Mais l'ensemble des divers raisonnements qui se sont placés sous le signe de la théorie de la dépendance a visé à ne pas limiter la dépendance à la reconnaissance des subordinations nationales. De surcroît, s'il s'agit d'élaborer une théorie des relations de subordination entre nations, il convient de prendre en compte non seulement les phénomènes d'asymétrie économique, mais aussi ceux d'asymétrie en termes de puissance en général. Or l'inégalité en termes de puissance est inséparable des transformations des représentations de cette puissance. Ainsi que le rappelle J. Coussy, «l'évolution des formes de puissance et l'évolution des représentations de la puissance par les théories de l'extraversion ont des interdépendances d'autant plus complexes qu'elles sont toutes deux reliées aux représentations que

les décideurs se font eux-mêmes de la puissance» (7). On entre là sur un terrain qui n'a guère été celui des «dépendantistes».

— Elle peut être enfin présentée comme une structure de relations définissant le contexte dans lequel peuvent être analysées des relations substantives. Il n'y a pas alors une «théorie de la dépendance» à partir de laquelle pourraient être déduites des situations concrètes de dépendance. Il y a des situations concrètes de dépendance qui peuvent être interprétées à partir d'une structure de relations plus générales. Tel est bien l'usage fait par F.H. Cardoso et E. Faletto de la notion de dépendance. La preuve en est qu'ils considèrent d'entrée de jeu deux relations fondamentalement hétérogènes de dépendance : celle de l'enclave et celle où est préservé un contrôle interne sur la production. Et c'est à partir de ces deux relations qu'ils procèdent à l'interprétation des transformations des rapports socio-politiques. Elles ne constituent pas des causes, mais des contextes interprétatifs. Par la suite, F.H. Cardoso n'a cessé d'insister sur la nécessité de ne pas s'en tenir à la reconnaissance d'une logique générale de la dépendance, mais de mettre au jour des relations de dépendance historiquement définies.

Il est cependant un autre facteur qui permet à F.H. Cardoso et E. Faletto d'échapper aux risques des paralogismes ou de la tautologie. Même s'ils rejettent tout usage de la notion de dépendance qui s'appliquerait seulement aux rapports entre nations, — l'essentiel de leur analyse porte sur les modalités d'intériorisation de la dépendance dans les rapports sociaux —, ils n'en continuent pas moins à prendre en compte le cadre national. Tel est même le ressort de l'ensemble de *Dependencia y desarrollo en America latina* : les relations de dépendance ne cessent d'être déchiffrées sur deux plans, dans les rapports sociaux internes et dans les relations d'État à État. On se souvient à cet égard de la polémique qui a opposé F.H. Cardoso à F.C. Weffort dans le premier numéro de *Estudos CEBRAP* en 1971. Le second indiquait qu'il fallait choisir entre ces deux plans et, si l'on voulait donner la priorité à la problématique de classe, abandonner la perspective des relations nationales. Le premier maintenait qu'il convenait au contraire de les combiner. Il s'agit, en effet, là, d'une prémisse essentielle d'un raisonnement en termes de dépendance : la dualité de plans (et leur combinaison) est ce qui fait que les rapports sociaux ne peuvent pas se déduire purement et simplement de la logique abstraite du capitalisme mondial, ce qui implique également que l'expression de la dépendance se trouve d'abord, ainsi que A. Touraine l'a affirmé dans *Les sociétés dépendantes*, dans la désarticulation de rapports sociaux constitués simultanément dans un champ international et dans un champ national.

Cette combinaison contribue du reste à ce que l'accent soit mis sur des situations concrètes et hétérogènes de dépendance. Elle se traduit en effet par un difficile problème de périodisation interne. F.H. Cardoso et E. Faletto font référence à trois phases — du développement vers

l'extérieur, de l'industrialisation par substitution des importations, et du développement associé — qui peuvent évoquer une analyse «classique» de la transition vers la mondialisation du capital. Mais cette périodisation n'offre qu'un cadre très général. Elle doit certainement être affinée et problématisée dans chaque étude spécifique.

Il serait donc abusif de parler encore d'une «théorie de la dépendance». En revanche il ne l'est pas de parler d'un paradigme de la dépendance si l'on entend par paradigme un ensemble d'énoncés métathéoriques, portant moins sur la réalité sociale que sur le langage à employer pour traiter de la réalité sociale (8). La notion de dépendance, telle qu'elle a été élaborée par F.H. Cardoso et F. Faletto, a bien fourni un langage qui, en réaction contre ceux de la modernisation ou de la vulgate marxiste, a suggéré une nouvelle manière d'expliquer tels ou tels aspects de la réalité.

LES IMPLICATIONS PAR RAPPORT A UNE ANALYSE EN TERMES DE CLASSES SOCIALES

Nous considérerons dans cette partie et la suivante, moins le schéma de F.H. Cardoso et F. Faletto eux-mêmes, que la logique des divers schémas qui s'en sont inspirés.

Nous avons précédemment fait allusion au «retour à Marx» qui était aussi à l'origine de ces schémas. Même si ceux-ci préservaient une référence à la relation entre nations, ils affirmaient tous la priorité des contradictions internes, surdéterminées par la dépendance. La lecture de *Dependencia y desarrollo* donne du reste parfois le sentiment qu'une fois mises en place les diverses matrices de dépendance, les rapports sociaux internes interviennent comme les véritables moteurs des changements historiques. En toute rigueur, la forme concrète d'une relation de dépendance résulte, à un moment donné, de la combinaison entre une certaine configuration des rapports sociaux internes et les tendances à l'œuvre dans le capitalisme central, étant bien entendu que les premiers sont toujours déjà surdéterminés par les seconds.

Est-ce à dire que la notion de dépendance ait effectivement conduit à donner aux antagonismes sociaux un rôle central ?

Les schémas de dépendance ont en réalité, pour la plupart, entraîné une remise en cause des lectures «orthodoxes» de ces antagonismes. La prise en compte de la surdétermination a été de pair avec la reconnaissance de la désarticulation des rapports sociaux et, plus généralement, de la disjonction entre le social et le politique. Rien d'étonnant à cela : la diffusion de ces schémas fait suite à la constatation que la bourgeoisie n'a ni un comportement d'entrepreneur «classique», ni la capacité hégémonique qui aurait permis une «révolution bourgeoise» et que, de même, la classe ouvrière n'a ni la cohésion ni l'identité sociale qui en ferait un acteur pleinement autonome, les secteurs moyens n'ont ni

le recrutement ni l'expression politique qui en feraient une classe moyenne. On sait que, par la suite, ces constatations sont devenues des lieux communs et que certains acteurs ont parlé de «classes tronquées» ou de «carence hégémonique chronique», comme s'il s'agissait d'un phénomène structurel des sociétés périphériques. Les schémas de dépendance ont ainsi amené à douter que les classes sociales soient, en tant que telles, des acteurs politiques.

Il est du reste manifeste que les schémas de dépendance n'ont eu qu'une fécondité limitée dans les études portant sur la classe ouvrière ou sur le syndicalisme et, plus encore, sur la paysannerie. Il y a certes eu de multiples réflexions théoriques sur les liens entre relations de dépendance et marginalité. Mais, précisément, la marginalité faisait référence à une incapacité de représentation politique propre. Dans le cas des organisations ouvrières, et plus encore lorsque ces organisations ouvrières étaient présentes dans le champ politique (Argentine, Chili), la surdétermination par la dépendance n'était qu'exceptionnellement prise en considération. Si elle l'était, c'était, de façon générale, par le détour de la marque qu'elle imprimait tant à l'État qu'aux divers secteurs de la bourgeoisie.

L'État a bien été le point d'application principal des schémas de dépendance, et cela à un double titre : parce qu'il laissait transparaître la double relation aux rapports sociaux internes et aux influences externes et parce que, sur le fond de la désarticulation des rapports sociaux, il faisait figure, plus que les classes sociales, de véritable agent du développement économique ainsi que de substitut à une hégémonie politique.

Quant à la bourgeoisie, objet de tant de recherches dans le cadre de la sociologie «dépendantiste», elle avait moins statut de classe dirigeante que d'un ensemble mouvant de groupes d'intérêts, intervenant au nom de demandes fragmentées en alliance avec diverses factions de l'État. Qu'il s'agisse du «corporatisme», des «anneaux bureaucratiques», de la «cooptation» au sein de l'État, l'objectif est de montrer les stratégies de groupes diversifiés à l'intérieur d'un champ d'interaction relativement défini.

Certes, les déterminations de classe subsistent. L'État est présenté, selon la formule de F.H. Cardoso, comme un pacte de domination et les stratégies diversifiées de la bourgeoisie s'inscrivent dans l'élaboration de ce pacte de domination. Mais elles subsistent comme un arrière fond. Pour le reste, elles font place, au moment des analyses concrètes, aux mécanismes d'influence des groupes ayant un accès reconnu au champ d'interaction constitué à la rencontre de l'État et des noyaux de la bourgeoisie.

Plus qu'un déplacement dans le choix de l'objet d'étude, intervient un déplacement dans les prémisses théoriques. Les antagonismes de classes forment un soubassement plus ou moins perceptible, plus ou moins refoulé dans une sorte de périphérie au risque d'apparaître com-

res, le paradigme de la dépendance a été directement à l'origine de la réflexion d'un G. O'Donnell sur le thème de l'«État bureaucratique-autoritaire». Ce dernier apparaissait comme une représentation concrète de la logique de la dépendance : poids des entreprises transnationales au sein du pacte de domination, importance des règles du jeu «corporatistes», «exclusion» des secteurs populaires, mais tout cela sur fond d'un oubli de la dimension politique.

Nous avons noté au départ que les références à la dépendance tendaient à s'estomper dans la littérature récente. Pour une part, ce peut être une impression trompeuse : il y a eu seulement changement de formulation, l'«État bureaucratique-autoritaire» prenant la place de la «dépendance», mais dans le cadre d'une problématique identique.

Cependant, il nous semble qu'au moins dans les toutes dernières années, la problématique elle-même cédait du terrain.

La raison n'en est certainement pas que la dépendance économique se soit atténuée depuis 1965.

Elle peut résider partiellement dans le fait qu'il soit devenu plus difficile de subsumer sous une même problématique ce qui a trait à l'économique, aux relations internationales, aux classes sociales et au culturel. L'écart s'est peut-être creusé entre ces ordres de phénomènes.

Mais elle réside avant tout, à nos yeux, dans l'évolution historique qui a fait redécouvrir, au Brésil comme en d'autres pays, les oppositions sociales sous la forme de fièvres et autres mouvements sociaux, les oppositions politiques sous la forme des luttes électorales et de la reconstitution d'une scène politique visible.

Bref elle réside dans la pleine résurgence de la dimension politique, y compris dans la réhabilitation de l'institution démocratique. Il n'est plus besoin d'un tenant-lieu de politique à partir du moment où le politique a retrouvé ses droits et sa fonction constitutive.

Restent les acquis qui sont des acquis pour les sciences sociales. A travers le paradigme de la dépendance, n'ont pas seulement été réalisées des recherches concrètes d'une remarquable qualité ; un style d'analyse a été également développé, qui rejette les frontières de principe entre les raisonnements économique, sociologique, politique, qui ne sépare pas le structurel du conjoncturel, qui combine l'externe et l'interne, qui thématise les modalités récurrentes de dualisation des sociétés, qui met en question les délimitations de l'État et de la société. Autant d'aspects dont la fécondité heuristique est encore à peine exploitée.

NOTES

(1) *Dépendencia y desarrollo en America latina*, Mexico, Siglo XXI, 2e édition, 1970, pp. 26-27.

(2) Document CEDES, numéro 6, Buenos Aires, 1976.

(3) Petropolis, Editora Vozes, 1980.

(4) Voir, entre autres, de A.O. Hirschman «The turn to authoritarianism in Latin

tion de), *The new authoritarianism in Latin America*, Princeton, Princeton University Press, 1979, pp. 61-98.

(5) Coussy (J.) «Extraversion économique et inégalités de puissance : Essai de bilan théorique», *Revue française de science politique*, Numéro 5, octobre 1978, vol. 28 pp. 859-898.

(6) «Dependence and dependencia theory : notes toward precision of concept and argument», *International Organization*, Winter, 1978, vol. 32, numéro 1.

(7) J. Coussy, op. cit.

(8) Nous empruntons cette distinction entre «théorie» et «paradigme» à R. Boudon et F. Bourricaud, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, P.U.F., 1982.

DANIEL PÉCAUT
SUR LA «THÉORIE DE LA
DÉPENDANCE»

Évaluation, bilan et présentation de la «théorie de la dépendance» à partir d'auteurs latino-américains tels Faletto et Cardoso. Étude de la conjoncture théorique et économique-sociale dans laquelle elle s'est constituée. Mise en évidence de sa nature en tant que théorie, appréciation enfin de ses implications par rapport à une analyse en termes de classes sociales d'une part et à la définition du champ politique d'autre part.

DANIEL PÉCAUT
SOBRE LA «TEORIA DE LA
DEPENDENCIA»

Evaluación, balance y presentación de la «teoría de la dependencia» a partir de autores latino-americanos como Faletto y Cardoso. Estudio de la coyuntura teórica y socio-económica en la cual ella fue constituida. Apreciación de su aporte como teoría y finalmente estudio de sus implicaciones en relación a un análisis en términos de clases sociales de una parte y de la definición del campo político de otra parte.

DANIEL PÉCAUT
SOBRE A «TEORIA DA
DEPENDENCIA»

Avaliação, balanço e apresentação da «teoria da dependencia» a partir de autores latino-americanos tais como Faletto e Cardoso. Evidencia-se a natureza da teoria como tal, apreciando suas implicações por um lado na análise em termos de classes sociais e pelo outro na definição do campo político.

DANIEL PÉCAUT
ON THE «THEORY OF
DEPENDENCE»

Summing-up, appraisal and exposé of the «theory of dependence» from Latino-American authors such as Faletto and Cardoso. A study of the theoretical and economic-social conjuncture within which it has been set up. An analysis of its nature as theory, and finally an appreciation of its implications with regard to a critical breakdown in terms of social classes on the one hand and the definition of the political sector on the other.

LE MIMÉTISME TECHNOLOGIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

Denis-Clair Lambert *

Les Nations d'Amérique latine, en raison d'un long passé colonial, ont été plus longtemps assujetties que les régions d'Asie ou d'Afrique, à l'influence de métropoles ibériques qui étaient restées à l'écart de la révolution industrielle.

Ces nations ont donc été plus durablement soumises à l'influence culturelle sociale et politique de leurs métropoles. Aussi la transposition de ces structures politiques et sociales, sous un régime d'économie de traite (essentiellement agricole et minière), a pris un appui sur des types d'organisation (latifundia, plantations, travail servile) régressifs. Le système technologique qui prévaut encore aujourd'hui dans les régions écartées de la modernisation — les méthodes d'agriculture amérindiennes ou africaines, l'organisation de l'élevage extensif — apparaît aux responsables du développement comme un système improductif et immobile. Les premières étapes d'industrialisation ne surgissent que tardivement à la fin du siècle dernier (Plata, Brésil ou Mexique) et les véritables chocs technologiques sont en fait récents. Ils se produisent essentiellement au cours des quatre dernières décennies, dans une période de développement très rapide où la modernisation s'étend à la quasi totalité des pays d'Amérique latine.

Pendant, dès l'Indépendance au fur et à mesure que se différencient les partenaires de l'Amérique latine, cette région reçoit de l'Europe et des États-Unis, outre ses immigrants, un courant ininterrompu d'influences diverses. Au début du siècle, on évoquait au Brésil une économie reflet, pour exprimer la rapidité avec laquelle se diffusaient les nouveautés venues de l'étranger, du monde occidental. Plus tard, retrouvant les lois de l'imitation de Tarde, des économistes et des sociologues, évoqueront l'effet de démonstration, qui porte les jeunes nations comme les classes inférieures à imiter le genre de vie, la consommation et le comportement des classes supérieures. Ils interrogent l'histoire des techniques (Mumford) et se demandent si l'imitation n'est pas la condition de l'apprentissage, qui conditionne la création et l'apparition de nouveaux concurrents.

* Université Jean Moulin - Lyon

C'est dans cette perspective que doit être apprécié le mimétisme technologique, c'est-à-dire l'introduction massive des techniques, des procédés et des connaissances qui fondent la civilisation industrielle, peut-être demain post-industrielle. La science est universelle et les scientifiques affirment inlassablement que les techniques sont déterminées et peu adaptables. La technologie d'aujourd'hui apporterait aux débutants un raccourci inestimable, car elle témoigne d'une efficacité croissante.

L'Amérique latine, en raison de l'antériorité de son industrialisation, est en fait l'espace émergent de semi-industrialisation le plus vaste du Tiers Monde. En Afrique et à plus forte raison en Asie, les régions semi-industrialisées n'occupent que des espaces restreints. Les masses chinoises et indiennes et l'Afrique pauvre ne connaissent que des enclaves de modernité. Or cette transformation de l'Amérique latine, où les deux tiers de la population sont confrontés aux chocs technologiques, s'est opérée dans la seconde après-guerre. C'est également pourquoi l'Amérique latine s'interroge sur sa dépendance technologique ; sa réaction première est celle du nationalisme. Cependant, la crise économique frappe à son tour la région et le bien fondé d'une modernisation peu maîtrisée commence à être contesté (1).

· — LE COMPLEXE DE LA DÉPENDANCE TECHNOLOGIQUE

Trois pays dans le monde : États-Unis, Royaume Uni et Suisse ont une balance des brevets positive ; toutes les autres nations paient à l'étranger davantage de redevances qu'elles ne peuvent en encaisser. Les États-Unis sont restées depuis 1945, directement et par l'intermédiaire des firmes transnationales, le pôle exportateur prédominant dans le domaine de la technologie. Cette propagation qui accompagnait les investissements extérieurs est la raison majeure du polycentrisme de l'économie mondiale et du redéploiement de l'industrie (Europe de l'Ouest, COMECON, Moyen-Orient, Asie, Japon et Amérique latine).

Les conflits technologiques et les mesures d'embargo ont réveillé les complexes de dépendance technologique entre pays alliés et non seulement entre les adversaires. Ainsi la Guerre des Malouines, le conflit du Liban et l'affaire du gazoduc ont montré que la dépendance technologique concernait non seulement les pays du champ de bataille ou l'URSS mais les puissances technologiques du marché commun.

L'affrontement technologique, dans une période de crise économique prolongée de réactions protectionnistes et de réarmement, s'est déplacé au nord. Il révèle des failles entre alliés occidentaux et aiguise le conflit entre les deux superpuissances. Or ces failles risquent d'aiguiser dans l'avenir l'affrontement entre le Nord et le Sud. L'enchaînement de repréailles du protectionnisme peut s'étendre aux nouveaux pays industriels et susciter le réveil du nationalisme économique et technologique.

Les fossés technologiques apparents

En examinant le déséquilibre des puissances scientifiques et l'évolution de leurs efforts depuis la crise économique, il apparaît que les écarts sont restés très importants et que les rapports de puissance se sont modifiés.

Si l'on incorpore les recherches à objectif militaire dans la mesure de la puissance scientifique et technologique, l'écart entre l'Union Soviétique et les États-Unis aura sensiblement diminué. L'URSS a renversé à son profit l'équilibre militaire et ses dépenses de recherche atteignent la moitié de l'effort américain. La modification des rapports de puissance est alors importante en ce qui concerne la technologie militaire et les ventes d'armement. Si l'on exclue les dépenses militaires de l'évaluation de puissances scientifiques, les fossés technologiques séparant les grandes puissances sont beaucoup plus importants. En effet, jusqu'en 1981 on constatait un plafonnement des dépenses de recherche dans le monde occidental, à l'exception de l'Allemagne et du Japon. Ce plafonnement (1,8% du PIB) très sensible en France explique un recul au regard non seulement de petits pays comme la Suisse ou la Hollande mais surtout au regard de l'Allemagne et du Japon.

L'écart séparant les nations du Tiers Monde des grandes puissances est considérable. Les premières n'assurent que 2% des dépenses de recherche, en incluant la Chine et les autres pays moins développés à économie centralisée.

Le fossé est donc apparemment infranchissable, du fait que les cinq premières grandes puissances scientifiques concentrent 77% des dépenses et 81% des chercheurs, affectant à cet effort 2 à 2,5 % de leurs ressources. Comme les pays du Tiers Monde les plus résolus dans leur effort scientifique y consacrent moins de 1% de leurs ressources, le fossé ne peut que s'élargir. L'effort moyen de recherche porte suivant les estimations de Gerardo Bueno (*Comercio exterior*, mai 1981) pour l'année 1973 sur 0,35% de la PIB pour le Tiers Monde, dans les pays développés sur 2% des ressources, et en Europe orientale sur 3,82% (Tableau 1).

Les estimations sur les efforts scientifiques mondiaux sont antérieures à la crise économique. Les indications concernant les pays de l'OCDE montrent que la hiérarchie des puissances scientifiques s'est modifiée et que le début des années quatre-vingt fait apparaître un rétablissement des priorités de recherche, plus particulièrement aux États-Unis et en France. Est-ce à dire que la situation du Tiers Monde soit inchangée et marginale ? La rapidité des progrès enregistrés dans les nouveaux pays industriels, plus particulièrement en Amérique latine et en Asie, est en fait étayée par la mise en place d'une infrastructure de recherche.

Au début des années quatre vingt, il apparaît que le Brésil a porté son effort de recherche de 0,20 à 1%, au Mexique, au Vénézuéla et en Co-

lombie, l'effort approche 0,70% ; il resterait faible de l'ordre de 0,20% dans les petits pays.

Dans le cas du Brésil, par exemple, on constatera entre 1975 et 1980 une diminution très rapide des écarts scientifiques. Celle-ci peut-être mesurée à l'égard de l'Europe du Sud : écart inchangé à l'égard du Portugal (3% du potentiel de recherche brésilien), écart massivement réduit à l'égard de l'Italie (8,64 fois le Brésil en 1975 et 1,21 en 1980) ou de l'Espagne (de 1,21 à 0,24).

La montée du Brésil peut également être mesurée au regard des grandes puissances scientifiques : la France (de 27 à 4,64), l'Allemagne de l'Ouest (de 46,1 à 8,16) et même les États-Unis (de 166,1 à 26,9). Il est bien évident que l'effort de recherche ayant quintuplé au Brésil, alors que la croissance économique restait exceptionnellement rapide (jusqu'en 1981), les écarts devraient se résorber. Mais faut-il se fier aux efforts apparents ?

Les écarts de résultats

La mesure des écarts scientifiques est fondée sur une évaluation des efforts financiers et de l'emploi dans les activités de recherche. Cet indicateur de moyens n'est pas un indicateur d'efficacité ou de résultat.

La première raison de s'interroger est le cas des pays de l'est européen, plus particulièrement celui de l'URSS. Ce pays occupe un million de chercheurs (50% de plus qu'aux États-Unis) et affecte à la recherche autant d'argent que l'Allemagne et la France réunies. Des résultats incontestables ont été enregistrés dans les industries militaires et dans l'exportation de technologies par les ventes d'armement. En revanche, dans le domaine des technologies civiles, la contribution de l'URSS aux grandes innovations a été très restreinte. Ce pays est un exportateur marginal de technologies et il importe massivement ses techniques de l'Ouest. A plus forte raison, des pays tels que la Pologne ou la Roumanie ont apparemment plus de chercheurs que la Suisse, la Hollande et la Suède réunies, leurs résultats en termes d'innovations ont été également marginaux.

La deuxième raison de s'interroger est le cas des pays sous-développés d'économie collectiviste. La Chine d'abord est créditée de la moitié de l'effort de recherche du Tiers Monde. Or le douloureux réajustement auquel se sont livrés ses dirigeants a été un aveu de l'échec de l'autonomie scientifique et du retard technologique considérable de l'économie chinoise. De même en Amérique latine, Cuba dans les années soixante-dix était créditée d'un effort de recherche considérable (2,4% de PSB) et d'un potentiel comparable à celui du Brésil. Or ce pays, subordonné au mimétisme du système soviétique, ne semble pas, en dehors de l'apprentissage des technologies d'armement, avoir mis en place une concurrence technologique.

La troisième raison de s'interroger est la vraisemblance des statistiques recueillies dans le Tiers Monde à économie de marché. Son poids est alors restreint à 0,5% des chercheurs et 1% des efforts financiers. Or cette évaluation est, elle-même, probablement optimiste et surtout peu représentative de l'efficacité de l'infrastructure scientifique et technologique. Pour de nombreux pays d'Amérique latine, l'activité de recherche concentrée dans les administrations et les universités ne porte que marginalement sur les sciences de l'ingénieur, les sciences exactes et la recherche appliquée.

En réalité, la seule mesure valable des puissances scientifiques et technologiques émergentes est l'analyse des innovations, des dépôts de brevets, de leur commercialisation nationale et internationale. A cet égard, en Amérique latine, comme en Asie, ce sont les nouveaux pays industriels qui manifestent une autonomisation. Celle-ci s'exprime dans le développement d'exportations technologiques, qui parviennent à concurrencer sur les marchés tiers les puissances technologiques établies.

L'ampleur des écarts scientifiques interaméricains

L'image apportée de la dépendance technologique en Amérique latine est relativement uniforme. On observera dans les activités de haute technologie, un taux de contrôle par les investissements étrangers et une dépendance à l'égard des brevets des grandes entreprises mondiales variant entre 90 et 100%. Ces situations se reproduisent dans les grands pays avancés, tels que l'Argentine, le Brésil ou le Mexique, les pays de dimension moyenne comme la Colombie ou les petits pays moins avancés d'Amérique centrale et des Caraïbes. Or il suffirait de consulter les balances de brevets et les taux de contrôle de ces mêmes tranches dans des pays riches, très dépendants comme la Belgique ou le Canada ou plus autonomes tels que la France, l'Allemagne ou le Royaume Uni, pour s'apercevoir que les taux de dépendance sont similaires. Cependant ces pays, à la différence de l'Amérique latine, sont également des exportateurs de technologie et les écarts qui les séparent sont souvent réversibles.

Dans le cas de l'Amérique latine, nous avons constaté que les grands pays semi-industrialisés en expansion (à la différence de la région de la Plata) réduisaient les écarts qui les séparaient des puissances scientifiques. Un renversement de poids pour le Brésil ou le Mexique à l'égard de l'Europe du Sud (Espagne ou Italie). En revanche, l'écart séparant des petites nations des grandes nations, dans la zone latino-américaine, est infiniment plus grand. L'écart entre les efforts financiers du Guatemala et le Brésil est un écart de 1 à 838. Il est évidemment plus difficile à combler que l'écart séparant le Chili et la Colombie, ou le Mexique du Brésil. (Tableau 2, page 76).

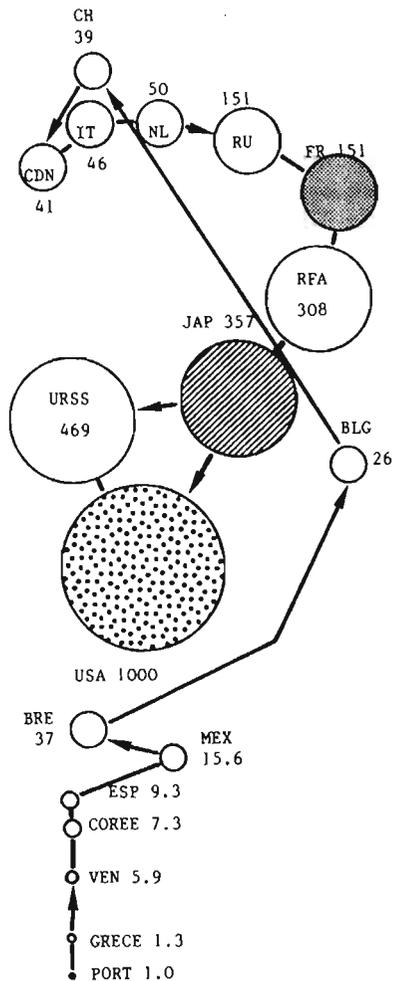
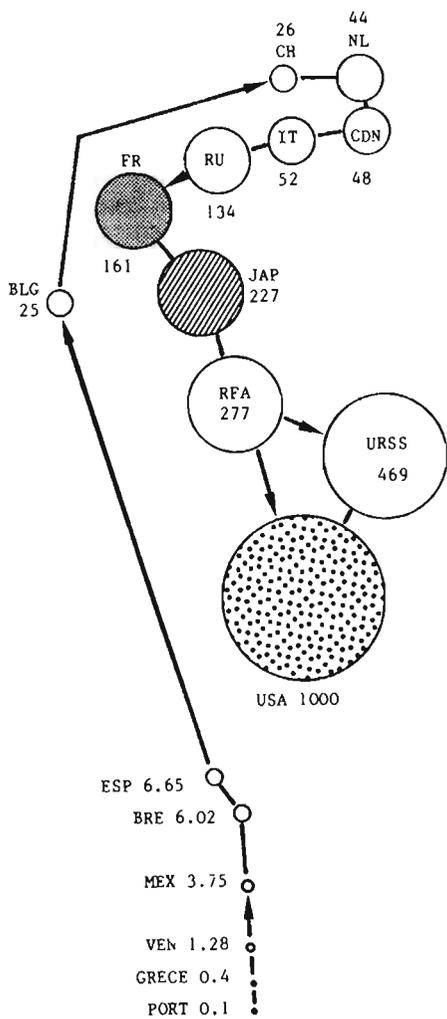


TABLEAU n°1 LES ECARTS SCIENTIFIQUES

LES RÉACTIONS MIMÉTIQUES A UN ASSERVISSEMENT TECHNOLOGIQUE

Le complexe de la dépendance suscite en Amérique latine l'inéluctable réaction du nationalisme politique et économique.

La réaction des pays hôtes à l'égard de la modernisation et des transferts de technologie peut emprunter quatre voies opposées : le développement séparé, l'apprentissage résolu, la nationalisation ou le maximalisme technologique. Les deux premières réactions qui sont extrêmes se sont développées dans le monde plein, en Asie, là où les hautes densités contraignent à tout prix d'employer les surplus démographiques. Les deux dernières réactions se sont produites surtout dans les pays à faible densité de peuplement où les politiques démographiques étaient refusées, le chômage accepté et les «rentes» institutionnalisées. Ces attitudes se développent surtout en Amérique latine, dans le monde arabe et dans les pays monoproduleurs.

Pas de développement séparé du type chinois

L'Amérique latine comporte des pays continents comme en Asie : le Brésil et le Mexique, où l'on pourrait imaginer un certain degré d'autarcie, à l'image de l'expérience de la Chine populaire. Ce pays, en effet pour un temps, s'était séparé de la modernisation et de l'invasion technologique. Ce modèle de développement autocentré était apparu original, parce qu'il était adapté à la hiérarchie des besoins : la priorité à l'autosuffisance alimentaire et à l'emploi, la maîtrise de la croissance urbaine (20% de la population), la satisfaction des besoins de base. Or le «maldéveloppement» de l'Amérique latine est précisément explosion urbaine, détérioration de l'équilibre alimentaire et inégalités sociales. Cependant le modèle a perdu de son attraction pour deux raisons. D'abord, il est rejeté à partir de 1978 et les quatre modernisations ne sont pas autre chose que des priorités actuelles du développement en Amérique latine, notamment l'accroissement des importations en technologie. En second lieu, la Chine ne se distingue guère des autres économies collectivistes quant au rôle du complexe industriel militaire. Ce secteur privilégié a toujours bénéficié de l'ouverture scientifique et des transferts de technologie. Par conséquent il n'y a pas de secteur moderne sans mimétisme technologique.

Le cas cubain, de plus en plus aligné sur l'URSS, ne saurait être présenté comme un exemple de développement autocentré et séparé. Il a enkysté davantage l'économie cubaine dans sa vocation sucrière et les reflets institutionnels de l'économie soviétique. Les fermes d'État, les commerces d'État et une structure industrielle anémique ne permettent pas de rechercher dans l'ordre économique un développement autocentré. Enfin la prédominance du secteur militaire conduit à se demander

si l'économie collectiviste et non l'économie capitaliste est le système dont la survie dépend des armements !

Pas d'apprentissage résolu du type Asie de l'Est

La voie la plus diamétralement opposée à la Chine est celle des nouveaux pays industriels de l'espace du Pacifique : la Corée du Sud, Formose, les pays ateliers (Hong Kong, Singapour, Macao) et de nombreux pays de l'AESAN, où résident les Chinois d'outre-mer. A l'image du Japon, ces pays ont commencé à s'industrialiser par le bas de gamme, la confection, puis ils modifient très rapidement leurs filières industrielles. Chaque fois, ils entreprennent l'apprentissage des nouvelles techniques, mobilisant l'activité incessante des travailleurs. Les clichés demeurent en Europe comme en Amérique latine, face à la concurrence asiatique. Des industries de main-d'œuvre, des techniques intermédiaires attardées (sous-développées suivant l'expression d'Arghiri Emmanuel) enfin l'argument français le dumping social (de bas salaires, des conditions misérables, des dictatures intolérables). En fait les études d'économie industrielle révèlent une erreur d'interprétation : la technologie change ; on commence par le bas de gamme et on finit par le haut de gamme, le niveau de vie s'élève : partis de la misère, ces Asiatiques ont le double du revenu des Brésiliens. Leurs sociétés sont également envahies par la technologie occidentale, mais elles ont préservé des structures intermédiaires (le dualisme) par la sous-traitance.

Les organisations latino-américaines sont fort différentes. Dans les Caraïbes nous ne trouvons pas de Formose, mais la misère haïtienne ou la seule réussite industrielle à Porto Rico (avec 20% de chômage). Et cependant, cette structure existe dans les ateliers clandestins de Miami et New York où l'on retrouve les immigrés des Caraïbes, travaillant 14 à 15 heures par jour. Ne vaudrait-il pas mieux que cette mobilisation du travail se produisit dans les îles ? Un tableau permet d'opposer les différences de structure. (Tableau 3, page 77).

Guatemala	Bolivie	Uruguay	Colombie	Chili	Venezuela	Pérou	Mexique	Argentine	Cuba	Bresil
1	7	29	52	174	178	200	523	591	700	838

Unités : millions de francs de Dépense Erute de Recherche-Développement (DBRD) en 1974

Tableau 2 : Dépenses de recherche : écarts interaméricains

Amérique latine	Asie du Sud-Est
chômage	plein emploi
explosion démographique	fécondité contrôlée
grande entreprise	petite entreprise
inflation et Etat protecteur	faible inflation et prévoyance individuelle.
exportation primaire	exportation industrielle
enseignement général	enseignement technique
inégalité sociale	égalité sociale
technologies de pointe	technologies intermédiaires

Tableau 3 : Les divergences économiques et sociales de l'Amérique latine et du Sud-Est Asiatique

Prédominance du nationalisme technologique

Les attitudes des gouvernements sont changeantes. La grande vague du nationalisme technologique correspond aux années 1968/1975. Ce mouvement qui s'exprime dans des législations de contrôle des capitaux et d'enregistrement des brevets accompagne une extension du secteur public. Outre les nationalisations du Chili et des régimes populistes andins, on observe une extension de l'économie mixte dans le secteur financier (banque et assurances). Cependant, ce mouvement se produit alors que le rédéploiement industriel entraîne la création d'industries de substitution d'exportation (produits manufacturés) et alors que se modifient les stratégies économiques. Un mouvement de désétatisation et de désarmement douanier s'étend au Chili, en Argentine et en Uruguay. Aussi les législations actuelles sont moins restrictives qu'il y a dix ans.

Ces législations devaient avoir un effet bénéfique, en filtrant les importations technologiques pour les adapter aux besoins prioritaires de chaque nation. Leur objet étaient également d'encourager des politiques scientifiques nationales, en acquérant des usines, produits et techniques en mains, pour former des services de recherche nationaux.

Cependant on constate que les pays qui ont adopté les législations les plus restrictives sont précisément ceux qui ont importé le plus de technologies et ont témoigné des comportements les plus mimétiques. En fait trois effets pervers se sont développés.

– *Un encouragement à l'asservissement technologique.*

Une restriction peut encourager la surconsommation (le rationnement du vin n'a-t-il pas diffusé l'alcoolisme en France parmi les non

consommateurs au cours des années d'occupation et aux lendemains de la Libération !). L'exemple le plus évident est la législation de 1973 au Mexique : la surimportation prépare la première crise de 1976, avant celle de 1982. Dès que ces nouvelles usines clés en main sont habillées aux couleurs de la nation, l'importation technologique devient une priorité nationale. L'État apporte sa garantie, par conséquent les projets même mal venus devront continuer.

— *Un prolongement de l'étatisme.*

Nationaliser les techniques n'est que le prolongement du nationalisme économique : éviter le contrôle étranger sur les terres, les mines, le pétrole, l'industrie, les services n'est efficace que si l'on peut contrôler le savoir faire. L'État-providence se mue en État-entrepreneur au lieu de faire faire. Les premières entreprises d'Amérique latine sont pour la plupart des entreprises publiques ou des sociétés d'économie mixte. Aujourd'hui, le déficit cumulé des collectivités publiques et des entreprises publiques représente en Amérique latine entre 10 et 15% du PIB. Le rôle de l'étatisation dans la contagion inflationniste ne peut pas être négligé.

— *La volonté de puissance.*

Le nationalisme technologique est toujours fondé sur la volonté de puissance. Inéluctablement, les choix de politique technologique tendent à privilégier les techniques de pointe et les réalisations de prestige. Les centrales nucléaires brésiliennes ou argentines, le plus grand barrage (Itaipu), les immenses pôles sidérurgiques, le métro moderne (au bénéfice de la SOFRETU) et la sous-traitance de matériel de guerre, voilà le résultat des contrôles de technologie.

L'émergence du maximalisme technologique

Jusqu'à une période récente le « maximalisme technologique » caractérisait la politique du Moyen-Orient pétrolier.

Ces pays bénéficiaires de surplus considérables ont accumulé depuis 1973 l'équivalent des dettes du Tiers Monde, soit près de 600 milliards de dollars. Ils n'ont pas cherché à contrôler leurs acquisitions ni à maîtriser leurs techniques. Ils ont importé des usines clés en main, des hôpitaux ou des universités avec tout leur encadrement ; pour le travail ils ont fait appel aux Palestiniens, puis aux Pakistanais et de plus en plus aux Coréens. C'est le gaspillage le plus extraordinaire auquel on ait pu assister, la population s'est installée dans la rente. Ils ont cessé de cultiver et de travailler, pour recruter des mercenaires étrangers. Mais surtout ces usines, qui auraient été si précieuses dans les pays pauvres, ne sont pas rentables, car les prix de revient sont prohibitifs. Les pays à surplus pétrolier n'exportent pas de produits manufacturés, ils accumulent des usines oisives.

L'effondrement économique de l'Iran à la suite de la révolution de

1978 et l'extension des mouvements intégristes dans tout l'Islam est un rejet des greffes technologiques qui illustre les dangers du mimétisme. Il s'agit d'une implosion, justement dans un pays fortement peuplé, qui, lui, connaissait les problèmes du sous-développement : satisfaire les besoins de base face à l'explosion démographique. Excès de modernisation y compris dans l'éducation, dans la réforme agraire, dans la libération des femmes. On sait que cette rupture a préoccupé les responsables mexicains et que pourtant quatre ans plus tard le Mexique allait connaître une très grave crise.

Le premier exemple de maximalisme technologique en Amérique latine est le cas du Venezuela. Le bon élève qui de 1940 à 1970 semblait semer avec équilibre le pétrole dans l'agriculture et l'industrie. Et pourtant ce fut la contrée du mimétisme, où le mode de vie (la voiture, les gratte-ciels, bien plus l'alimentation) ressemblait plus aux États-Unis qu'au Mexique. Puis le dopage pétrolier, la multiplication de projets mal préparés et le paradoxe : le recul de l'activité malgré les recettes croissantes. Le processus est simple, il se reproduit en Équateur, les recettes pétrolières doublent ou triplent et tout est dépensé, on anticipe alors des recettes toujours croissantes. Le pays s'installe alors dans la surimportation et le surendettement. Puis vient l'heure du réajustement.

La crise financière du Mexique est également le produit d'un maximalisme technologique. Le Mexique préservait une croissance de 7% par an depuis 40 ans, mais avec des déséquilibres croissants : pénurie de terres, explosion urbaine, chômage. Une première crise survient en 1976 et brusquement les exportations de pétrole, dopées par le doublement des cours en 1979, viennent apporter l'équivalent des recettes antérieures. Alors le Mexique importe massivement, puis en quelques années parvient à dépasser l'endettement brésilien. Il est bien évident que toutes ces importations n'étaient pas nécessaires, que tous les projets retenus ne pouvaient avoir été soigneusement préparés.

CONCLUSION : IL FAUT ADAPTER LES CHOIX TECHNOLOGIQUES A LA HIÉRARCHIE DES BESOINS

Les politiques industrielles et les stratégies économiques suivies jusqu'à présent en Amérique latine n'ont pas permis de contenir la montée des déséquilibres. Elles ont donné la préférence aux techniques les plus avancées et rejeté les techniques intermédiaires qui auraient permis d'employer et d'intégrer une population marginale croissante. C'est une absurdité de croire que l'informatique pourra occuper des illétrés (Servan-Schreiber). C'est également un scientisme que d'affirmer que les techniques intermédiaires seraient des techniques sous-développées (Emmanuel), car c'est juger en statique la technique. C'est enfin un contresens de condamner les industries de main-d'œuvre (parce que les salaires sont plus faibles que dans l'industrie automobile). Il vaut mieux

employer 100 chômeurs mal payés que 3 ouvriers de haute qualification.

La raison fondamentale plaçant en faveur des technologies intermédiaires est la contrainte de l'explosion démographique, qui génère l'explosion sociale et politique. Comment fera-t-on vivre les 30 millions d'habitants de Mexico et les 20 millions de Cariocas dans vingt ans ? Il faut s'intéresser aux emplois les plus fréquents, ils sont dans ces villes à 80% tertiaires : construction, services personnels, réparation. C'est dans ces branches informelles que doit être introduit le changement technologique, mais un changement progressif : des investissements à faible consommation de capital. Alors l'une des sources principales de l'explosion sociale pourrait être contenue. Au Mexique 40 à 50% de chômeurs et 60% du revenu aux 20% les plus favorisés. A Taïwan, 2% de chômeurs et 30% du revenu aux 20% les plus favorisés !

(1) Pour une analyse plus détaillée, cf. *Le mimétisme technologique du Tiers Monde*, Paris, Économica, 1983 (2e éd.).

DENIS-CLAIR LAMBERT
LE MIMÉTISME TECHNOLOGIQUE
EN AMÉRIQUE LATINE

L'analyse souligne les écarts de technologie entre pays développés et Tiers Monde, à partir d'indices prenant en compte l'effort financier et l'emploi dans la recherche. On met en évidence notamment les différences de choix entre l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est en matière de développement technologique, et les effets pervers du «nationalisme technologique» puis du «maximalisme technologique» dans les politiques de développement adoptées par les différents pays d'Amérique latine.

DENIS-CLAIR LAMBERT
EL MIMÉTISMO TECNOLÓGICO
EN AMÉRICA LATINA

El análisis subraya la diferencia de tecnología entre los países desarrollados y los del Tercer Mundo, a partir de índices que toman en cuenta el esfuerzo financiero y los empleos en la investigación. Sobresalen particularmente las diferencias de alternativa entre América latina y Asia del Sureste refiriéndose al desarrollo y a las pésimas consecuencias del nacionalismo y del maximalismo tecnológico en las políticas de desarrollo adoptadas por los diferentes países de América latina.

DENIS-CLAIR LAMBERT
O MIMÉTISMO TECNOLÓGICO
NA AMÉRICA LATINA

A análise sublinha as diferenças de tecnologia entre países desenvolvidos e o Tercero Mundo a partir de índices que tomam em conta o esforço financeiro e o emprego na pesquisa. Evidencia-se entre outras coisas as diferenças de escolha entre a América latina e a Ásia do Sul-Este respeito ao desenvolvimento tecnológico e aos efeitos perversos do «nacionalismo tecnológico», depois do «maximalismo tecnológico» nas políticas de desenvolvimento adoptadas pelos diferentes países da América latina.

DENIS-CLAIR LAMBERT
TECHNOLOGICAL MIMETISM IN
LATIN AMERICA

The analysis underlines the differences in technology between Western and Third world countries, starting from figures that take into account financial effort and employment in research. Special attention is given to the distinctions in choice between Latin America and South-East Asia in matters of «technological nationalism» followed by «technological maximalism» in development politics assumed by the various countries of Latin America.

RÉFLEXIONS SUR LA «CRÉATIVITÉ SPATIALE» EN AMÉRIQUE LATINE

Bernard Bret *

Étendre la notion de créativité à l'espace géographique ne va pas de soi. Pourtant, si l'on retient, bien entendu, ce dernier comme un espace humanisé, on identifie dans ses caractéristiques autant de signes de la créativité de la société qui l'occupe, l'exploite, le met en valeur et y vit. On peut donc définir la créativité spatiale comme la capacité d'inventer des formes originales d'organisation de l'espace, originalité qui peut apparaître dans la distribution des hommes, des infrastructures, des productions et dans les flux, qu'il s'agisse de personnes, de biens ou de flux invisibles.

Cette création spatiale est une œuvre collective ou, tout au moins, elle concerne toute la collectivité sociale, même si une minorité de ses membres crée réellement et si une majorité subit une création qui lui est imposée et s'en accommode. Dans ce sens, la créativité en matière d'espace est différente de la créativité littéraire ou artistique. Certes, une œuvre d'art n'est pas indépendante du contexte socio-économique où elle naît : on avancera toutefois ici l'hypothèse que, si elle est une authentique création, elle le doit à quelque chose d'irréductible aux conditions historiques de son apparition et qui lui permet justement, plusieurs siècles plus tard, d'émouvoir des hommes étrangers à la civilisation qui l'a faite. Au contraire, la créativité spatiale ne dispose d'aucune autonomie par rapport aux conditions socio-économiques, celles-ci n'étant pas son environnement, mais son moteur dès lors que l'objet à créer est un cadre de vie et un espace de production. Aussi, la créativité spatiale reflète-t-elle les intérêts sociaux et leurs conflits. Créer un espace social, c'est en effet allouer des lieux spécifiques pour les différents groupes sociaux, aux fins de résidence, de prestige et d'activité.

Comment penser dans cette perspective la créativité spatiale dans le cadre latino-américain ? C'est une tentative délicate car il s'agit d'un espace colonisé dans tous les sens du mot. Mais l'ambiguïté du terme a le mérite de stimuler la réflexion : si la colonisation est la prise de contrôle de terres et d'hommes au profit d'une métropole, elle interdit la créativité spatiale indépendante puisque rien ne se fait dans la colonie qui ne soit décidé par la métropole, mais, si la colonisation signifie la

* Université Paris-XII et CREDAL - CNRS.

mise en valeur de terres vierges, ou supposées telles, elle est facteur de création puisqu'elle fait apparaître un espace social sur des terres jusqu'alors vides.

On cherchera donc ici à discerner ce qui, dans le système latino-américain, a été agent ou frein de la créativité spatiale, au travers de structures sociales et économiques d'ex-colonies parvenues à l'indépendance et qui disposent de vastes terres apparemment disponibles. Est-il besoin de préciser que quelques pages ne prétendent pas traiter un tel sujet : l'objectif, plus modeste, consiste à soumettre quelques thèmes à la discussion commune pour replacer l'enjeu de l'espace dans la réflexion générale sur la créativité en Amérique latine.

Force est donc de partir de cette question : Peut-il exister une créativité spatiale dans l'ordre colonial, et, si oui, quelle est sa qualité ?

Dans son livre sur « l'Amérique et les Amériques » (1), Pierre Chaunu répond à cette interrogation quand il intitule « l'Invention » un chapitre consacré à l'Amérique du XVI^e siècle, mais c'est pour ajouter aussitôt : « Cette Amérique déborde largement sur l'Europe qui la crée, simple prolongement outre-Atlantique de l'Extrême Occident chrétien. Bref, l'Amérique de la Conquista se distingue mal de l'Espagne. Elle est un morceau d'Empire ». Autrement dit, il y a extension d'une autre création spatiale, à savoir l'Europe. D'ailleurs, qu'est-ce que la Nouvelle Espagne, sinon encore l'Espagne ? Tout comme d'autres toponymes rappellent aujourd'hui l'origine européenne de l'organisation de l'espace, à commencer par la Colombie, tandis que la Bolivie semble fâcheusement mettre à vif l'échec d'un grand projet politique et spatial né en terre américaine.

Ce n'est pas, alors, l'Amérique qui crée. C'est l'Europe qui crée en Amérique. Mais, il ne s'agit pas d'un simple mimétisme. Ce prolongement de l'Europe trouve sa raison d'être dans une inégalité fondamentale d'avec son origine, ce qui se combine nécessairement avec une inégalité très forte entre les groupes sociaux. Aussi, des traits originaux d'organisation de l'espace apparaissent-ils qui traduisent à l'échelle continentale la relation de dépendance envers la métropole, et à l'échelle locale l'opposition entre les dominants et les dominés.

A l'échelle continentale, tout d'abord, le système génère une zonation économique en fonction de la distance à la côte qui prend des faciès variés selon les latitudes en gardant toujours semblable son caractère essentiel : les activités économiques les plus intensives sont les plus proches des côtes tandis que l'espace éloigné du littoral supporte une activité en général plus extensive et, en tout cas, moins directement liée à la métropole. Pour les activités agricoles, les utilisations du sol se distribuent selon une logique rigoureuse. Dans le Vénézuéla colonial, les serras andines portent des cultures alors que l'élevage extensif est pratiqué dans les llanos... tandis que le massif des Guyanes demeure le lien de l'économie indienne non encore intégrée dans l'ordre colonial. Un sché-

ma très comparable se retrouve dans le Nordeste brésilien. La frange littorale de la «mata» est tout entière consacrée à la canne à sucre, culture intensive d'exportation, alors que le sertão est utilisé pour l'élevage bovin extensif à l'usage du littoral (sous forme de force de travail animale, de viande ou de cuir). Dans ce cas, il est bien significatif que la petite région intermédiaire appelée «agreste» ait été occupée plus tardivement bien qu'elle soit plus proche des cannaies que ne l'est le sertão et que son milieu naturel soit relativement accueillant. En fait, dans une économie coloniale où l'objectif était de produire du sucre, les colons s'intéressaient exclusivement aux espaces susceptibles d'être intégrés dans le système spatial de dépendance dont la métropole était la tête, et dont les autres éléments étaient l'Afrique, réservoir de main-d'œuvre servile et l'intérieur semi-aride, espace d'élevage. L'agreste ne prendra de l'intérêt que plus tard, pour le coton et des productions davantage destinées à la consommation régionale.

Tout le système prend son sens avec le port, exutoire indispensable, trait d'union maritime entre l'espace dominant et l'espace dominé, point de référence pour distinguer l'«interior» (la province) et l'«exterior» (l'étranger). La logique de ces localisations est complétée par les infrastructures de circulation conçues comme autant d'axes de pénétration et trouve sa consécration dans le découpage administratif de l'espace en capitaineries. Comme dans d'autres lieux de colonisation, les frontières du golfe de Guinée viennent à l'esprit, le pouvoir politique découpe l'espace selon des directions perpendiculaires au littoral puisque tout doit être conçu pour les relations économiques intérieur - côte - métropole. Les flux de produits et d'argent qui animent cet espace manifestent les dépendances spatiales et la non-fixation sur place du surplus économique.

Ce schéma d'organisation a laissé un héritage évident jusqu'à nos jours, ne serait-ce que parce qu'une création spatiale laisse une infrastructure matérielle lourde que nul ne peut modifier rapidement... et qu'il y a tout motif de conserver si la base économique régionale reste l'exportation des produits du sol. Aujourd'hui encore, la répartition de la population latino-américaine oppose en bien des cas les densités soutenues des régions littorales aux densités faibles de l'intérieur du continent. Les grandes agglomérations côtières constituent toujours les «métropoles-relais» identifiées par André Gunder Frank, au point que plusieurs grandes villes qui ne sont pas des ports fonctionnent en fait avec un doublet portuaire (Santiago-Valparaiso, Sao Paulo-Santos), remarque qui vaut à l'échelle nationale dans le cas de l'Équateur avec Quito et Guayaquil.

Dominer un espace dans le système colonial, c'est d'abord dominer des hommes. C'est pourquoi, l'invention de l'espace colonial consista à l'échelle locale à fixer leurs places respectives aux dominants et aux dominés. Les règles précises, pour ne pas dire tâtilloises, que la couronne

d'Espagne fixe en matière d'urbanisme colonial en disent long sur l'importance donnée à l'espace dans la mise en place des relations sociales coloniales. Il s'agit, pour s'en tenir à l'essentiel, de fixer une zonation de l'espace en fonction des rapports avec le pouvoir : autour de la plaza mayor se trouve magnifié le pouvoir lui-même sous sa forme politique, le palais, et religieuse, la cathédrale ; puis une première couronne abrite ceux qui profitent du pouvoir, les dominants, et plus loin se trouvent ceux qui subissent le pouvoir, les dominés. On a déjà la situation que Frantz Fanon, très près de nous et se référant à un autre continent, décrira dans des pages célèbres sur la ville du colon et la ville du colonisé. Cette inscription dans le sol des relations maître-esclave n'est pas moins nette à la campagne : dans le grand domaine, invention coloniale, la « casa grande » s'oppose à la « senzala ».

Bien entendu, le schéma ici décrit doit être nuancé selon les conditions naturelles et les situations politiques précoloniales. Est-il besoin de préciser que l'extraction minière ne peut se réaliser que là où se trouve le minerai et n'a pas la relative souplesse de localisation des productions agricoles ? Évidence qui n'invalide pas les remarques antérieures puisque l'activité minière trouve comme les plantations sa raison d'être dans l'exportation et occasionne une infrastructure de liaison avec la côte.

Plus intéressante est la réflexion sur l'impact spatial de la colonisation sur les espaces de haute civilisation qu'étaient les empires aztèque et inca. En suivant Nathan Wachtel dans son analyse de la « vision des vaincus » (2), on peut observer comment la création spatiale de la colonisation déstructure la création spatiale des Incas. Cette dernière, outre qu'elle maîtrisait d'une façon remarquable l'écologie andine en jouant sur la complémentarité des étages bio-climatiques de la montagne, était surtout un espace mental, une représentation du monde. La fonction du Cuzco, capitale de l'Empire et centre de l'espace perçu par la population est l'expression parfaite d'un système social, économique et politique auto-centré dont les différents éléments trouvent leur cohérence spatiale dans l'État. Avec la colonisation et bien que l'activité minière donne aux Andes un rôle fondamental, l'espace économique se trouve déformé : il trouve sa logique dans la capitale côtière qu'est Lima et, au-delà, dans la métropole espagnole, outre que, devenu un espace de production, il perd la référence religieuse qui en faisait un cadre de vie signifiant.

*

* *

Dans sa seconde acception, la colonisation désigne l'occupation économique de terres jusqu'alors vides. Y a-t-il créativité spatiale ? A cet égard, il peut être pertinent de distinguer la créativité spatiale « spontanée » qui serait le fait des personnes privées et, par ailleurs, la créativité des États.

Le mouvement de pénétration dans l'intérieur est chose ancienne, au demeurant assez connue pour qu'il suffise de le rappeler et de poser les questions qui s'y réfèrent.

Avec les bandeiras du Brésil, on assiste à un processus qui, bien loin de contredire la logique spatiale de l'ordre colonial, la renforce en en élargissant la base géographique. Que cherchent, en effet, les bandeirantes, sinon des esclaves, des métaux précieux, des « drogues » du sertão et des terrains de parcours pour leurs troupeaux ? Plus peut-être que les plantations, l'économie qu'ils introduisent est prédatrice, sans même les retombées démographiques que permet l'agriculture d'exportation. Cette « création horizontale » du Brésil n'est pas vraiment un front pionnier.

C'est, à la suite des travaux de Pierre Monbeig, le front pionnier de São Paulo qui illustre le mieux la création au XIX^e siècle d'un espace productif d'un genre nouveau (3). Sans doute, s'agit-il toujours d'une production destinée à l'exportation dans le cadre d'une économie nationale branchée sur l'extérieur ; pourtant, outre que le pays est indépendant, la nouveauté réside principalement dans la structure sociale qui se met en place, surtout après l'émancipation des esclaves, et qui autorise une distribution des revenus, sinon juste, du moins moins inégalitaire qu'ailleurs. Pierre Monbeig a décrit la genèse de cet espace relié à São Paulo et à Santos, et montré comment l'infrastructure ferroviaire en a été, au fur et à mesure de l'avancée des défrichements vers l'Ouest, le facteur structurant de la vie des relations et le lieu privilégié, autour des gares, de la création des villes. Processus régulier, mû par le commerce international du café et conditionné par les contraintes techniques du chemin de fer, au point que le plateau pauliste, ponctué de villes, offre un magnifique exemple d'organisation régionale géométrique. Quant à l'échelle locale, elle offre le spectacle d'un paysage rural correspondant aux structures agraires des fazendas, puis des sítios familiaux.

La création spatiale pauliste évoque ainsi largement le cas d'un « pays neuf ». Elle se réalise à coup de capitaux privés sans définition préalable des objectifs économiques ni planification des aménagements. C'est dans ce sens qu'on peut la qualifier de spontanée. Toutefois, il doit rester clair qu'elle bénéficie d'un environnement politique favorable. Si l'État laisse faire les pionniers et les compagnies, c'est bien lui qui rend le mécanisme possible par sa politique du café. Il faudrait alors prolonger la question en identifiant les groupes sociaux qui contrôlent l'État : n'est-on pas alors, avec les gouvernements « café au lait » dans une période où l'oligarchie caféière pauliste, d'accord avec les grands éleveurs du Minas Gerais, dicte la politique jugée la plus favorable à ses intérêts privés ? L'action de l'État est, dans ce cas, indirecte. Mais, le même État brésilien exerce, en revanche, une action directe sur l'espace quand il installe des colonies de peuplement dans le Sud et « importe », si l'on ose l'expression, un type de structures agraires et de paysage rural d'Allema-

gne ou d'Italie.

C'est dans les opérations de planification géographique de grande envergure que la créativité spatiale de l'État est la plus évidente. On notera tout d'abord qu'il est dans la nature de l'État de créer l'espace juridique puisqu'il n'existe pas sans assiette territoriale. On pourrait ajouter que la créativité spatiale consiste aussi à concevoir et modifier les limites administratives intérieures, une grande variété existant en cette matière entre les États latino-américains, puisque s'opposent un Mexique stable depuis longtemps et un Brésil où la division municipale est restée pratique courante jusqu'en 1970. Dans les deux cas, la définition de périmètres d'intervention pour des « régions-programme » est un facteur de rapprochement.

A l'échelle continentale, la construction de Brasilia constitue la création spatiale la plus spectaculaire de la part d'un État, création qui illustre à merveille le lien souhaité entre la « colonisation » des terres vierges et l'émancipation du « système colonial » : dès le XVIII^e siècle, les conspirateurs nationalistes du Minas prévoyaient de délocaliser la tête du Brésil devenu indépendant pour que l'abandon de Rio de Janeiro au profit d'une capitale intérieure inscrive dans l'espace géographique la naissance d'un État autocentré. L'opération visée revient à faire en quelque façon exactement l'inverse de ce que la colonisation espagnole avait fait au Pérou.

La réalisation de ce vieux rêve a effectivement entraîné une intériorisation du peuplement et de l'économie. Est-ce à dire que la localisation du pouvoir et même de certaines activités productrices loin des puissances étrangères reste aujourd'hui un facteur d'indépendance ? Il est permis d'en douter à l'heure des télécommunications et de l'internationalisation des firmes, ce qui n'empêche pas de voir dans Brasilia le symbole de l'unité nationale.

A l'échelle locale, celle de la ville et de ses environs, le décalage est encore plus manifeste entre le rêve des créateurs et la réalité. La nouvelle capitale n'est pas ce lieu de communion sociale que souhaitaient Lucio Costa et Oscar Niemeyer, mais bien plutôt une expression des inégalités entre les hommes. Dans un tout autre contexte politique et technique, n'y retrouve-t-on pas une zonation ségrégative comparable à celles des villes coloniales espagnoles : d'abord l'expression architecturale du pouvoir, avec ici l'axe monumental, puis les favorisés du pouvoir, avec l'axe résidentiel du plan-pilote, enfin et très loin, les défavorisés des villes satellites et des villes libres ? A-t-on, d'ailleurs, jamais vu une ville en contradiction avec la société qui la produit, quel que soit le talent de ses concepteurs ?

La création actuelle de l'espace amazonien (4) comporte la même ambiguïté d'une action étatique sur l'espace dont les résultats à l'échelle locale ou régionale contredisent, sinon les projets initiaux, du moins la présentation qui en était faite. Chacun sait que l'ouverture des « terres

fermes» de l'Amazonie avait donné lieu à un plan précis d'occupation par un réseau hiérarchisé de centres de peuplement et de services (agrovilas, agropolis, ruropolis). L'idée était, sur ce point, de mettre en place un maillage de l'espace, grâce aux routes, comparable dans son fond à ce qu'avaient fait plus tôt et ailleurs les Paulistes grâce aux voies ferrées, mais en l'ayant planifié, donc en faisant mieux. Mais, il a fallu composer avec une situation de départ qui n'était pas celle d'un espace vierge et, donc, avec des villes préexistantes intégrées comme Maraba, Santarem, Itaituba et Altamira dans la hiérarchie comme ruropolis, cependant que la création de Medicilandia rappelle la valeur symbolique de la toponymie. En fait, c'est l'orientation générale donnée au projet économique, le «développement par le bœuf» qui a imprimé un sens nouveau à la création de l'espace amazonien. L'accueil favorable réservé aux grandes entreprises nationales ou étrangères a permis que se constituent de très vastes enclaves reliées directement aux flux du commerce international. L'État voulait créer un nouvel espace amazonien. Il l'a fait, certes, en définissant une «Amazonie légale» et en finançant une coûteuse infrastructure. Mais ensuite, l'acteur principal de la création du nouvel espace a été le capital privé. Aussi, retrouve-t-on une organisation de l'espace qui traduit les liens d'interdépendance qui existent entre les firmes. Le modèle spatial se renouvelle d'une économie largement ouverte sur l'extérieur. En définitive, le maintien inchangé de la structure sociale, quant à l'essentiel, passait par le maintien du système économique et empêchait la création spatiale d'être plus qu'une extension territoriale des processus de prédation connus depuis longtemps. Ainsi, on retrouve la logique des bandeirantes, même si les moyens de pénétration et de contrôle de l'espace ont changé.

*

* *

Il faut alors poser la question de savoir si la créativité spatiale, soit la capacité de créer un espace authentiquement nouveau, est liée nécessairement au changement social.

En fait, la question se pose dès l'époque coloniale : que pouvaient faire ceux qui voulaient échapper à l'ordre colonial sinon fuir les régions colonisées et inventer ailleurs un espace de liberté ? Comme l'était l'oppression, la liberté va ainsi s'inscrire dans le sol avec les refuges des esclaves marrons, tels les quilombos du Brésil. Liberté fragile, cernée par l'adversaire et toujours menacée par une expédition des colonisateurs, mais qui s'épanouira avec l'indépendance de Haïti et l'adoption par les anciens esclaves de modes d'occupation du sol destinés à leur consommation, c'est-à-dire conçus pour eux et par eux, et non plus en référence à un centre économique extérieur. Pour la question ici discutée, le fait important est qu'une création spatiale originale est née de la résis-

tance à l'oppression. Il en va de même, quant à la logique de l'affaire sinon quant à ses formes, avec les réductions jésuites, dans le sens que la meilleure protection contre le colonisateur passait par le contrôle politique et militaire d'un territoire.

L'invention spatiale se fait donc contre l'État. Elle peut aussi se faire indépendamment de lui comme l'ont tenté les quelques utopistes du XIXe siècle installant leurs communautés sur des terres libres supposées propices à l'expérimentation sociale. Mais l'invention spatiale peut aussi bien être le fait de l'État lui-même si c'est l'État qui dirige un changement social, que ce soit par le canal d'une réforme agraire (laquelle se traduit spatialement par la transformation du paysage rural) ou, plus radicalement, parce que les révolutionnaires sont au Pouvoir. Dans son livre *Une ville, une révolution : La Havane. De l'urbain au politique* (5) Jean-Pierre Garnier analyse d'une façon convaincante comment le projet d'une nouvelle société dans le Cuba des années 1960 comportait le projet d'un nouvel espace social. La situation prérévolutionnaire présentait tous les symptômes spatiaux de l'inégalité : d'une part, une ville hypertrophiée et malade, du point de vue des révolutionnaires, de sa fonction de contact avec la domination extérieure, d'autre part, un espace rural exploité par la capitale et, via celle-ci, par le capital étranger. Il fallait créer une société égalitaire d'un type nouveau, chose impossible si dans le même temps n'était pas cassée l'organisation de l'espace conçue pour entretenir un échange inégal entre la ville et la campagne et partant, une rente de situation payée aux citadins dans les jours difficiles de la guérilla, et aussi un propos moralisateur opposant la perversion des villes à la vertu régénératrice des campagnes. D'où cette politique de rapprocher les conditions de vie des citoyens, quel que soit leur lien de résidence, de ralentir la croissance de la capitale dénoncée comme un parasite social, d'entourer La Havane d'une ceinture verte où les citadins iraient travailler, de répartir dans les campagnes les équipements sociaux pour lesquels, longtemps, les villes avaient eu la priorité. Ruralisation de la ville, urbanisation de la campagne : il s'agit bien d'une créativité spatiale. On sait l'insuffisance des résultats, et, à vrai dire, on ne peut que s'en féliciter si l'on songe aux excès meurtriers qu'une pareille politique anti-urbaine, c'est-à-dire concrètement dirigée contre les citadins, a provoqués sous d'autres cieux, mais l'on peut dans la logique de ce qui précède avancer cette idée : si le mariage ville-campagne n'a pas donné tous les résultats espérés, c'est sans doute parce que la transformation sociale et économique qui en était le fondement était plus difficile que prévu.

CONCLUSION

On est parti de l'hypothèse selon laquelle l'espace humanisé était directement déterminé par les conditions sociales et économiques. De

fait, il semble bien que des formes nouvelles d'organisation de l'espace naissent dès lors qu'apparaissent des transformations dans l'ordre socio-économique. La démonstration a contrario serait dans les semi-échecs rencontrés par les projets spatiaux, soit qu'ils s'inscrivent dans les sociétés qui leur sont contraires et qui, pour cette raison, les déforment, soit qu'ils subissent les héritages des organisations spatiales antérieures et qu'il leur faille composer avec eux. Il en va de la création spatiale comme de l'innovation sociale : le créateur n'est pas devant une page blanche qu'il va noircir de son inspiration... Mais, après tout, est-il bien certain que la page de l'écrivain soit totalement blanche d'inspiration collective lorsque celui-ci prend sa plume ?

NOTES

- (1) Chaunu, P. : *L'Amérique et les Amériques*, A. Colin, Coll. Destins du Monde.
- (2) Wachtel, N. : *La vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole*. NRF - Gallimard, 1971.
- (3) Monbeig, P. : *Pionniers et planteurs de São Paulo*, A. Colin, 1952.
- (4) Eglin, J. et Théry, H. : *Le pillage de l'Amazonie*. Maspéro PCM, 1984.
- (5) Garnier, J.P. : *Une ville, une révolution : La Havane. De l'urbain au politique*. Anthropos, 1973.

BERNARD BRET
*RÉFLEXIONS SUR LA CRÉATIVITÉ
SPATIALE EN AMÉRIQUE LATINE*

Définie comme la capacité à inventer des formes originales d'organisation de l'espace, la créativité spatiale ne dispose d'aucune autonomie par rapport au milieu socio-économique qui est son moteur. En Amérique latine, le système spatial colonial, exprimé par l'opposition littoral/intérieur est une création de l'Europe. La planification géographique est venue ensuite exprimer la création spatiale de l'État, qui reste le plus souvent orientée vers l'extérieur et dépendante d'intérêts privés. L'invention spatiale peut aussi se faire contre l'État, produisant des espaces authentiquement nouveaux.

BERNARD BRET
*RÉFLEXIONES ACERCA DE LA
CREATIVIDAD ESPACIAL EN
AMÉRICA LATINA*

Definida como la capacidad de inventar formas originales de organización del espacio, la creatividad espacial no dispone de ninguna autonomía en relación al medio socio-económico que es su motor. En América latina, el sistema espacial colonial expresado en la oposición litoral/interior es una creatividad europea. La planificación geográfica vino después a expresar la creación espacial del Estado, que se orienta la mayoría de las veces, hacia el exterior y es dependiente de intereses privados. La invención espacial puede hacerse también contra el Estado, a través de la producción de espacios auténticamente nuevos.

BERNARD BRET
*REFLEXAOS SOBRE A
«CRIATIVIDADE ESPACIAL» NA
AMÉRICA LATINA*

Definida como a capacidade para inventar formas originais de organização do espaço, a «criatividade espacial» não tem nenhuma autonomia quanto ao meio socio-económico, seu motor. Na América Latina, o sistema espacial colonial, expresso na oposição litoral/interior é uma criação europeia. A planificação geográfica aparece depois exprimindo a criatividade espacial do Estado, orientado na maioria das vezes para o exterior e dependente de interesses privados. A invenção espacial também se faz contra o Estado produzindo espaços autenticamente novos.

BERNARD BRET
*SOME THOUGHTS ON SPATIAL
«CREATIVITY» IN LATIN
AMERICA*

Defined as the ability to invent new forms of organisation of space, spacial creativity has no independence with regard to the socio-economical milieu which is its driving force. In Latin-America, the colonial spatial system, as expressed by the opposition of coast and hinterland is a purely European invention. Geographical planification came along afterwards to express the State's spatial creativity, which more often than not remains directed outwards and is reliant on private interest spatial invention may also be made against the State, producing genuinely new spaces.

L'AMÉRIQUE LATINE : TERRE D'UTOPIE, DU XVI^e SIECLE A NOS JOURS

Jacques Lafaye *

Plus d'un millénaire avant la découverte de l'Amérique, l'esprit humain avait inventé les utopies. La civilisation hellénique nous a donné l'Atlantide, à travers les dialogues de Platon, dont *La République* peut passer à bon droit pour une utopie politique. La montagne de Sion et la nouvelle Jérusalem, sont également des utopies prophétiques, créations du messianisme judaïque. Le grand modèle des utopies chrétiennes médiévales et des utopies scientistes modernes demeure cependant *La Cité de Dieu* de Saint Augustin (1).

Dès lors pourquoi établir, ou prétendre le faire, un lien privilégié entre les utopies d'une part et, de l'autre, l'Amérique ? En premier lieu parce que l'acte de naissance juridique du monde américain, est utopique. Par les «*Capitulations de Santa Fé*», les souverains de Castille avaient fait Christophe Colomb «Gouverneur des terres découvertes et de celles qui pourraient l'être» (2). Il s'agit d'un contrat dont une des bases, le territoire, était alors imaginaire, tout autant que le serait une centaine d'années plus tard l'île Barataria, dont le seigneur Don Quichotte allait donner le gouvernement à son fidèle écuyer Sancho Panza (3). C'est la définition même du pays d'utopie, que de n'être nulle part ou, étymologiquement, un «non-lieu». Les cosmographes européens restèrent incapables, encore largement plus d'un siècle après le premier voyage de Colomb aux Antilles, de dessiner les contours de cette «terre d'Amérique», qu'ils hésitaient à rattacher à l'Asie ou à l'en disjoindre. Les conditions étaient donc propices pour inciter les adeptes de philosophes utopistes, ou de prophètes millénaristes, à projeter sur le Nouveau Monde leurs aspirations. Moines catholiques illuminés, juifs persécutés, huguenots dissidents, s'y portèrent spontanément ou y furent chassés ; les uns et les autres tentèrent d'y réaliser des communautés utopiques, dès les premières années du XVI^e siècle.

Comment n'être pas frappé par la coïncidence chronologique remarquable entre la date de publication ou de diffusion des plus importants traités utopiques modernes et les étapes des conquêtes européennes sur le continent américain. C'est en 1516 que parut à Louvain, *L'Utopie*

* Université de Paris IV

(4) par excellence, celle de Thomas More. Trois ans plus tard le conquistador Hernan Cortès entreprit la conquête du Mexique où, moins de vingt ans après, un évêque d'origine franciscaine allait tenter d'appliquer à la population indienne de son diocèse les principes de *L'Utopie*. Ce fut en vérité la seconde manifestation utopique au Mexique. Dès 1523 y étaient arrivés, à la demande de Cortès, les douze premiers évangélistes franciscains réformés (des «frères mineurs»), dont l'esprit était nourri de *l'Évangile éternel* (5), ouvrage utopico-prophétique d'un moine calabrais du XIIIe siècle, Joachim de Flore. Cent ans plus tard, exactement, fut publiée, à Francfort, l'autre grande utopie des temps modernes (avant celles du XIXe siècle s'entend), *La cité du soleil* (6), du dominicain Campanella, dont un autre ouvrage, *La monarchie universelle*, également utopique, était proposé comme un modèle idéal de l'empire des Habsbourg, qui comprenait les «Indes occidentales», c'est-à-dire l'Amérique. Un continent nouvellement découvert, aux frontières incertaines, habité par des populations jusqu'alors inconnues des Européens, était comme prédestiné à devenir le lieu géométrique des utopies.

La première en date des références de création de sociétés utopiques sur le continent américain est intéressante non seulement parce qu'elle inaugure une longue série, ininterrompue jusqu'à nos jours, mais parce qu'elle était alors sans précédent. Ce fut en 1537 que le frère mineur Vasco de Quiroga devint évêque de Michoacan, le pays tarasque, à l'ouest du Mexique. Les Indiens tarasques avaient fait échec à l'expansion de l'empire aztèque ; ils se révélèrent très réceptifs au message évangélique. Don Vasco, leur premier évêque, n'était pas un des douze premiers franciscains mais, comme le frère Jeronimo de Mendieta, il connaissait les prophéties de Joachim de Flore (7). Selon *L'Évangile éternel*, qui avait inspiré également Christophe Colomb, c'est d'Espagne que devrait venir «celui qui reconstruisait la Maison de la montagne de Sion» (8). L'esprit millénariste faisait espérer le Sixième Temps (dans l'économie chrétienne du salut) qui verrait la réforme des ordres monastiques et la renaissance de l'Église évangélique (9).

Dans un tel climat spirituel *L'Utopie* de Thomas More (inspirée en partie à son auteur par les désordres de l'Angleterre) venait à point. Il n'est pas aisé d'en résumer le contenu : retenons que les utopiens vivaient, selon More, sous un régime politique, si parfaitement juste qu'ils n'y avaient jamais rien changé depuis sa fondation. L'évêque Don Vasco de Quiroga (10) s'inspira du modèle de la société d'Utopie pour organiser en faveur de ses ouailles indigènes des «villages-hospices», qui assureraient à chacun des ressources et un équilibre harmonieux. L'expérience fut une réussite si remarquable que la mémoire de «Tata Vasco» est encore vénérée aujourd'hui dans le Michoacan, où certains villages bâtis selon le plan utopique subsistent. Au début du XIXe siècle, Alexandre de Humboldt (11) a rappelé que les Indiens appelaient encore Don Vasco leur père, et qu'ils avaient conservé la spécialisation dans

la production qu'il avait imposée aux villages tarasques.

Un peu plus tard, les missionnaires franciscains encore, et les jésuites, allaient créer dans le Nord mexicain (la Pima Alta, la Tarahumare, et surtout le Texas, la Californie) (12) des communautés indiennes théocratiques, de caractère patriarcal, sous leur autorité. Ces sociétés religieuses ont pu apparaître non seulement comme l'archétype des «réserves» d'Indiens d'aujourd'hui — ce fut surtout le cas des «reducciones» du Paraguay (13), mais comme des expériences utopiques, qui se sont parfois muées en de véritables états autonomes, capables de se défendre et même de faire des guerres préventives — contre les chasseurs d'esclaves de São Paulo, les «Bandeirantes». Ces terres de «misiones» (du Nord de l'Argentine actuelle au Sud des États-Unis), d'utopies réalisées qu'elles étaient en leur principe, sont devenues légendaires, surtout à partir de leur disparition au XVIII^e siècle, conséquence directe de l'expulsion des Jésuites d'Amérique hispanique.

Parallèlement se développa chez les Créoles d'origine hispanique (surtout à partir de la fin du XVI^e siècle), l'idée que l'Amérique était une nouvelle terre promise. Mexico fut assimilée audacieusement à la Nouvelle Jérusalem» (14) et le Pérou à un nouveau paradis terrestre, le «paradis occidental» (15). Ces mythes eschatologiques créoles ne faisaient que prolonger, sur des bases exégétiques souvent fragiles, les divagations des premiers découvreurs à la recherche de la fontaine de Jouvence, de l'île des Amazones ou des Sept Cités (16). La dévotion à la Vierge Marie, qui aurait élu l'Amérique comme séjour terrestre, a été un facteur important de la croyance utopique en un monde américain prédestiné par la providence (17). Avant d'être une «terre d'avenir», comme on la qualifia à partir du XIX^e siècle, l'Amérique fut le pays des «temps derniers» (18).

Dès le XVI^e siècle les sociétés utopiques du Nouveau Monde ont été une sorte de transposition au monde civil, laïc, de la règle des communautés religieuses, précisément des ordres mendiants (franciscains, dominicains, augustins) qui avaient été les premiers évangélistes. D'autre part, les très nombreux soulèvements et mouvements de dissidence indiens, comparables aux jacqueries des manants de l'Europe médiévale, ont eu également des composantes messianiques et pour moteur psychologique l'aspiration utopique à un royaume de justice (19). La revendication sociale (sous une forme évidemment différente de celle qu'elle prendra plus tard, à l'ère industrielle) était donc déjà présente en Amérique dans les utopies judéo-chrétiennes, greffées sur les croyances héritées des polythéismes indigènes, tout au long des trois siècles de la colonisation espagnole ou portugaise. Au tout début du XIX^e siècle, l'ex-jésuite chilien Emmanuel Lacunza, exilé en Italie en 1767 comme ses frères en religion, écrivit un traité de *La venida del Mesias en gloria y magestad* (20) qui nous apparaît comme une des dernières utopies millénaristes proprement dites. N'oublions pas, d'ailleurs, que les

mouvements agrariens ibéro-américains, encore en plein XXe siècle, ne sont pas fondamentalement différents des révoltes d'Indiens de l'époque coloniale, du point de vue qui nous occupe, le caractère utopico-messianique (21).

Au vrai il n'y eut pas de véritable discontinuité entre les utopies de la période coloniale et celles qui apparurent au moment des guerres de l'Indépendance. En effet, dans le prolongement de la rébellion de Tupac Amaru (22), l'utopie incaïque se manifesta sous forme d'une aspiration des libertadores à la restauration d'un âge d'or perdu : le général San Martín était censé arracher le fanion que Pizarro avait planté sur les Andes, pour faire renaître l'empire inca (23). Les chefs de l'Indépendance mexicaine, Hidalgo, et surtout Morelos et ses compagnons, invoquaient les mânes des caciques indiens comme celles de précurseurs vaincus ou suppliciés par Cortès ; ils hésitèrent entre plusieurs noms pour la Nouvelle Espagne qu'ils voulaient libérer du joug colonial : «Mexique» ou bien «Empire de l'Anahuac» (24). Les libérateurs éclairés du Vénézuéla, Bolívar et Miranda, furent plutôt influencés par des utopistes anglais comme Jeremy Bentham et aussi Joseph Lancaster. D'autre part, le grand dessein d'une Amérique du Sud confédérée, qui anima Simon Bolívar, apparaît avec le recul du temps, et à la lumière des réalités continentales, comme une grande utopie politique (25).

C'est toutefois dans les domaines socio-économiques que l'Amérique latine a été un champ d'essai fécond des doctrines utopiques modernes, qui appartiennent toutes à une même famille idéologique, le socialisme au sens le plus large. En effet le *dogme socialiste* (26) que fit paraître à Montevideo en 1839 l'écrivain argentin Esteban Etcheverría (l'auteur de «La captive») n'a vraiment rien de dogmatique et révèle plutôt un grand éclectisme, puisqu'il invoque tour à tour l'autorité de Saint-Simon, Lamennais, Tocqueville, Pierre Leroux (alors très en vogue) et Francis Bacon. On en pourrait dire autant de l'ouvrage intitulé *O Socialismo* (27) du brésilien Abreu e Lima, publié plus tard, en 1855, dans lequel les références à Charles Fourier et à Robert Owen – à côté de Saint-Simon – accentuent le caractère d'utopie sociale. L'Amérique latine ne fut donc pas principalement un foyer de création des idéologies socialistes utopiques ; elle fut essentiellement un terrain d'expérimentation des utopies conçues théoriquement en Europe.

Cette situation s'explique par l'interférence de deux conjonctures historiques, l'une américaine, l'autre européenne. Entre 1820 et 1830, à peu près, toutes les possessions continentales de l'Espagne et du Portugal accédèrent à l'indépendance (28) et, par voie de conséquence, la question de l'édification d'une nouvelle société (qui ne fût plus fondée sur le système des «castas») se posa aux jeunes états ibéroaméricains. Dans ces mêmes années les idées des précurseurs du positivisme de Comte et des diverses écoles du socialisme utopique, commencèrent à se répandre comme traînée de poudre, en Europe. Les noms de l'Anglais

Robert Owen (mort en 1858) et du Français Charles Fourier (mort en 1837) et surtout du comte de Saint-Simon (mort en 1825) suffirent à illustrer l'atmosphère intellectuelle.

La Révolution de 1830 à Paris, permit aux adeptes des socialistes utopistes d'expérimenter leurs idées en créant des coopératives, des colonies et des phalanstères, etc. Mais l'influence de Fourier se fit sentir plus tard en Amérique latine et celle de Saint-Simon surtout (29) d'une façon indirecte, à travers Auguste Comte.

Avant même que fussent tentées les premières expériences de communautés ou de phalanstères en Amérique, ce qu'on peut appeler le «christianisme social», tel qu'il fut exprimé dans *Le nouveau christianisme* (30) de Saint-Simon en 1824 et, dix ans plus tard, dans *Les paroles d'un croyant* (31) de Lamennais, ébranla les consciences des milieux intellectuels et politiques. Ce qu'il est convenu d'appeler en Argentine l'esprit «de Mayo» (32) inclinait déjà en ce sens : la fraternité humaine, la foi en l'éducation et au progrès, la soif de liberté. En même temps que ces thèmes, dont les uns venaient des Lumières du XVIII^e siècle et les autres (l'esprit libertaire) étaient liés au libéralisme et au romantisme, se développa une première version d'un populisme nationaliste. La pensée de Mazzini, le théoricien de l'unité italienne et les équipées militaires de Garibaldi, ont joué un grand rôle dans la cristallisation de l'utopie nationale-démocratique, comme l'a pertinemment souligné Carlos Rama, dans un ouvrage classique (33).

Une ère nouvelle s'ouvrit en Amérique latine, comme un contrecoup direct de la Révolution de 1848 en France et des événements qui suivirent, en particulier le coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte. Le nouvel empereur précipita vers l'exil un grand nombre des socialistes utopiques, qui avaient fait 48, en particulier les plus actifs et les plus éminents théoriciens. L'Amérique, plus que comme une simple terre d'asile, leur apparut comme un nouvel Eden, où semer leurs idées pour en récolter bientôt les fruits. On est frappé par l'importance massive du rôle de l'immigration dans le développement des «colonies» utopiques expérimentales, dont les initiateurs furent presque toujours des Européens : l'Anglais Owen (au Texas), le Français Infantin (au Mexique), l'Italien Rossi (au Brésil), le Grec Rhodakanaty (au Mexique), l'Espagnol Ramon de la Sagra (à Cuba), le Français Jean Benoît Mure (un médecin lyonnais) etc... La voie avait été ouverte par une Franco-péruvienne, la célèbre Flora Tristan — qui se trouve d'ailleurs être la grand-mère du peintre Paul Gauguin... Il faut introduire des distinctions dans le désordre géographique, et cosmopolite de cette énumération, au demeurant incomplète.

Après 1848 le courant fouriériste, à travers un éminent disciple de Fourier, Victor Considérant (34) qui fit un premier voyage au Texas, en 1852, devait jouer un rôle exemplaire. Dans son grand œuvre, la *théorie de l'unité universelle* (35), Fourier avait placé le «magnat» du monde

au Mexique (cette idée nous semble avoir été inspirée par Humboldt). V. Considérant fonda en 1855 le phalanstère de «La Réunion» (à proximité de l'emplacement de la ville actuelle de Dallas) ; cette colonie réussit à se maintenir jusqu'en 1863 ; elle avait réuni environ trois cents colons. Considérant profita de l'intervention française au Mexique pour écrire une lettre-programme au maréchal Bazaine et l'on peut, avec S. Zavala, se poser la question de savoir si cette démarche eut une influence sur un décret favorable aux péons des haciendas, que fit voter, en 1865, l'impératrice Charlotte.

Ce dernier exemple, parmi d'autres, nous montre que les utopistes ne répugnaient pas à faire appel à des gouvernements d'une légitimité incertaine, ou même à des tyrans. Fourier tenta de persuader le dictateur du Paraguay, le fameux Docteur Francia — dont le romancier Roa Bastos a écrit la biographie imaginaire sous le titre *Yo, el Supremo* (36) et son disciple Tandonnet suivra cette voie, en essayant d'obtenir du tyran argentin Rosas, l'initiative d'une colonie phalanstérienne. Les Saint-Simoniens n'hésitèrent pas à s'adresser à des banquiers, Michel Chevalier aux frères Péreire ; le vicomte de Maua, au Brésil, était lui-même un banquier. Il est bien clair qu'une unité de vue démocratique et libertaire n'existait pas entre les différents courants du progressisme utopiste.

La tendance dominante, d'origine saint-simonienne, l'emporta sous la forme du positivisme d'Auguste Comte. Le phénomène a été amplement étudié pour le Mexique, par Leopoldo Zea (37) ; des travaux de moindre ampleur lui ont été consacrés pour d'autres pays d'Amérique latine, en premier lieu le Brésil, où la «religion positive» (38) se substitua littéralement à la religion catholique, dans une partie de la population (l'élite urbaine principalement). Deux des trois termes de la devise positiviste : «l'Amour pour principe, l'Ordre pour base, le Progrès pour but», sont encore inscrits sur le pavillon national brésilien. Au Mexique, sous le gouvernement de la Réforme, présidé par Benito Juarez (qui est encore aujourd'hui pour les Mexicains la référence suprême), la philosophie positive devint l'idéologie officielle (38) ; elle le demeura pendant tout le long «règne» du général Porfirio Diaz, auquel mit fin la Révolution de 1910.

Durant cette période qui couvre la seconde moitié du XIX^e siècle, les expériences de colonies utopiques ne furent pas d'un succès durable, mais il y en eut de nombreuses : «Icariens», d'Étienne Cabet au Texas, «Owenistes» à Topolobampo (Sinaloa), socialistes néo-australiens au Paraguay (colonie «Cosme»), école-phalanstère à Chalco (Mexique), fouriéristes au Brésil avec les colonies d'Oliveira et de Palmitar (Santa Catarina), colonie de la Cecilia (Parana), fondée par Giovanni Rossi, colonie anarchiste «Cosmos», au Brésil aussi. Toutes ces «colonies» sont encore imparfaitement étudiées ; on en saura beaucoup plus lorsque P.L. Abramson aura terminé les recherches qu'il a entreprises sur ce sujet.

Sans prétendre aboutir à une vision systématique de ces courants d'idées utopiques et du foisonnement de publications et d'initiatives concrètes telles que les multiples créations de « colonies », on peut remarquer deux grandes orientations. L'une, la plus cohérente du point de vue théorique, dérive de l'œuvre de Saint-Simon et atteint son apogée avec l'adoption de la « philosophie positive » (ou même de la « religion positiviste ») (39) d'Auguste Comte par l'État au Mexique et au Brésil, et sa large diffusion en Argentine et au Chili, notamment. Selon cette tradition, l'accent est mis sur l'ordre social et politique ainsi que sur le développement économique (construction de chemins de fer, etc.) ainsi que sur le progrès des sciences et des techniques (40). Ce programme a été accompagné d'un anticléricalisme militant, le clergé catholique étant accusé d'entretenir l'obscurantisme. La tendance fourriériste demeura par comparaison un peu marginale et ses réalisations épisodiques. Mais dans les deux cas, l'aspiration au progrès sous forme d'une organisation supérieure du travail et de la société, ont eu un rôle central.

Tel ne fut pas le cas, après 1848, des colonies anarchistes d'inspiration proudhonienne, garibaldienne et bakouniniste plus tard. Si, comme il est aisé de le comprendre, ces courants libertaires n'eurent pas la faveur des gouvernements autoritaires de l'Amérique latine au siècle passé, ils ont eu des prolongements importants dans le syndicalisme ouvrier du XXe siècle. Anarchiste et surtout égalitariste fut notamment la « Société de l'égalité », créée par deux jeunes chiliens, qui avaient séjourné à Paris et rêvèrent (d'une façon totalement idéaliste) de refaire dans leur pays les Trois Glorieuses. Après divers incidents, la conspiration qu'ils avaient ourdie incita le gouvernement de Montt à dissoudre la société et à exiler ses animateurs, en 1850. Arrêté au Chili, Francisco Bilbao se réfugia ensuite en Argentine et, dans ses écrits, prendra nettement ses distances à l'égard des idées de Saint-Simon et des épigones positivistes et fourriéristes (41).

Plus tard, en 1868, la rébellion de Juan Bustamante au Pérou, fut une tentative de répétition, ou de transposition, de la Révolution de 48 à Paris. Vers 1840 l'ingénieur français Vauthier avait peut-être introduit le socialisme utopique à Recife. Une œuvre comme le *voyage en Icarie* (42) d'Étienne Cabet, qui aboutit à la création d'une colonie anarchiste au Texas, puis en Illinois, eut une grande diffusion dans tout le continent. La tentative de Rhodakanaty de créer une communauté agraire avec des paysans mexicains, vers 1860, fut un projet révolutionnaire, rappelant, selon Carlos Rama, les idées de Bakounine, plutôt qu'une entreprise fourriériste.

Ces initiatives éphémères pour faire vivre des colonies utopiques, ces révoltes réprimées et surtout, peut-être, la masse des traductions de Fourier, Lamennais, Auguste Comte, Proudhon et des publications périodiques socialistes, utopistes, anarchistes, laissèrent des traces pro-

fondes dans beaucoup d'esprits. Privilège, au début, des fils de famille qui avaient fait des études en Europe, ou des immigrants européens eux-mêmes (l'immigration elle-même n'était-elle pas une utopie ?) les idées, vraiment nouvelles alors, des utopistes français et anglais s'étaient vulgarisées. On les retrouve aux origines du syndicalisme ouvrier, en particulier au Chili, au Mexique, en Argentine et en Uruguay (43) (comme en France où l'anarcho-syndicalisme a joué un grand rôle jusqu'à la Deuxième Internationale). A l'épreuve des événements, ces mouvements ouvriers embryonnaires ne seront pas d'un poids suffisant, face à l'écrasante supériorité numérique du monde rural et aux racines anciennes de ses convulsions, ainsi pendant la Révolution mexicaine.

Les rébellions paysannes (indiennes) ont continué pendant toute cette période à être marquées d'un sceau utopique, par exemple celle de Julio Chavez Lopez au Mexique, qui se produisit la même année que celle de Juan Bustamante au Pérou, en 1868. Plus tard, pendant la Révolution mexicaine de 1910, le mouvement zapatiste et le mouvement «cristero», qu'on a souvent à tort opposés l'un à l'autre, ont été guidés par des chefs charismatiques vers un retour utopique à un âge d'or perdu. Ces deux cas ont été amplement étudiés en France, respectivement par François Chevalier (44) et par Jean Meyer (45) ; aux États-Unis par John Womack (46) ; il n'est donc pas nécessaire d'y insister ici. Notons seulement que par leur composante religieuse essentielle, la Vierge de Guadalupe et le Christ Roi pris pour emblèmes de la révolte, ces deux grands soulèvements paysans, ont été plus proches des jacqueries messianiques des siècles passés, que des utopies socialistes ou scientifiques du XIXe siècle, avec lesquelles ils n'avaient aucun rapport. La même remarque s'appliquerait aux communautés chrétiennes inspirées par la «théologie de la libération» (47).

L'héritage des philosophies utopiques du siècle dernier, qu'elles soient d'origine française (surtout) ou anglaise, qu'elles soient parvenues en Amérique latine grâce à l'émigration de révolutionnaires réfugiés de Paris ou de Vienne, ou à travers des éditions et des traductions, doit être cherché dans deux directions principales. D'abord, répétons-le car c'est important, dans l'idéologie des mouvements ouvriers ; d'autre part dans l'idéologie politique. Dans ce dernier domaine, il s'agit le plus souvent d'une sorte d'idéalisme humaniste, qui, avec ses variantes historiques et nationalistes, peut aller de la pensée d'un Flores Magon au Mexique, à celle d'un Gonzalez Prada, au Pérou. C'est dire que l'État peut être un récupérateur d'une telle pensée et priver éventuellement l'utopie de son ressort romantique et anarchique, pour la muer en discours officiel.

Aux yeux des Européens, dans les crises graves, de la crise spirituelle du XVIe siècle, et la Révolution de 48, à la Deuxième Guerre mondiale, l'Amérique (qu'elle soit latine ou anglo-saxonne) n'a jamais cessé d'apparaître comme un refuge et un recours contre la fatalité de l'his-

toire. Lorsque les huguenots français, encouragés par l'amiral Coligny, fondèrent au Brésil la « France antarctique » (50), leur éphémère utopie ouvrit une voie, que n'a pas encore fermée dans les années quarante de ce siècle l'écrivain autrichien Stephan Zweig, lorsqu'il écrivit à Rio *Brésil, terre d'avenir*. Dans ces mêmes années tragiques de l'histoire européenne moderne, un chrétien inspiré comme le Français Georges Bernanos tenta d'implanter son phalanstère familial dans la Chaco paraguayen, puis à Pirapora au Brésil (51). Le mirage américain n'a rien perdu de sa vertu fascinatrice, même si la « France antarctique » a tourné au désastre, même si Bernanos est revenu, désenchanté, mourir en France, même si Zweig mit fin à ses jours à Petropolis, en cette terre brésilienne qu'il avait rêvée « de résurrection ». L'image conceptuelle des utopies scientistes et l'eschatologie judéo-chrétienne, la foi en un règne de justice, n'ont cessé d'interférer et continueront longtemps encore, sans doute, à susciter en Amérique latine l'apparition de mouvements et de communautés populaires plus ou moins évangéliques (52), plus ou moins socialistes, toujours messianiques et utopistes, dans un climat charismatique.

Si l'utopie a la vie dure, c'est qu'elle se nourrit des malheurs de l'humanité et, depuis bientôt un demi millénaire, l'espérance utopique du monde occidental a élu pour séjour l'Amérique, un « éternel » Nouveau Monde.

NOTES

N.B. Qu'il nous soit permis de renvoyer le lecteur à notre article complémentaire: *Movimientos mesianicos y líderes carismaticos en la América latina moderna*, *La Gaceta del Fondo de Cultura Economica*, numéro 124, abril de 1981, Mexico D.F. (Extrait du livre sous presse : *Mesías, cruzadas, utopias*).

(1) Étienne Gilson, *Les métamorphoses de la Cité de Dieu*, Publications universitaires de Louvain. - J. Vrin, 1952.

(2) *Capitulaciones que otorgaron los Reyes Catolicos a Cristobal Colon antes de que fuese a descubrir al Nuevo Mundo*, Santa Fe de la Vega de Granada, 17 de abril de 1492 (Archivo General de Indias, P, 8-1).

(3) Cervantes, *El Ingenioso hidalgo Don Quijote de la Mancha*, IIa Parte, capit. XLII. De los consejos que dio don Quijote a Sancho Panza antes que fuese a gobernar la insula (...). Ed. Martin de Riquer. Editorial Juventud, Barcelona, 1958, p. 837 sq.

(4) Thomas More, *L'Utopie*, trad. et commentaires par Marie Delcourt, La renaissance du livre, s.d.

(5) Joachim de Flore, *L'Évangile éternel*, trad. par Emmanuel Aegerter, Éditions Rieder, Paris, 1928.

(6) Thomas Campanellae, *Civitas solis, Poetica idea republicae philosophicae*, Utrecht, 1643, et *Monarchia Messiae* (1633). cf. E. Gilson, *op. cit.*, ch. VI, p. 182 sq.

(7) John Leddy Phelan, *The Millennial Kingdom of the Franciscans of the New World* (2nd ed. revised, University of California Press, 1970).

(8) Marjorie Reeves, *The Influence of Prophecy in the later Middle Ages - A Study in Joachimism*, Part III, ch. VI, p. 360.

- (9) Joachim de Flore, *op. cit.*, t. II, pp. 405-406.
- (10) Silvio Zavala, *La utopía de Tomas Moro en la Nueva España*, éd. José Porrua e hijos, Mexico, 1937 et aussi, du même auteur, *Recuerdo de Vasco de Quiroga*, éd. Porrua, Mexico, 1965, ainsi que divers articles sur le même sujet, dont, en France, *Personalidad de Vasco de Quiroga*, in *Les Cultures ibériques en devenir* (Hommage à la mémoire de Marcel Bataillon), p. 483 sq., éd. Fondation Singer Polignac, Paris, 1979.
- (11) Alexandre de Humboldt, *Essai politique sur le royaume de la Nouvelle Espagne*, Paris, 1811, Livre III, ch. VIII, (p. 306, vol. II).
- (12) Francisco Javier Alegre, *Historia de la Provincia de la Compania de Jesus de Nueva España*, éd. por Ernest J. Burrus y Félix Zubillaga (S.J.), Rome, 1956-1960 (4 vol.).
- (13) Magnus Mørner, *The political and economic activities of the Jesuits in the La Plata Region*, Stockholm, 1953.
- (14) Jacques Lafaye, *Quetzalcoatl et Guadalupe. La formation de la conscience nationale au Mexique*, Bibl. des Histoires, Gallimard, 1974, Livre I, IIe partie, ch. III, p. 129 sq.
- (15) Antonio de Leon Pinelo, *El paraíso en el Nuevo Mundo* (1650), éd. por Raul Porras Barrenechea, Lima, 1943.
- (16) Enrique de Gandia, *Historia crítica de los mitos y leyendas de la conquista americana*, Buenos Aires, 1946.
- (17) Jacques Lafaye, *op. cit.*, Livre III, ch. I, part. p. 298 sq.
- (18) Thomas Malvenda (O.P.), *De Antechristo*, Roma, 1604, Livre IV, ch. XXI, et Antonio Vieira (S.J.), *Historia do Futuro*, sur Malvenda voir J. Lafaye, *Le Messie dans le monde ibérique, Mélanges de la Casa de Velazquez*, t. VII, 1971. Sur Vieira, voir Raymond Cantel, *Prophétisme et messianisme dans l'œuvre d'Antonio Vieira*, éd. Hispano-américanas, Paris, 1960.
- (19) Joseph Neumann (SJ), *Révoltes des Indiens tarahumars*, trad. Luis Gonzalez R., Travaux et mémoires de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, 24, Paris, 1969.
- (20) Emmanuel Lacunza, *La venida del Mesias en gloria y magestad (...)*, Cadix, 1812.
- (21) *Les mouvements indiens paysans aux XVIIIe, XIXe et XXe siècles*, Symposium coord. par Henri Favre, *Actes du XLIIIe Congrès International des Américanistes* (Paris, 1976), vol. III, pp. 8-214.
- (22) Juan José Vega, *José Gabriel Tupac Amaru*, Lima, 1969.
- (23) José Santos Chocano, *Alma América*.
- (24) J. Lafaye, *op. cit.*, Livre I, ch. V, part. p. 165, sq.
- (25) Bolivar. *Choix de lettres, discours et proclamations*, trad. Ch. V. Aubrun, Introd. A. Uslar Pietri, Travaux et mémoires de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, 17, Paris, 1966.
- (26) Esteban Etcheverría, *Dogma socialista*, éd. Universidad Nacional de la Plata, 1940.
- (27) José I. Abreu e Lima, *O socialismo*, Recife, 1855.
- (28) Victor L. Tapié, *Histoire de l'Amérique latine au XIXe siècle*, Aubier, 1945.
- (29) Sur Saint-Simon, voir l'ouvrage classique de Sébastien Charletty, *Histoire du saint-simonisme*, Paris, 1931.
- (30) Saint-Simon, *Le nouveau christianisme*, Paris, 1824.
- (31) Lamennais, *Paroles d'un croyant*, Paris, 1834.
- (32) *Mayo en la bibliografía*, éd. Universidad de Buenos Aires, 1961.
- (33) Carlos M. Rama, *Utopismo socialista*, Biblioteca Ayacucho, 1977, p. XII.
- (34) Silvio Zavala, *Victor Considérant et le problème social au Mexique*, Revue historique, janvier-mars 1968, pp. 19-28.
- (35) Charles Fourier, *Théorie de l'unité universelle*.

- (36) Augusto Roa Bastos, *Yo el Supremo*, éd. Siglo XXI, Argentina, 1974.
- (37) Leopoldo Zea, *El positivismo en Mexico*, éd. Fondo de Cultura, Mexico, 1943.
- (38) Leopoldo Zea, *op. cit.*, et aussi Justo Sierra, *Obras completas*, éd. UNAM, Mexico.
- (39) Auguste Comte, *Catéchisme positiviste*, Paris, 1852 et *Système de politique positive*, 1851.
- (40) Daniel Cosío Villegas, *Historia moderna de Mexico - El porfiriato*, éd. Fondo de Cultura.
- (41) Carlos M. Rama, *op. cit.*, pp. XLII-XLIII.
- (42) Étienne Cabet, *Voyage en Icarie*.
- (43) Victor Alba, *Historia del movimiento obrero y social latinoamericano contemporaneo Mexico*, 1964 et Jean Meyer, *Les ouvriers dans la Révolution mexicaine (...)*, *Annales ESC*, janvier 1970.
- (44) François Chevalier, *Un facteur décisif de la révolution agraire au Mexique : le soulèvement de Zapata*, *Annales ESC*, janvier 1969.
- (45) Jean Meyer, *La Cristiada*, éd. Siglo XXI, Mexico, 1973-1974.
- (46) John Womack, *Zapata and the Mexican Revolution*, New York, 1969.
- (47) F.C. Cogorno Vazquez, *Introduction à l'étude de l'Église populaire* (Thèse de IIIe cycle). Paris Sorbonne, 1979.
- (48) Enrique Krauze, *Caudillos culturales de la revolucion mexicana*, Siglo XXI, Mexico, 1976.
- (49) Manuel Gonzalez Prada, *Anarquia*, éd. Ercilla, 1940 (3a éd.).
- (50) Jean de Léry, *Histoire d'un voyage fait en la terre de Brésil*, Genève, 1578.
- (51) Jean-Jacques Lafaye, «Stephan Zweig et Georges Bernanos au Nouveau Monde», *Culture*, vol. VIII, numéro 1, Unesco, Paris, 1981.
- (52) Maria Isaura Pereira de Queiroz, «Images messianiques du Brésil», *Sondeos*, numéro 87, Centro intercultural de documentacion, Cuernavaca, 1972.

JACQUES LAFAYE
*L'AMÉRIQUE LATINE :
TERRE D'UTOPIE DU XVII^e SIECLE
A NOS JOURS*

Depuis un demi millénaire l'espérance utopique du monde occidental a élu pour séjour l'Amérique. L'image conceptuelle des utopies scientistes, l'eschatologie judeo-chrétienne, la foi en un règne de la justice n'ont cessé d'interférer. Dès le XVII^e siècle, les sociétés utopiques du Nouveau Monde se sont nourries des utopies forgées théoriquement en Europe sans connaître de véritable discontinuité jusqu'à l'Indépendance. C'est toutefois dans les domaines socio-économiques que l'Amérique latine a été un champ fécond d'expérimentation des doctrines utopistes modernes.

JACQUES LAFAYE
*AMÉRICA LATINA, TIERRA DE
UTOPIA DESDE EL SIGLO XVI*

Desde hace medio milenario la esperanza utopica del mundo occidental se ha trasladado hacia America. La imagen conceptual de las utopias cientistas, la escatologia judeo-cristiana, la fé en un reino de justicia no cesaron de producir interferencias. Desde el siglo XVI, las sociedades utopicas del Nuevo Mundo se alimentaron con las utopias forjadas teoricamente en Europa sin conocer verdadera discontinuidad hasta la Independencia. Sin embargo es en los dominios socio-economicos que América latina fué un campo fértil de experimentacion de las doctrinas utopistas modernas.

JACQUES LAFAYE
*AMERICA LATINA : TERRA DE
UTOPIA DO SÉCULO XVI ATÉ
HOJE*

Faz meio milênio que a esperança utopica do mundo occidental escolheu America como estadia. A imagem conceptual das utopias cientistas, a escatologia judeo-cristiana, a fé no reino da justiça nao deixaram de interferir. Desde o século XVI, as sociedades utopicas forjadas teoricamente na Europa sem conhecer uma verdadeira discontinuidade até a Independencia. Mas é nas aeras socio-économicas que America Latina foi um campo fecundo de experimentação das doutrinas utopistas modernas.

JACQUES LAFAYE
*LATIN AMERICA : UTOPIA LAND
FROM THE XVIIth CENTURY TO
THE PRESENT DAY*

For half a thousand years the Western world's utopian aspiration has chosen its abode in America. The conceptual image of scientific utopias, Judeo-Christian eschatology, faith in the reign of justice have not stopped interacting. From the XVIIth century utopian societies of the New World have fed off utopias that were theoretically forged in Europe without being aware of real discontinuity until Independence. It is nevertheless in socio-economical fields that Latin-America has been a rich field of experimentation in modern utopian doctrines.

URBANISME ET ARCHITECTURE EN AMÉRIQUE LATINE

Yves Bruand *

Aborder le problème de la créativité en matière d'architecture dans un domaine aussi vaste que l'Amérique latine est une tentative délicate. Mais nous tentons le pari car telle est la règle du jeu... Et limitons-nous au domaine chronologique de la période coloniale.

Il existe des traits communs à l'Amérique espagnole et à l'Amérique portugaise. Dans les deux cas les conquérants se sont installés pour exploiter en faveur de la métropole les richesses minières et agricoles des pays conquis ; la création des villes et des grandes plantations (*haciendas* ou *fazendas*) ont correspondu à la fois à une volonté de quadriller les nouveaux territoires afin de mieux les dominer et à la mise en œuvre de la politique économique susdite. Ces préoccupations matérielles furent accompagnées d'un souci d'évangélisation et de conversion des Indigènes qui firent du clergé séculier et surtout régulier des auxiliaires capitaux de la Conquête. Les ordres religieux bénédictins, franciscains, mercédaires et surtout jésuites jouèrent un rôle de premier plan et se virent systématiquement accorder des emplacements privilégiés dans les villes nouvelles. L'architecture religieuse a été l'élément moteur du développement urbain et le fleuron principal de la créativité architecturale.

Les différences sont malgré tout plus importantes encore. Espagnols et Portugais ont transféré de l'autre côté de l'Atlantique l'architecture de leur pays d'origine en l'adaptant aux moyens techniques et aux ressources plus ou moins limités dont ils disposaient sur place, si bien que ce sont deux mondes architecturaux bien distincts que nous y retrouvons. Même l'union des deux couronnes entre 1580 et 1640 n'a laissé aucune trace au Brésil qui continua à être administré de Lisbonne. Les seuls édifices hispano-américains qu'on y rencontre, dans les anciennes missions jésuites de l'actuel Rio Grande do Sul, se trouvent en effet dans des territoires qui appartenaient à la mouvance castillane et ne furent annexés que tardivement.

* Université de Toulouse Le Mirail

– L'URBANISME

La principale caractéristique de l'urbanisme en Amérique espagnole est la rigueur du plan de la plupart des villes qui ont été créées ou développées. L'adoption du plan en damier, avec des places constituées par la non-construction d'une ou de plusieurs cases de ce damier et des rues débouchant sur ces places par les angles a été le parti préféré des fondateurs. Les édifices publics civils et religieux étaient implantés sur le pourtour des places et une stricte hiérarchie établie, particulièrement nette lorsqu'il s'agissait d'une capitale ou d'un chef-lieu de circonscription où la *Plaza Mayor* regroupait sur ses côtés la cathédrale, le palais du gouverneur et l'hôtel de ville. Ce schéma d'urbanisation avait été codifié par les *Ordenanzas de descubrimiento y poblacion* édictées en 1573 par Philippe II (148 articles dont 44 sur les règlements concernant les villes nouvelles : choix des sites, forme et éléments des villes, répartition des maisons) ; il est en fait bien antérieur et déjà contenu dans les diverses instructions dictées par les rois d'Espagne à leurs représentants en Amérique et aux *conquistadores*. Il y a donc eu dès l'origine une intervention du pouvoir politique et de l'administration centrale pour imposer un urbanisme cohérent fondé sur un dessin géométrique régulier dont la répétition des éléments permettait un développement continu. Le schéma-type apparaît à Lima dès 1535 : damier parfait avec îlots carrés, place principale bordée sur trois côtés par la cathédrale, la maison du gouverneur et le conseil municipal (*Cabildo*). Il fut repris dans les créations qui se succédèrent : Bogota (1538), Santiago (1541), Buenos Aires (1536 et 1580), Antigua au Guatemala (1543). Dans les villes construites sur l'emplacement des anciennes cités précolombiennes comme Mexico, Cuzco et Quito dont le plan était lui-même très régulier, le tracé antérieur a joué un rôle décisif dans la mesure où l'architecture indigène fut fréquemment réutilisée comme fondations des nouvelles constructions. Ce serait toutefois une erreur de conclure que le plan-type imposé par les Espagnols en Amérique est né de cette influence. Il était déjà en germe à Saint-Domingue, et les instructions envoyées à Pedrarias Davila lors de son débarquement sur le continent en 1514 étaient catégoriques : il devait fonder des cités ordonnées, avec place, église, rues tracées en ligne droite. Le schéma d'urbanisation adopté ne découle pas non plus de l'application des théories urbanistiques de la Renaissance italienne qui prônait avant tout une conception radiale ; c'est en fait la poursuite de la tradition des villes neuves du Moyen Age, développée avec des moyens exceptionnels à l'échelle d'un continent ou les espaces libres ne manquaient pas. Le parti adopté avait de nombreux avantages : il était simple à réaliser ; il offrait un cadre monumental cohérent, illustrant une politique de prestige avec mise en valeur des principaux éléments d'architecture et établissement d'une hiérarchie stricte ; il correspondait au goût de régularité et de symétrie

qui s'imposait de plus en plus à cette époque ; il permettait enfin une croissance organique par adjonctions successives convenant parfaitement à un programme de développement progressif nécessaire pour des fondations *ex nihilo*. Les seules créations qui ont échappé partiellement à la rigueur du plan préétabli sont les villes minières de montagne et certains ports où la topographie rendait difficile l'adaptation d'un schéma trop rigide ; mais même dans ce cas, il y eut toujours un souci de maintien d'une composition relativement claire et ordonnée, bien que plus souple.

Il en alla tout différemment avec les colonisateurs portugais au Brésil. Abordant une contrée uniquement peuplée de tribus indiennes encore à l'âge de pierre, ils accordèrent la priorité aux nécessités de défense et leur choix se porta tout naturellement sur les sites faciles à protéger lorsqu'ils créèrent des agglomérations. Leur préférence marquée pour les collines et les crêtes dominant la côte ou les cours d'eau riverains, correspondait d'ailleurs à une tradition bien établie au Portugal et leur permettait de recréer l'ambiance de leur pays, souci bien caractérisé, que nous retrouverons dans l'architecture. L'absence d'une politique de prestige imposée par l'administration royale et le fait que les initiatives furent presque toujours laissées à des particuliers ou à des ordres religieux, conduisirent à un désir d'opérer aux moindres frais. On se garda donc d'effectuer les aménagements non indispensables, on contourna les obstacles, on attaqua les pentes par le biais le plus facile pour l'ouverture des voies de communication sans se préoccuper outre mesure d'éventuels tracés sinueux s'accrochant aux courbes de niveaux. Olinda (Pernambouc), fondée en 1535, nous offre un exemple significatif de cette manière d'agir. Un comportement similaire se retrouva au XVIII^e siècle dans l'intérieur du pays lorsque la ruée des chercheurs d'or sur les sites où avaient été découverts des gisements conduisit à une intense urbanisation des zones minières. La souplesse du réseau de voirie n'excluait cependant pas une certaine recherche de régularité lorsque le terrain le permettait, surtout lorsqu'il s'agissait de villes auxquelles était confié un indiscutable rôle de représentation comme Salvador (Bahia), la première capitale du Brésil. Fondée en 1549 sur une éminence bordant la baie de tous les Saints par le premier gouverneur général du Brésil, Tomé de Souza, envoyé par le roi avec cette mission spécifique, la cité ne tarda pas à s'étendre sur les collines voisines le long des lignes de crête, puis à se doubler d'une seconde agglomération bâtie près du port au pied de la falaise. Les représentations du XVII^e siècle nous montrent l'habileté des maîtres d'œuvre portugais à effectuer la synthèse d'un canevas ordonné convenant à la noblesse d'une ville neuve avec l'exploitation d'un site étroit et haut perché, au contour varié, excellent pour une place forte mais difficile à relier avec ses excroissances lorsque le noyau primitif fut devenu insuffisant. Les vastes places bordées par les principaux monuments publics aéraient une composi-

tion aux rues droites, inspirée par un schéma orthogonal de base adroitement infléchi, appliqué sans aucune rigidité. Contrairement aux capitales espagnoles, il n'y avait pas de place principale concentrant les édifices les plus représentatifs, mais dispersion de ceux-ci sur diverses places entre lesquelles il n'existait pas de hiérarchie. Les soucis de perspective et de mise en valeur des monuments importants n'étaient pas négligés, résultant plus toutefois d'une exploitation intelligente du site que d'une planification préétablie. Le maintien de la vue sur la baie dans certains cas privilégiés relevait du même souci.

Si les Portugais ont eu tendance à reconstituer en Amérique le cadre urbanistique de la métropole, il en alla également ainsi pour les Hollandais lorsqu'ils s'établirent à Pernambouc (1630-1654) ; abandonnant Olinda, ils développèrent à quelques kilomètres de là le port de Récife dans une zone marécageuse au confluent de deux cours d'eau ; ils y tracèrent des canaux et aujourd'hui encore la ville a conservé une certaine empreinte de cette occupation qui n'a pourtant duré qu'un peu plus de vingt ans. Les divers pays colonisateurs ont donc marqué de leur sceau l'Amérique latine. Ce sont indiscutablement les Espagnols qui ont eu la politique urbanistique la plus cohérente et la plus créatrice. L'imposition d'un damier coordonné et hiérarchisé, même si on relève des précédents dans l'Antiquité et l'Europe médiévale, a été érigée en système et menée avec une ampleur totalement nouvelle. Les Portugais en revanche se sont avant tout souciés de reproduire le cadre urbain de la métropole en s'adaptant au site et aux conditions locales ; ils ont pratiqué un urbanisme au coup par coup fort éloigné des préoccupations théoriques en matière de plan ou de tracé, mais ils ont su faire preuve d'originalité dans la mise au point des solutions pratiques adoptées.

– L'ARCHITECTURE

La politique urbanistique des Espagnols en Amérique impliquait un développement parallèle et immédiat d'une architecture de qualité et de prestige. Les conquérants hispaniques construisirent donc dès leur installation d'importants édifices religieux et civils dont un nombre appréciable est encore conservé. Cette activité architecturale ne cessa de prendre de l'ampleur avec le développement des colonies. Les matériaux utilisés furent la pierre dans les régions qui en possédaient, la brique, le bois et le pisé. Les diverses techniques étaient couramment pratiquées en Espagne et architectes et maçons venus de la péninsule les appliquèrent immédiatement en Amérique. Sur le plan stylistique également l'architecture hispano-américaine fut étroitement liée à celle de la métropole pendant toute la période coloniale, bien qu'il y ait eu une certaine diversification locale qui alla s'accroissant du XVI^e au XVIII^e siècles. Dans un premier temps les styles gothique et plateresque s'imposèrent concurremment à Saint-Domingue puis sur le continent, notamment en

Nouvelle Espagne, mais le vocabulaire architectonique de la Renaissance supplanta rapidement celui du gothique, même dans l'architecture religieuse. L'influence *mudéjar*, surtout sensible dans la décoration interne des charpentes (*artesonado*) et dans la confection des jalousies couvrant les fenêtres et balcons des maisons, demeura en revanche présente tardivement. Les cathédrales des XVI^e et XVII^e siècles s'inspirèrent de leurs congénères andalouses de Grenade et Jaen, privilégiant le parti à triple vaisseau alors que les églises de couvents furent généralement à nef unique bordée ou non de chapelles latérales. Les traits locaux spécifiques sont dûs à des circonstances particulières, comme le renforcement des murs et des contreforts qui donnent aux édifices un aspect massif dans les régions sujettes aux tremblements de terre. Il faut toutefois signaler la nouveauté des édifices destinés à l'évangélisation des Indiens. Les couvents se dotèrent en bien des cas d'un atrium avec des oratoires (*posas*) aux angles et une chapelle ouverte sur le portique de l'atrium afin que les non-chrétiens puissent assister à l'office sans pénétrer dans le sanctuaire. Les Indiens étaient d'ailleurs habitués aux cérémonies religieuses en plein air et c'était un moyen efficace de les attirer. Si les chapelles de ce type disparurent à la fin du XVI^e siècle avec la conversion volontaire ou imposée des Indigènes, dont le nombre avait d'ailleurs diminué drastiquement du fait des ravages provoqués par les épidémies importées par les Européens, l'atrium à *posas* se maintint longtemps. Les villages de missions et notamment les réductions jésuites du Paraguay correspondaient aussi à un programme entièrement nouveau et donnèrent lieu à des ensembles ordonnés très simples dans leur conception essentiellement fonctionnelle. La main-d'œuvre indienne a parfois laissé sa marque dans la décoration peinte ou sculptée mais son influence est toujours restée marginale. Le baroque s'est développé tardivement, à la fin du XVII^e siècle et surtout au XVIII^e, comme en Espagne d'ailleurs. Il n'a guère affecté la structure des églises où la tradition maniériste est restée prédominante. L'accent a en revanche été mis sur la décoration intérieure (*yeserías*) et extérieure (façades-retables à l'ornementation exubérante). La vivacité de la polychromie, l'amour des formes polygones et chantournées, les motifs sculptés couvrant la totalité des surfaces disponibles en noyant parfois les éléments architectoniques en sont les caractères les plus marquants et ont donné à certaines régions de Nouvelle Espagne (Puebla, Oaxaca) ou du Pérou (Cuzco, Arequipa) des styles spécifiques. Bien qu'il se soit agi de régions où les civilisations précolombiennes avaient atteint un haut niveau, ce triomphe du décor hispano-américain n'y puise pas ses sources (même si quelques motifs occasionnels ont pu s'y glisser) ; il résulte de la conjonction d'une série de facteurs importés et de facteurs locaux : vocabulaire architectonique churrigueresque, permanence du plateresque, désir des autorités religieuses de se servir des voûtes et des façades comme d'une bible historiée pour l'éducation des Indigènes, inclination naturelle de

ceux-ci pour l'abondante décoration et la polychromie, existence d'un artisanat susceptible de faire face aux besoins dans ce domaine.

En matière d'architecture civile de grands édifices publics furent construits aussitôt après la Conquête mais l'activité dans ce domaine ne cessa de s'amplifier au cours des siècles du fait des nouvelles fondations, des transformations, restaurations, et reconstructions ; ces dernières étaient motivées soit par l'état de délabrement des bâtiments antérieurs, soit par le désir d'avoir des ouvrages plus grands, mieux adaptés au développement des administrations et au goût du jour, soit à la suite de catastrophes naturelles ayant réduit à l'état de décombres ceux qui les avaient précédés, comme ce fut à plusieurs reprises le cas à Antigua (Guatemala), finalement abandonnée comme capitale après le tremblement de terre de 1773. Comme pour l'architecture religieuse la tradition hispanique est reine : palais à tours d'angles avec souvent un portique à arcades au rez-de-chaussée, patios intérieurs bordés de galeries, grands portraits sculptés, décoration plateresque, mudéjar ou churrigueresque qui envahit au XVIII^e siècle, extérieurs et intérieurs (arcades chantournées des patios), succédant à la sévérité du style herrérien. Il en va de même pour l'architecture privée qu'il s'agisse des magnifiques demeures des grands dignitaires ou de celles moins riches des colons espagnols et de la bourgeoisie locale. Les maisons répondaient parfois à un programme imposé par les règlements d'urbanisme, (maisons à arcades autour de la Plaza Mayor dans de nombreux cas). Une unité voulue marquait de ce fait le centre des villes où résidaient les classes dominantes, le caractère monumental qui en résultait étant moins sensible au fur et à mesure qu'on s'en éloignait. Les maisons modestes, construites souvent en pisé et en bois, appliquaient les mêmes principes, gardant un cachet hispanique bien typé avec souvent des références régionales d'origine, comme d'ailleurs de nombreux palais (balcons extérieurs fermés par des jalousies inspirées des moucharabihs andalous, fenêtres à barreaux). Seuls les villages et quartiers habités par les Indiens échappaient à cette influence sur le plan purement architectural, mais les cases indigènes étaient souvent masquées derrière de hauts murs bordant un réseau de voies au tracé orthogonal parfaitement inséré dans le schéma d'urbanisme cher au colonisateur. La créativité de l'architecture hispano-américaine est donc étroitement liée à celle de la Péninsule Ibérique et suivit une évolution parallèle ; elle ne se confond pas toutefois avec elle dans la mesure où il y eut adaptation à un milieu nouveau et à des circonstances diverses de celles rencontrées en Espagne ; l'unité des premières réalisations d'un bout à l'autre du continent fit place peu à peu à l'affirmation de personnalités régionales qui allèrent en s'amplifiant et parfois à l'apparition de styles locaux bien caractérisés, notamment au XVIII^e siècle.

Le cas du Brésil est bien différent. La colonisation fut au départ très lente et confiée à l'initiative privée ; il n'y eut donc pas de construc-

tions de prestige jusqu'au milieu du XVI^e siècle et il semble bien que même après la fondation de Salvador comme capitale de la nouvelle colonie en 1549 les bâtiments élevés furent des plus modestes. De toutes façons il ne nous reste à peu près rien de cette période car les grands centres d'activités se trouvaient dans la zone nord-est qui eut à subir les attaques ou l'occupation hollandaise. Salvador fut prise et incendiée en 1624-1625, les capitaineries de Pernambouc, Paraiba, Rio Grande do Norte passèrent sous domination néerlandaise (1630-1654). Les églises furent détruites ou pillées par l'envahisseur protestant. C'est donc paradoxalement dans le sud du pays, le moins développé à l'époque et surtout en zone rurale que nous trouvons quelques vestiges des édifices de l'époque missionnaire. Les villages jésuites de Carapicuíba, Embu, São Miguel, proches de São Paulo, fondés au début du XVII^e siècle nous montrent des bâtiments aux murs en pisé ou torchis renforcés par une armature de bois (poteaux corniers, piliers de vérandas, encadrement de portes et fenêtres) ; la charpente supportant le toit de tuiles canal est simplement posée sur les parois ; les espaces libres laissés entre les deux éléments contribuent à éclairer l'intérieur et permettent une bonne ventilation destinée à lutter contre la chaleur. Nous avons là une transposition de l'architecture portugaise avec adaptation au climat et aux moyens locaux : bois et terre pilée se substituent à la pierre et au blocage mais le principe est le même (murs en matériau fruste masqué par un revêtement peint uniforme, éléments renforçant la structure laissés à nu). Les maisons de plantation érigées au XVII^e siècle dans la même région (*casa do bandeirante* à Sao Paulo, *sítios* de Sao Roque ou Cotia) relèvent de la même technique. Leur disposition est originale. Le plan carré a permis de regrouper les éléments essentiels dans un bâtiment très simple, bas et massé sous un toit à quatre pentes largement débordant. La seule décoration concernait les corbeaux soutenant l'avancée du toit parfois élégamment sculptés. Le souci d'économie et le caractère fonctionnel étaient prédominants mais ces demeures dépouillées de tout élément superflu n'en ont pas moins une certaine noblesse et une indéniable beauté due à leurs proportions très sûres et à leur parfaite insertion dans le site.

L'architecture urbaine des XVII^e et XVIII^e siècles s'inspira des mêmes principes. L'unité qui caractérise les villes encore bien conservées de cette époque, qu'il s'agisse des quartiers anciens de Salvador ou des ensembles pratiquement intacts des cités minières du XVIII^e siècle comme Ouro Preto, Sabara ou Diamantina (Minas Gerais) n'est pas seulement due au fait que les maîtres d'œuvre et artisans portugais construisaient naturellement comme dans leur pays. Il y eut une volonté bien affirmée dans les mandements royaux de voir donner aux agglomérations luso-brésiliennes un caractère spécifiquement lusitanien : les particuliers se voyaient souvent imposer un type de façade déterminé, avec une certaine liberté pour l'aménagement de l'intérieur et du front posté

rieur invisibles de la rue. Les matériaux utilisés furent dans la mesure du possible proches de ceux employés en métropole. Aucun problème ne se posait pour l'érection des murs en blocage masqués sous un crépi peint ni même pour les encadrements des baies, pilastres et dossierers en pierre apparente pour lesquels on trouvait sur place une matière première acceptable. Il en allait différemment dès qu'on voulait dresser des portails sculptés ou des éléments finement moulurés ; c'est pourquoi on n'hésita pas à importer du lioz, marbre portugais, pour de nombreuses églises et palais des grandes villes côtières. Cette solution ne pouvait bien entendu être envisagée à l'intérieur du pays mais l'existence dans la capitainerie de Minas Gerais de carrières de stéatite (*pedra-sabao*) permit le développement d'une brillante sculpture monumentale rococo. La construction en bois et pisé (ou torchis) se maintint dans les maisons modestes, mais fut parfois utilisée systématiquement dans ces cas particuliers comme celui de Diamantina (Tijuco à l'époque coloniale) ; l'exploitation des mines de diamant était une source de revenus précieuse pour la couronne grâce à la forte imposition levée à son profit mais il fallait pour cela éviter l'exportation clandestine beaucoup plus facile que dans le cas de l'or ; la ville vécut donc en circuit fermé, utilisant uniquement les matériaux locaux sans que le style d'ensemble typiquement lusitanien en soit le moins du monde affecté. Il est en effet impossible de faire la distinction entre murs en blocage et murs en torchis lorsque les revêtements qui les recouvrent sont en bon état, les seconds étant simplement plus fragiles que les premiers ; quant aux éléments d'ossature et d'encadrement des baies, ils jouaient les mêmes rôles et étaient traités dans le même esprit, qu'il s'agisse de pierre ou de bois, avec toutefois une plus grande limitation des possibilités structurales et décoratives dans le cas de ce dernier.

Dès la seconde moitié du XVII^e siècle les églises du Portugal répondirent à deux types de plan : large nef voûtée en berceau bordée de chapelles communicantes d'une part, nef unique à autels latéraux avec chœur étroit de l'autre. Ce second type fut adopté à peu près systématiquement au Brésil. Il présentait en effet divers avantages : sur le plan liturgique il correspondait à l'idéal de la Contre-Réforme et aux prescriptions du concile de Trente, soucieux de faciliter la parfaite compréhension par le public des sermons faits en chaire ; sur le plan pratique, ce genre de construction était facile à réaliser car il suffisait d'élever des murs rectilignes et de couvrir le tout par des plafonds ou des fausses voûtes en bois masquant la charpente supportant les tuiles. Quelques variations pouvaient y être apportées avec l'érection de tribunes latérales, l'adjonction d'une sacristie derrière le chœur et de corridors y conduisant, la mise en place de tours flanquant la façade, toujours percée de larges fenêtres éclairant une tribune (*coro*) disposée à son revers. Cette architecture religieuse simple et fonctionnelle, où se mêlent dépouillement externe et aspects empruntés à l'architecture civile (baies

de façade, nef-salon) passa donc sans problème au Brésil en subissant seulement quelques adaptations dans le domaine des matériaux. Il en alla de même pour la décoration intérieure où les retables de bois doré à la feuille prirent une place prépondérante dès la fin du XVIIe et surtout au XVIIIe siècle, grâce à la découverte de l'or dans la capitainerie de Minas Gerais ; l'évolution du style de ces boiseries fut d'ailleurs identique et sans décalage chronologique accentué entre la métropole et la colonie, avec toutefois une abondance décorative plus grande au Portugal (dans les provinces du Nord notamment) qu'au Brésil, bien que la matière première de cette extraordinaire richesse en fut originaire. Maîtres d'œuvre (des ingénieurs militaires bien souvent) et artistes venaient d'ailleurs d'Europe. Il fallut attendre la seconde moitié du XVIIIe siècle avec l'apparition de l'Aleijadinho, à la fois architecte et sculpteur pour que l'on voit éclore dans le Minas Gerais des créations originales nées du crayon et du ciseau d'un natif du pays, fils d'un maître maçon portugais et d'une esclave noire. L'originalité des églises de l'Aleijadinho, qui introduisit dans ses compositions un certain mouvement par le jeu des courbes et contrecourbes, ne constitue cependant pas une rupture avec la tradition lusitanienne dont il conserve les principes fondamentaux ; elle est liée à l'évolution constatée dans le Nord du Portugal dont était originaire son père et peut-être à une connaissance indirecte par l'intermédiaire de dessins et gravures des plans et élévations d'édifices d'Europe centrale ou d'Italie septentrionale.

Les bâtiments monastiques s'ordonnaient autour de cloîtres à deux étages de galeries décorées d'*azulejos* importés de Lisbonne ou Porto ; très importants sur la frange côtière, ils sont par contre absents des zones d'exploitation minière dans l'intérieur du pays car les mandements royaux avaient formellement interdit leur installation ainsi que l'accès du clergé régulier dans ces régions pionnières. Seules des confréries de tiers ordre purent s'y constituer et rivaliser entre elles pour construire des édifices souvent plus riches que les églises paroissiales ; celles des Carmes et de Saint-François furent de loin les plus importantes mais restèrent toujours des associations locales aux liens assez lâches avec leurs congénères des villes voisines et plus encore avec les maisons-mères de l'ordre.

L'architecture civile est elle aussi caractéristiquement portugaise dans son aspect et son esprit ; maisons et bâtiments publics sont identiques des deux côtés de l'Atlantique avec leur plan massé sans patio intérieur et leur simplicité d'apparence, parfois réhaussée par l'accent d'un portail sculpté dans les palais officiels et privés. Même lorsqu'il y eut des emprunts à une autre tradition comme à l'hôtel de ville d'Ouro Preto (aujourd'hui musée), inspiré par le palais sénatorial de la place du Capitole à Rome, la fusion s'opéra naturellement.

SOUS FORME DE CONCLUSION

La créativité luso-brésilienne s'est donc manifestée par sa capacité de synthèse des éléments importés et l'adaptation de ceux-ci à la situation locale ; les hôtels de ville des régions minières réunissant dans un seul édifice prison au rez-de-chaussée, salles de délibération et administration à l'étage avec accès direct par un escalier monumental à double volée, offrent un exemple typique de construction accordée aux besoins des zones pionnières : les soucis de représentation et d'économie s'y sont traduits par une création neuve quant au programme sans toutefois renier le style traditionnel grâce à une intégration naturelle.

Les liens entre l'architecture de la colonie et celle de la métropole ont donc été encore plus étroits dans le cas du Brésil et du Portugal que dans celui de l'empire hispano-américain. Alors qu'il y eut dans ce dernier une diversification sensible entre ses diverses composantes au fur et à mesure qu'on avançait dans le temps, c'est l'unité qui domine dans les territoires luso-brésiliens. L'appellation de baroque convient d'ailleurs assez mal aux édifices des XVII^e-XVIII^e siècles du monde portugais si l'on s'en tient à l'architecture pure ; l'exubérance et la richesse du décor intérieur en bois doré sont à coup sûr sans égal mais le contraste est d'autant plus frappant avec la simplicité de la construction proprement dite, même si l'on voit surgir tardivement une influence rococo.

Ainsi la créativité en Amérique espagnole et portugaise dans le domaine de l'urbanisme et de l'architecture a été étroitement liée à l'Europe mais elle a été continue. Les importations de modèles, de techniques ou de styles ont donné lieu à des adaptations en fonction des besoins et du milieu, aboutissant à des réalisations originales et variées. Même lorsqu'il eut une fidélité quasi complète à l'égard de l'urbanisme et de l'architecture originaires de la métropole comme ce fut le cas pour le Brésil colonial, l'authenticité créatrice ne fut jamais absente. Il nous faut toutefois insister sur le temps fort qu'a constitué les villes en damier implantées par les conquérants espagnols dès le XVI^e siècle. L'échiquier ou le quadrillage urbain des cités hispano-américaines, parfaitement conçu et hiérarchisé, a dépassé par sa rigueur, sa systématisation, l'échelle de son application toutes les tentatives antérieures de mise en œuvre de cette conception, imprimant une marque indélébile et une indéniable unité aux agglomérations qui en bénéficièrent. Toutefois c'est au XIX^e siècle, avec l'indépendance politique et surtout lors de la floraison du XX^e siècle qu'une architecture résolument moderne mais pleine de personnalité a conduit l'Amérique latine dans le peloton de tête de la créativité ; le plus beau fleuron en est sans aucun doute l'extraordinaire expérience urbanistique de Brasilia qui a obtenu un retentissement dans le monde entier. Mais ceci est un autre sujet.

YVES BRUAND
*URBANISME ET ARCHITECTURE
EN AMÉRIQUE COLONIALE*

En matière d'urbanisme et d'architecture, l'Amérique coloniale a subi fortement l'influence de la Péninsule Ibérique. L'Amérique espagnole s'est vue imposer du pouvoir et de l'administration centrale un style urbanistique caractérisé par la rigueur de l'application du plan en damier et l'architecture monumentale des édifices publics autour d'une place, alors qu'en Amérique lusitanienne, l'initiative a été laissée aux privés ou aux religieux, le monumental n'apparaît que beaucoup plus tard, dispersé dans la ville, et le style est économique et fonctionnel. Des initiatives architecturales, à la fois au niveau des matériaux et des structures des constructions sont apparues dans le but de répondre aux particularités du milieu ou aux objectifs politico-religieux recherchés, pouvant même aller jusqu'à l'affirmation de styles locaux spécifiques.

YVES BRUAND
*URBANISMO Y ARQUITECTURA
EN AMÉRICA COLONIAL*

Respecto al urbanismo y a la arquitectura, la América colonial estuvo fuertemente influenciada por la Península Ibérica. En la América española, el poder y la administración central impusieron un estilo urbanístico caracterizado por la rigurosa aplicación del plano a cuadros y de la arquitectura monumental de edificios públicos alrededor de una plaza, mientras que en la América lusitana la iniciativa fue dejada al sector privado o al religioso, lo monumental solo aparece mucho más tarde esparcido por la ciudad y el estilo es más económico y funcional. Iniciativas arquitectónicas, tanto al nivel de los materiales como de las estructuras de las construcciones, aparecieron con el objetivo de responder a las particularidades del medio ambiente o a los objetivos político-religiosos que se quería alcanzar, pudiendo llegar hasta la afirmación de estilos locales específicos.

YVES BRUAND
*URBANISMO E ARQUITETURA
BA AMERICA COLONIAL*

Quanto ao urbanismo e à arquitetura, a América Colonial sofreu forte influência da Península Ibérica. A América espanhola viveu uma imposição por parte do poder e da administração central, de um estilo urbanístico caracterizado pela rigorosa aplicação do plano «en damier» e pela arquitetura monumental dos edifícios públicos construídos em torno duma praça. Na América lusitana, a iniciativa foi deixada aos privados ou religiosos, o monumental nasceu mais tarde dispersado na cidade; o estilo, económico e funcional. As iniciativas arquitetónicas, tanto nos materiais utilizados quanto nas estruturas das construções aparecem para responder às particularidades do meio ou à objetivos político-religiosos desejados, até a afirmação dos estilos locais específicos.

YVES BRUAND
*TOWN PLANING AND
ARCHITECTURE IN COLONIAL
AMERICA*

As concerns town-planing and architecture, colonial America has undergone a strong influence from the Iberian peninsula. Spanish America has witnessed authority and central administration imposing town-scape characterised by the strict enforcement of the checkerboard outlay and the monumental architecture of public buildings around a main square, whereas in Lusitanian America, the initiative has been given to private or religious concerns, with the monumental side turning up much later, scattered throughout the town with the style being functional and money saving. Break-throughs in architecture, both on the plane of material and structure have appeared with an aim to fulfilling the specific requirements of the milieu or its politico-religious objectives, which might even result in the predominance of styles specific to one area.

CRÉATIVITÉ ET TRADITION DANS LE SYSTEME POLITIQUE MEXICAIN

François Chevalier *

Le système politique mexicain est assez original et différent des autres, avec son parti au pouvoir depuis bientôt soixante ans, en fait un parti unique, mais non un parti totalitaire. Il y a sûrement là l'effet d'une certaine créativité. Mais avant de parler de créativité et d'innovation, il faut d'abord voir dans quelle mesure il y a aussi un prolongement naturel du passé, un développement logique, prévisible, de situations antérieures. Ceci nous amène à faire une courte incursion dans la longue durée pour reconnaître la genèse des partis politiques au Mexique depuis l'Indépendance et le XIXe siècle.

LES ANTECEDENTS DU SYSTEME POLITIQUE

D'emblée, disons qu'au XIXe siècle, il n'y a jamais eu au Mexique qu'un seul parti politique au sens moderne du mot, ou à peu près : le Parti libéral, formé de citoyens conscients, avec une idéologie définie. C'est un parti issu des Lumières et de la Révolution française, et plus concrètement de clubs, cercles ou sociétés de pensée, comme en France, en Espagne ou en Europe, avec un décalage dans le temps. Dans une société à plus de 80% paysanne et analphabète, le Parti libéral est évidemment élitaire, mais, comme jadis les Jacobins, il parle au nom du Peuple.

Quant aux Conservateurs, si souvent en guerre avec les Libéraux, ils ne constituent pas un véritable parti politique, malgré plusieurs tentatives d'en fonder un. En effet après l'Indépendance, une fois rompu le lien avec l'Espagne et la légitimité monarchique, les Conservateurs n'avaient aucune autre légitimité à lui substituer. Ils avaient accepté la République, issue comme la pensée libérale des Lumières et de la Révolution française, fondée sur la souveraineté du peuple, et ils étaient condamnés à suivre la même voie que celle de leurs adversaires libéraux, plus lentement, bien sûr ! Au Mexique la véritable force d'ancien régime, conservatrice, était curieusement le peuple, formé non d'individus ou de citoyens, mais de communautés, de corporations, de corps grands et petits, au premier rang desquels se trouvait l'Église.

* Université de Paris I

Donc un seul vrai parti, le Parti libéral. C'est sur lui et sur le principe de « non-réélection » (du président de la République) que se fonde au départ le régime de Porfirio Díaz (1876-1911), qui en fait même un vrai parti d'État, transformé bientôt, il est vrai, dans un sens pragmatique et positiviste. Ainsi que l'a bien vu François-Xavier Guerra (1), la constitution libérale de 1857, toujours en vigueur alors et constamment invoquée, est une fiction, comme aussi les élections au suffrage universel, comme d'ailleurs toutes les élections du XIXe siècle au Mexique, voire celles du XXe à l'exception de celle de Madero. En effet l'électorat est étroitement contrôlé par la pyramide de clientèles personnelles des gouverneurs et des caciques locaux, dont le président Porfirio Díaz occupe le sommet. Un témoin contemporain de cet état de choses, Vera Estanol (2), le justifie en ces termes au XXe siècle : « Si on avait donné le droit de vote à la masse, le triomphe aurait appartenu au clergé rural et aux grands propriétaires. A la dictature laïque, civile et progressiste aurait succédé une formidable ploutocratie rurale de tendances cléricales ultra-conservatrices ».

Sans habituellement le dire, pendant longtemps les Libéraux éclairés ont pensé de même. Notons d'ailleurs que durant ses trente-trois ans le régime porfirien reste un régime modernisateur du point de vue économique et éducatif, dans la ligne du Parti libéral, mais sans la liberté. La Liberté viendra du Progrès, et non le Progrès de la Liberté, disaient les positivistes et les *Científicos* au pouvoir avec Porfirio Díaz.

A la faveur d'un concours exceptionnel de circonstances, c'est au nom de la liberté constitutionnelle et de la non-réélection que Madero et la génération montante renversent en 1911 un président vieillissant qui élude des choix politiques urgents. C'est la Révolution. De là et de la lutte acharnée des factions émergent après Madero des régimes basés chacun, non sur un vrai parti politique, mais sur un clan ou une clientèle, sur le charisme d'une forte personnalité qui se comporte généralement en caudillo. Ces régimes nouveaux se réclament aussi d'une nouvelle légitimité qui s'ajoute ou mieux se substitue à la légitimité libérale-idéaliste ou progressiste d'un Madero : c'est celle de la « Révolution les armes à la main » proclamée par Zapata et Villa à « la Convention » d'Aguascalientes en 1914 — on retrouve là le souvenir et l'influence des Jacobins — Tous ceux qui combattent la Révolution, ou même restent marginaux, sont qualifiés de « traîtres ».

Un cas typique à cet égard est celui du général Obregon, un caudillo qui devient tout puissant : « je me proclame — dit-il en 1919 — candidat à la présidence de la République par mes propres pistolets, sans engagement de parti ni offre d'un programme. Mes antécédents de soldat de la Révolution sont une suffisante garantie que je saurai assurer le bien-être du Peuple et le bonheur de la Patrie. Qui m'aime me suive ! » (3) Il s'appuie sur ses clientèles de combattants et d'agriculteurs, évidemment d'origines plus populaires que celles de Porfirio Díaz en fin de carrière,

et il est proclamé élu. Voyons donc comment se comporte ce caudillo-président typique et quel genre de régime il instaure.

1) La révolution ayant éclaté au nom de «suffrage effectif. Non-réélection», pour le moment le Président se prépare à laisser le pouvoir. Mais il prétend choisir son successeur – comme en 1880 – Porfirio Diaz, qui avait fait élire le général Gonzalez à la fin de son premier mandat.

2) La Révolution ayant rejeté le Parti unique libéral – positiviste – «científico» de Porfirio Diaz, il y a pluripartisme – entendons plusieurs clientèles d'hommes forts en présence – d'où plusieurs candidats déclarés à la présidence. Mais tous se réclament de la légitimité révolutionnaire.

3) La Révolution de Madero ayant réprouvé le système de l'assemblée soumise du président, le *Congreso* législatif reste important. Il est une pépinière de candidats à la présidence, rivaux de celui qu'on veut imposer.

Cette pluralité des candidatures et des «partis» ou clans laisse le champ libre au déchaînement d'ambitions rivales, car il n'est pas possible de faire appel à un «suffrage effectif», massif et sincère, dans un pays qui n'y est pas préparé, on l'a vu, au surplus déchiré par les séquelles de la révolution armée. Dans le contexte du caudillisme révolutionnaire et des affrontements de clans rivaux, cette situation est génératrice de violences : c'est là une fatalité indépendante des personnes, même les plus civilisées. Sous des noms d'emprunt, Martin-Luis Guzman nous a admirablement campé les hommes, avec un œil désabusé, dans son récit romancé «l'ombre du caudillo» (*La sombra del caudillo*) : Aguirre ne souhaite pas devenir le chef car il comprend la situation et il est prêt à se rallier au caudillo ; mais celui-ci ne croit pas à sa bonne foi. De plus le clan d'Aguirre l'oblige à être candidat, donc rival et ennemi (4). Dans la réalité le caudillo Obregon et son homme-lige Calles font, ou laissent assassiner le candidat rival et ses principaux partisans : de là les treize croix qui marquent encore le lieu de la mort du général Serrano et sa suite, entre Mexico et Cuernavaca.

On tombe donc dans un dilemme. Si aucun clan ne l'emporte ou ne s'impose rapidement, c'est la guerre civile et l'anarchie. Si un chef de clan s'impose, c'est très probablement la réapparition du caudillo perpétuel, au mieux à la façon de «Don Porfirio». De fait Obregon fait modifier la constitution en 1927 – comme jadis Porfirio Diaz – pour se faire réélire l'année suivante, avec l'appui de Calles. Mais en 1928 Obregon est lui-même assassiné. La situation est très grave dans le pays.

IL FAUT CRÉER DU NEUF !

Il faut sortir de ce cercle vicieux : ou l'anarchie, ou la perpétuité du

caudillo et de la même équipe ! Le point de départ a été la décision d'un homme. Mais très vite l'homme a été dépassé par son œuvre même, qui s'est développée indépendamment de lui, sinon contre lui — car ses intentions n'étaient pas pures ! Il y a eu, on va le voir, comme un consensus, presque une œuvre collective, prolongée et affirmée plus tard par d'autres présidents.

Au départ cet homme c'est Plutarco Elias Calles. Il tire la leçon de la mort d'Obregon. Sa volonté de pouvoir cherche d'autres voies que celle, trop risquée et dangereuse, de son prédécesseur, et de la fatalité de la violence. D'autant plus que le nouveau grand chef manque du charisme d'Obregon : c'est un habile politique plutôt qu'un meneur d'hommes et un caudillo militaire. Mais pour lui il faut agir et vite. La violence ou les menaces de violence sont partout ! Hors de la famille révolutionnaire les cristeros menacent de l'emporter. A l'intérieur de la famille certains obregonistes, déçus de ne pas arriver au pouvoir avec leur chef direct, se demandent si les ambitions de Calles sont étrangères à la mort d'Obregon. Si la « famille révolutionnaire » se divise face aux cristeros, tout peut être perdu.

De là les décisions de Calles, qui obéit à un pragmatisme intuitif. Il fonde un parti sans base personaliste qui tente de se placer au-dessus des clans et des clientèles. Lui-même ne sera pas candidat à la succession d'Obregon, ce qui écarte les premiers soupçons à son égard.

Il faut faire face au danger cristero et organiser institutionnellement la famille révolutionnaire à l'échelle nationale. Ainsi pourra-t-on éviter les luttes de personnes pour la présidence et conserver le pouvoir pour cette famille. Or, les membres les plus puissants en sont les généraux-caciques, tous obregonistes, qui contrôlent chaque région : eux seront donc le point de départ de la nouvelle organisation. Il faut constituer un parti-confédération de ces militaires, dont on promet de respecter l'autorité largement autonome : une junte de ces généraux se déclare en principe d'accord avec le projet le 5 septembre 1928. Mais comme entre eux les jalousies et les rivalités ne manquent pas, ou sont même parfois très vives, Calles fait intervenir les chambres de représentants, surtout le *Congreso de la union* : un député non-militaire sera désigné comme président. Point essentiel : le principe de non-réélection est absolu.

Ainsi est fondé un parti d'État, « national-révolutionnaire », le PNR, chargé de désigner le candidat officiel à la présidence, soumis en principe au suffrage du peuple, mais en fait toujours élu. On voit là réapparaître la « fiction démocratique » de Diaz. Tout en évitant de se mettre seul en vedette, au moins au début, c'est Calles qui a proposé les statuts et le programme du PNR, l'a organisé à travers tout le pays en « comités municipaux », puis « de districts » et « d'États » (provinces), avec un directeur national. En réalité les initiatives et les idées ne vont pas de la base vers le haut, mais au contraire toujours du haut vers le bas, et le parti devient un puissant instrument de centralisation. Il n'y a pas non plus

de relations horizontales à un même niveau, ce qui limite les possibilités de dissidence ou de schisme. Le PNR risque donc de devenir le simple instrument électoral du groupe au pouvoir.

Dans le parti l'idéologie de la révolution reste assez vague et se situe au carrefour d'influences diverses, libérales, socialisantes, agraristes, indigénistes, anticléricales, corporatistes (le fascisme et le communisme n'y sont pas tout à fait étranger)... Un souci de modernisation du pays y rejoint aussi les aspects technocratiques du régime de Diaz.

Habilement Calles contrôle au sommet les deux sources essentielles du pouvoir : les caciques militaires des provinces et les députés du *Congreso*. Ainsi les présidents de la République désignés par le parti, puis «élus», des civils au début, sont directement sous son influence : derrière Portes Gil, Ortiz Rubio, Abelardo Rodriguez, en fait choisis par Calles, se profile le grand patron, le *Jefe maximo*. D'où le nom de *Maximato* donné à ce régime (1928-1935).

Il y a cependant progrès sur les situations antérieures. Un point important est acquis : le pouvoir de Calles est seulement de fait. Ce n'est pas un pouvoir de droit. Toute la centralisation n'est pas directement au profit du grand cacique, obligé à respecter certaines formes et à rester parfois en retrait. Entre le parti PNR et Calles il y a, avec le président de la République, une première bureaucratie, pas totalement docile. Le PNR va curieusement se structurer plus ou moins indépendamment de Calles, l'institution de droit prenant corps en marge du *caudillo* de fait. Cette tendance sera brutalement confirmée par le quatrième président choisi par Calles, Lazaro Cardenas, qui, lui, va affirmer son pouvoir légal en se libérant de la tutelle de Jefe, qu'il expulse du pays.

On aboutit donc à une première dépersonnalisation du gouvernement, en même temps qu'on tend à la recentralisation. Désormais l'État est lié institutionnellement à la Révolution (ou au mythe de la Révolution), ce qui exclue du pouvoir la droite catholique et l'extrême-Gauche soviétique au profit des «élites» issues d'un libéralisme radicalisé (5).

LE ROLE DE CARDENAS (1934-35 - 1940)

Le général Lazaro Cardenas semblait faire partie des inconditionnels de Calles, bien qu'il ne fût pas originaire du Nord du Mexique, comme celui-ci et beaucoup de ses amis, mais du Centre-sud, socialement assez différent : comment a-t-il renversé la situation à son profit et définitivement écarté le *Maximo*, malgré un parti officiel docile à Calles ? Tout n'est pas absolument clair à cet égard.

En tout cas Cardenas va singulièrement fortifier ce régime issu de la famille révolutionnaire en agissant dans plusieurs directions.

1) Il donne des bases populaires bien plus larges au PNR, qui va s'appeler désormais le PRM ou Parti révolutionnaire mexicain. Il incorpore en effet au parti, en 1938, un secteur *ouvrier* et un secteur *paysan*, tout

paraître en défaut.

La première est l'apparition de ces facultés «métaconstitutionnelles» et exorbitantes du présidentialisme mexicain.

La deuxième faille découle en grande partie de la première : ce sont les facilités, ou l'absence d'un contrôle indépendant, pour un enrichissement possible du chef de l'État. Et de là, évidemment le mauvais exemple et les possibilités de contagion du mal du haut en bas de l'échelle administrative et sociale.

OU VA LE SYSTEME POLITIQUE MEXICAIN ?

Après 1952 on constate une pause et même un recul dans l'affirmation de ces tendances. Tels présidents, choisis sans doute pour ne pas porter ombrage et peu considérés au départ, ont été transformés par le poids de leurs responsabilités et par le pouvoir. Ils se sont révélés au contraire comme des hommes compétents et honnêtes. Suivant un politologue mexicain, c'est le cas d'Adolfo Cortines, par exemple.

Mais curieusement les tendances dangereuses signalées sont réapparues avec un nouvel élan aux époques de rapide croissance économique puis de «boom» du pétrole. Peut-être la crise actuelle et l'austérité qu'elle impose remettront-elles les choses dans le droit chemin. En tous cas, diverses personnalités proches du président de la Madrid, préconisent des réformes qui amélioreraient sans doute la situation, si le chef de l'État s'y prête. Il s'agirait de revenir à une certaine décentralisation du pouvoir, ou plutôt remédier à une centralisation excessive, en donnant un peu plus d'autonomie aux gouverneurs d'états provinciaux et en renforçant le pouvoir municipal, qui recouvrerait lui-même une autonomie financière et électorale sur le plan local. Notamment le Sénat interviendrait à nouveau dans la désignation des gouverneurs, qui seraient des personnalités jouissant d'une meilleure implantation provinciale. Enfin les finances de la compagnie nationale des pétroles, la PEMEX, devraient être très étroitement contrôlées.

L'avenir dira le sort de ces projets très raisonnables. Mais il devient d'autant plus nécessaire et même urgent de limiter les pouvoirs «métaconstitutionnels» de la présidence, que depuis 1982 la nationalisation des banques mexicaines porte sans doute la participation de l'État à au moins 75% de l'activité économique du pays. Or actuellement le président de la République pourrait dire, mieux que Louis XIV, «L'État, c'est moi».

Quant au parti officiel, le PRI, étroitement associé à la présidence de la République et contrôlé par elle, il est actuellement critiqué et en crise. Va-t-on lui enlever son quasi-monopole électoral et politique ? Que signifient les pas faits dans ce sens ?

Effectivement plusieurs présidents s'étaient, ou se sont, plus ou moins timidement ou ouvertement orientés dans la direction d'un plu-

ripartisme. De là les tentatives de 1963, 1965, 1976, et en dernier lieu 1979, bien décrites et synthétisées en particulier dans une étude de Heriberto Flores, à laquelle nous renvoyons (10). Notons seulement ici que divers partis politiques ont été reconnus de façon officielle. Il y a là des progrès dans le sens de la liberté et de l'authenticité du suffrage et des élections. Il y a aussi progrès dans une certaine liberté d'expression et de liberté politique de la presse — des journaux ou périodiques comme *Uno mas uno* ou *Proceso* en témoignent.

Tout cela va-t-il remettre en question la prédominance ou l'existence même du parti officiel, le PRI ? Des gens forts avertis et de bons observateurs ne le croient pas — à moins d'événements imprévisibles, et pour le moment peu probables, du moins à bref délai. Dans des milieux extrêmement divers, en général, on ne le souhaite même pas ! La plupart des Mexicains, même très critiques, tolèrent le PRI, semble-t-il. Le PRI est « *lo menos peor* », le moindre mal, suivant un de nos amis particulièrement bien informé et compétent en la matière. Pourquoi ? Pour deux raisons essentielles, semble-t-il :

1) D'abord parce que ces Mexicains — bien plus nombreux que les gens éclairés du temps de Porfirio Diaz — craignent que des élections complètement libres dans des masses encore peu alphabétisées et peu préparées n'amènent au pouvoir des partis très réactionnaires ou rétrogrades. Le PRI, lui, est issu des anciens groupes de progrès : libéraux-positivistes, socialistes nationaux, catholiques ralliés, technocrates modernisateurs et *desarrollistas*. Le PRI est donc un carrefour de tendances, depuis une Droite relativement éclairée jusqu'à une Gauche non totalitaire, qui sont rivales ou en lutte. Mais les tensions et les affrontements intérieurs au parti restent limités par ses structures internes. Et tous restent Mexicains et plutôt ouverts au monde moderne et au progrès.

2) Une seconde raison évoquée par certains, c'est qu'une fraction importante du pays reste politiquement très marginale : il serait dangereux, disent-ils, que l'autre fraction du pays, la classe politique, se divise en plusieurs partis face à l'énorme puissance des États-Unis qui se trouvent à leurs portes. En effet le « big business » choisira et appuiera un des partis en présence, qui deviendra automatiquement le parti le plus fort. A moins que des réactions émotionnelles ne prennent le contre-pied et n'appuient des partis de violence, ce qui serait sans doute plus dangereux encore pour le Mexique. De là une nouvelle raison, disent-ils, de maintenir une certaine prépondérance d'un parti national, carrefour d'influences, comme le PRI.

La solution préconisée par des politologues aussi fins et avisés qu'Alexandra Lajous, c'est que « le PRI doit se réformer pour se sauver lui-même ». (11) Un certain sens de la créativité, qui a présidé aux origines du parti, devrait lui assurer encore une longue vie. Car, quoi qu'on puisse en dire, et malgré ses défauts, ce système politique — nous en somme témoins — a permis au Mexique d'indéniables progrès.

NOTES

- (1) Guerra, François-Xavier, *Le Mexique : de la société d'ancien régime à la Révolution*, thèse d'État soutenue en janvier 1983 à l'Université de Paris I.
- (2) Vera Estanol, J., *La Revolución mexicana : orígenes y resultados*, Mexico 1957.
- (3) Cf. Chevalier, F., « Dictature et légitimité en Amérique latine, particulièrement au XIX^e siècle », dans Duverger, Maurice, *Dictature et légitimité*, Paris, PUF, 1981, p. 393.
- (4) Guzman, Martin Luis, *La Sombra del caudillo*, Mexico 1931 (nombreuses éditions ultérieures). Traduction en français, *L'ombre du caudillo*, Paris, Gallimard, 1960. Dans une perspective pessimiste et avec des contrastes accentués, c'est un tableau pénétrant du système politique dans les années qui ont suivi la phase militaire de la Révolution.
- (5) Ce qui précède, comme ce qui suit, représente un effort de courte synthèse appliqué à une époque particulièrement compliquée et importante. Cet effort de compréhension s'appuie non seulement sur la lecture d'une série de travaux et d'ouvrages, mais sur des conversations, anciennes ou plus récentes, avec diverses personnalités mexicaines parfois témoins ou même acteurs à l'époque, tel Jesus Silva Herzog, ou, pour des situations plus proches de nous, Manuel German Parra, Jesus Reyes Heróles... etc. Naturellement les interprétations ou opinions exprimées ici restent sous notre entière responsabilité et n'engagent que nous-mêmes.
- Parmi les principales études imprimées, beaucoup plus détaillées, citons plusieurs des 23 volumes de la *Historia de la Revolución mexicana* (1911-1960) publiés récemment par El Colegio de Mexico. Consulter particulièrement les ouvrages de Jean Meyer sur Calles et de Luis Gonzalez sur Cardenas. Les travaux de Pablo Gonzalez Casanova et de Rafael Segovia sont classiques ; on trouvera une synthèse dans le t. II sur *Les Partis politiques d'Amérique latine*, 1984, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques de Paris. Parmi bien d'autres études, citons celle de Padgett, L. Vincent, *The mexican political system*, Boston, 2nd ed. 1976, 332 p. — Surtout le travail remarquable de Lajous, Alejandra, *Los orígenes del partido unico en Mexico*, Mexico, UNAM, 1979, 268 p. — Très important : Carpizo, Jorge, *El presidencialismo mexicano*, Mexico, Siglo XXI, 2e éd. 240 p. — Un ouvrage de grande diffusion, à utiliser avec précautions, non conformiste et parfois discutable, mais qui apporte des informations intéressantes, est celui de Gonzalez de la Garza, Mauricio, *Ultima llamada*, Mexico, Edamex, 1981, 341 p. Etc...
- (6) Renseignements du Licencié Manuel Hinojosa Ortiz.
- (7) Cf. une autre remarquable étude de Lajous, Alejandra, *El PRI y sus antepasados*, coll. Memoria y olvido : imagenes de Mexico, XVII, Martin Casillas editores, Mexico décembre 1982, 59 p.
- (8) Carpizo, Jorge, *El presidencialismo mexicano*, ouvrage cité note 5. Cf. chap. XVI.
- (9) Gonzalez de la Garza, M., *Ultima llamada*, ouvrage cité note 5. Cf. p. 210, 211, etc.
- (10) Flores, Heriberto, L'évolution du régime mexicain. De l'ouverture démocratique à la réforme politique. Dans « Problèmes d'Amérique latine », LVII. *La Documentation française*, numéros 4579-4580, juillet 1980.
- (11) *El PRI y sus antepasados*, 1982, cité note 7.

FRANÇOIS CHEVALIER
CRÉATIVITÉ ET TRADITION
DANS LE SYSTEME POLITIQUE
MEXICAIN

Brève genèse des partis politiques au Mexique depuis l'Indépendance et le XIXe siècle pour mieux étudier la mise en place du régime actuel. Analyse du rôle de Lazaro Cardenas, des développements du Parti révolutionnaire institutionnel et des pouvoirs extraordinaires du président de la République afin de cerner le système politique avec son parti au pouvoir depuis soixante années et en examiner les tendances actuelles.

FRANÇOIS CHEVALIER
CREATIVIDAD Y TRADICION EN
EL SISTEMA POLITICO
MEXICANO

Breve genesis de los partidos politicos en Mexico desde la Independencia y en el siglo XIX para estudiar la llegada al poder del régimen actual. Analisis del papel de Lazaro Cardenas, de los desarrollos del Partido revolucionario institucional y de los poderes extraordinarios del presidente de la Republica afines de circunscribir el sistema politico con su partido en el poder desde sesenta años y examinar sus tendencias actuales.

FRANÇOIS CHEVALIER
CRIATIVIDADE E TRADIÇÃO NO
SISTEMA POLITICO MEXICANO

Breve gênese dos partidos politicos no Mexico, desde a Independencia e o século XIX para estudar melhor a instalação do regime atual. Analise do papel de Lazaro Cardenas, do desenvolvimento do partido revolucionario institucional e dos poderes extraordinarios do presidente da Republica com o objetivo de entender o sistema politico com seu partido no poder durante sessenta anos e examinar as tendencias atuais.

FRANÇOIS CHEVALIER
CREATIVITY AND TRADITION
IN THE MEXICAN POLITICAL
SYSTEM

Short account of the Mexican political parties since Independence and the XIXth century in order better to study the set-up of the present regime. An analysis of the part played by Lazaro Cardenas, of the developments of the Institutional Revolutionary Party and the extraordinary powers of the President so as to understand the political system with its party in power for sixty years and to examine the present tendencies.

CRÉATIVITÉ LITTÉRAIRE ET VISION INDIGÉNISTE DANS L'AMÉRIQUE LATINE DE LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XX^e SIÈCLE

Georges Baudot *

Quelques semaines après qu'un écrivain hispano-américain ait décroché le Prix Nobel de littérature 1982, peut-être convenait-il de s'interroger sur les vertus, les pourquoi et les comments, d'une créativité littéraire si hautement proclamée et si brillamment récompensée. Si mes collègues ont pu s'interroger, à très juste titre, sur la créativité dans le domaine politique ou économique, sur les phénomènes de dépendance, de transfert ou de modèles qui caractérisent l'Amérique latine, peut-on au moins saluer d'un esprit joyeux ce triomphe de la créativité culturelle que semble symboliser et signifier un Prix Nobel de littérature ? Mais, me dira-t-on, il est évident que Gabriel Garcia Marquez n'a rien à voir, ou vraiment très, très peu à voir, avec cette étiquette : l'indigénisme, dont nous savons tous qu'elle désigne en réalité, à la fois une période assez précise du XX^e siècle, un fait idéologique tout aussi précis, et une thématique culturelle bien définie. Pourquoi, alors, revenir aujourd'hui dans un rapport sur la créativité littéraire à ces vieux fantômes indigénistes, à ces visions littéraires d'une création aujourd'hui démodée, et donc à des attitudes aujourd'hui dépassées, ou du moins hors saison ?

Il m'a paru, cependant, que si quelque chose méritait d'être aujourd'hui mesuré, analysé, scruté dans l'univers complexe de la créativité littéraire de l'Amérique latine, c'était bien la place, le rôle et la forme de l'identité culturelle des premiers américains, c'est-à-dire des Amérindiens. L'AFSSAL posait elle-même dans son programme sur la créativité la question de savoir dans quelle mesure la rencontre d'ethnies et de cultures différentes n'était-elle pas, en soi, un facteur de créativité. En choisissant de parler très rapidement des relations entre la vision indigéniste qui fut celle d'une certaine littérature hispano-américaine de la première moitié du siècle (dont tant de titres célèbres résonnent familièrement à nos oreilles après avoir hanté les programmes de licence et d'agrégation qui furent ceux de notre génération), et les problèmes que pose la créativité littéraire dans la recherche des formes, des communications magnifiées par l'art du langage, et des efforts conceptuels de notre écriture hispano-américaine contemporaine, (celle qui entre autres

*Université de Toulouse Le Mirail

choses aboutit à l'actuel Prix Nobel), j'ai d'abord songé à tenter de comprendre ce que le langage jaillissant d'aujourd'hui devait aux indignations d'hier. Et, je me suis aussi demandé si la protestation solennelle et véhémence que fut l'indigénisme n'avait pas, en fin de comptes, marginalisé encore un peu plus l'objet de ses sympathies, l'Indien, dont l'identité fut en quelque sorte presque toujours noyée sous les flots du vocabulaire de l'action militante, et parfois même encaqué dans une certaine langue de bois. C'est dire que le rapport que je propose ne fera que poser des questions, très rapidement, très succinctement, sur ce que pouvait signifier pour l'écriture l'action politique des «indigénistes», et si, à tout prendre, les rapports entre la créativité littéraire et le message idéologique conçu comme une militance ne sont pas toujours forcément empoisonnés.

Rappelons d'abord ces quelques titres et ces quelques dates. Manuel Gonzalez Prada, exactement contemporain de Ruben Dario et d'Amado Nervo, emplit de ses rugissements et de ses indignations le début du siècle et les *Baladas peruanas*, pour la première fois peut-être dans un pays andin, jettent au visage de ses contemporains des Indiens en guenilles, abrutis par la tyrannie des juges, des curés et des gouverneurs, alcooliques, misérables. Pour la première fois aussi, l'Indien n'est plus compris comme un homme original, doué d'une culture et d'une identité propres, mais comme un serf qui est au cœur d'un problème économique et social lié à la terre. Et dont le salut passe obligatoirement par la révolte et la dénonciation sans faille des oppresseurs. On connaît la suite. Toute une littérature va naître en quelque sorte de cette protestation doctrinale, et c'est autour de Gonzalez Prada que nous verrons paraître en 1889, *Aves sin nido*, de la Péruvienne Clorinda Matto de Turner, les articles «costumbristas» d'Abelardo Gamarra, ou encore dans une certaine mesure (mais avec bien des nuances) le *Raza de bronce* du Bolivien Alcides Arguedas en 1919. Poursuivons encore. Alors qu'un Cesar Vallejo créera l'extraordinaire message poétique de *Trilce* en 1922, qu'Eustasio Rivera publiera *La Voragine* en 1924, ou que Jorge Luis Borges nous donnera *Fervor de Buenos Aires* en 1923, toute une narrative rurale, farouchement revendicative, et même parfois lourdement répétitive, occupera un certain devant de scène en mettant la créativité littéraire, l'alchimie verbale, au service d'une dénonciation sans nuances d'une situation, il est vrai, tragique. J'entends bien, en effet, que la lutte pour la libération de l'Indien, que l'action pour briser les structures d'oppression qui l'écrasaient, que la dénonciation sans faiblesse des oppresseurs : Église, grands propriétaires, fonctionnaires, etc. était éminemment louable, souhaitable et bienvenue. Mais, on le verra un peu plus avant, je regrette que l'on ait alors «oublié» ou «négligé» à la fois la créativité littéraire qui ressort de l'art des formes verbales, et aussi l'identité culturelle si particulière de la victime de tant d'injustices, de l'Indien. Mais, reprenons, encore un moment, ce petit jeu des dates et

des titres qui est amusant parce qu'il nous montre bien que la création, que l'élaboration littéraire a été longtemps (jusqu'à Jose Maria Arguedas pratiquement) à l'écart de la vision indigéniste. Et qu'ici la rencontre entre un problème ethnique et l'écriture n'a pas été facteur de créativité, du moins pas sous cette forme. L'année même où paraît le chef-d'œuvre de la littérature indigéniste la plus virulente, le *Huasi pungo* de l'Ecuadorien Jorge Icaza, c'est-à-dire en 1935, Borges nous donne la *Historia universal de la infamia* et trois ans après Gabriela Mistral nous offre *Tala*. Pablo Neruda nous a déjà apporté les deux premiers tomes de *Residencia en la tierra* (de 1925 à 1935). Enfin, et pour en finir maintenant avec ce petit jeu, rappelons qu'en 1941, lorsque Ciro Alegria nous assène son *Mundo es ancho y ajeno* qui allait passer tant de temps inscrit aux programmes de l'Université française, Borges publiait *El jardín de senderos que se bifurcan*, et Adolfo Bioy Casares venait de procurer *La invencion de Morel* (1940), qu'Octavio Paz nous offrait *Entre la piedra y la flor* (1941) et *A la orilla del mundo* (1942), etc. A quoi bon poursuivre et pourquoi ? Pour régler quelques comptes rétrospectifs avec l'enseignement reçu à l'université il y a quelques 25 ou 30 ans ? Non, bien sûr, cela n'aurait aucun intérêt. Mais, peut-être pour souligner, par cette énumération de dates et de coïncidences qu'à côté des titres du roman rural indigéniste de la première moitié du siècle, d'autres titres, autrement représentatifs de la créativité littéraire hispano-américaine, naissaient, se pressaient même dans les maisons d'édition et dans les librairies, et que de certaines comparaisons ou confrontations naîtra peut-être un bilan plus authentique de ce que furent alors les chemins de la création littéraire en Amérique latine. Ne faudrait-il pas tenter en un certain sens le bilan des renouvellements formels, des innovations esthétiques, des jaillissements d'écriture et d'image qu'a supposé l'indigénisme littéraire ? Ou faut-il élucider soigneusement ce que les soubassements idéologiques de l'indigénisme nous ont apporté ? Un de nos collègues, Hugo Neira m'a tout récemment écrit son admiration pour les *Memorias* de Luis E. Valcárcel, publiées pour ses 90 ans, savoureuses, fondatrices. Je serai plus tenté de me pencher sur elles. Mais, Hugo Neira me rappelle : «... fundador del indigenismo, por los menos con el mismo rango que los mexicanos Manuel Gamio y Alfonso Caso...», et là je me demande, en effet, si nous ne sommes pas au cœur de ce que l'indigénisme apportait de meilleur à la créativité hispano-américaine. Créativité littéraire faite ici d'études, de recherches ethnologiques, précises mais aussi imaginatives, de patientes reconstitutions qui étaient autant d'efforts difficiles pour approcher ce que l'Indien avait et a encore de moins compris : son identité profonde, sa culture, son altérité fondamentale, et donc aussi... ses langues et leurs mystères. On sait que la grande création littéraire hispano-américaine en langue espagnole (encore une fois avec l'exception d'Arguedas) n'a guère suivi les formules des narrateurs ruraux, indigénistes des années 30 et 40 que nous avons évo-

qués il y a peu, et que Rulfo, Cortazar, Carlos Fuentes, voire même Miguel Angel Asturias, sans parler de Carpentier ou du Nobel Garcia Marquez, n'ont pas grand chose à voir avec eux. Pour ne rien dire, bien entendu, de Manuel Puig ou de Salvador Elizondo, par exemple. On a comme l'impression que le devenir de l'écriture américaine passait ailleurs, hors des visions trop manichéistes de ces récits un peu simplistes.

Mais, si l'indigénisme pouvait être débarrassé de ces quelques narrations, de cette vingtaine de titres de romans environ qui sont autant de fictions fatiguées, l'indigénisme proposerait alors le panorama, inestimable, de l'apport qu'il a représenté pour la créativité hispano-américaine et que les noms de Manuel Gamio, d'Alfonso Caso, représentent avec celui de Luis E. Valcarcel. J'y ajouterai volontiers les noms de tant de linguistes et de tant d'anthropologues qui pendant ces années-là ont retrouvé, avec précaution et finesse, l'Indien comme un homme debout, au langage envoûtant, et non plus comme un sous-homme. Les noms d'Angel Maria Garibay, de Robert H. Barlow, d'Éric S. Thompson, de Paul Rivet, etc. L'indigénisme comme une revendication pour comprendre tout l'Indien, et donc à commencer, pour comprendre son langage et tout naturellement d'abord ses langues, et aussi et surtout, ses textes. Créativité indigéniste en Amérique latine ? Oui, quand elle est d'abord une démarche d'approche délicate et fervente pour remettre à jour, retrouver, re-donner aux autres les textes amérindiens. Non pour fabriquer autant de caricatures et d'épouvantails que peut nourrir une fiction laborieuse. Mais, l'histoire des indigénistes est aujourd'hui encore méconnue, et elle reste, plus ou moins, à faire.

On me dira qu'il y a une énorme exception : José Maria Arguedas, et que *Yawuar Fiesta* est de 1940, c'est-à-dire de l'époque que j'ai choisie de... dénigrer (!). Mais vous savez tous que l'extraordinaire créateur littéraire que fut Arguedas était fait de la peau d'un linguiste, d'un folkloriste et d'un ethnologue de première classe. Et donc que l'on peut aussi bien le ranger dans la famille de Gamio ou de Caso que dans celle de Rulfo ou de Garcia Marquez. Revenons donc à l'approche de l'Indien par ceux qui, en cette première moitié de notre siècle, en firent le thème essentiel de leur effort créatif. Nous avons parlé de Manuel Gamio et d'Alfonso Caso. Et, en effet, les œuvres fondamentales de ces derniers, comme celles de leurs confrères les plus marquants en archéologie et en anthropologie, sont exactement contemporaines des bruyants borborygmes romanesques qui ont retenu prioritairement l'attention. Manuel Gamio, par exemple, commence en 1908 ses premières recherches archéologiques dans la zone de Chalchihuites (État de Zacatecas) et vers 1910 ses premiers grands travaux de stratigraphie de la vallée de Mexico. L'archéologie va devenir un vecteur fondamental d'une pensée indigéniste dynamique, cherchant à être et se cherchant elle-même, comme fondement d'identité, culturelle et nationale. Le

livre célèbre de Manuel Gamio : *Forjando Patria*, est de 1916, et c'est en 1917 (une année clé dans la révolution mexicaine) que Gamio obtient la création de la toute première direction générale d'anthropologie du continent américain, dans le cadre administratif et politique de la Secretaría de agricultura y fomento. C'est de là que part ce que Gamio allait baptiser : «el método de investigación integral», combinant l'étude de la population et du terroir géographique, absorbant toutes les données : sociologiques, linguistiques, économiques, éducatives, historiques. Le terrain élu pour cette première grande approche globale de l'homme d'Amérique était la vallée de Teotihuacan, c'est-à-dire la ville-mère, matrice et modèle, du «patron» culturel de tout le haut plateau mexicain pour des siècles. L'œuvre majeure qui en résulterait : *La población del valle de Teotihuacan*, en trois volumes, publiée en 1922, représentait aussi, au-delà de la réussite scientifique, un espoir et un message, fondés sur le respect intégral des personnalités amérindiennes, réduites et déformées au même moment par le cri simpliste de la fiction littéraire venue des Andes. L'Indien, ses propres valeurs, ses langages, ses textes, ses créations les plus intimes retrouvaient le chemin d'une communication authentique vers les autres, et surtout vers les yeux des hommes du XXe siècle à la recherche de leur mémoire. La leçon de Gamio devait porter : la personnalité indigène d'Amérique demandait pour être comprise des catégories esthétiques particulières, capables de cadrer, d'appréhender et de dire en signes modernes la création et donc le rapport de créativité amérindiens, et bien entendu celui, fondamental, issu du monde précolombien. On a commencé de comprendre alors (et c'était là probablement la grande conquête) qu'il fallait former, par l'étude des textes amérindiens anciens et par l'analyse des arcanes délicates de la culture précolombienne, le modèle, les schèmes mentaux, les moules conceptuels qui devaient permettre d'approcher sans masques et sans grimaces (ni indianisme enjoliveur, ni indigénisme réducteur et maussade) les créations esthétiques et les systèmes de pensée des Amérindiens. Des livres comme celui de Justino Fernandez : *Coatlícué. Estética del arte indígena antiguo* (1954), la *Historia de la literatura nahuatl* de A. M. Garibay (1954 aussi) et tant d'autres, ont contribué bien plus que les plus brûlants pamphlets à asseoir ces nouvelles appréhensions décisives. La recherche des fondements philosophiques de l'identité américaine devait y trouver des assises fondamentales et nouvelles.

En ce court texte consacré à la créativité littéraire en rapport avec les idées qui ont fait l'approche nouvelle des Amérindiens (et cela en Amérique latine), je voudrais terminer en insistant sur la conquête de ces nouvelles définitions, de ces nouvelles analyses sémantiques qui ont permis dernièrement (parce que la première moitié du siècle avait été aussi autre chose que l'indigénisme des romans) de mieux approcher la connaissance de l'homme amérindien et de son identité ethnique et culturelle. *Toltecatoytl*, *Huehuetopializtli*, *Yuhcatiliztli*, autant de termes

aujourd'hui brandis comme des outils d'analyse pour mieux comprendre, de l'intérieur, du versant interne des langues et des textes, les profondeurs de la conception indienne de la vie, du temps ou du monde. Comment prétendre à travers les propres textes nahuatl cette *Yuhcatiliztli* : «l'existence sur un mode autre...», ou la *Topializ* : «ce que nous devons préserver, garder de nous...», ou tant d'autres concepts d'introduction à la recherche de l'identité ethnique ou culturelle des premiers américains, identité d'abord exprimée (on ne le dira jamais assez fort) dans leurs propres textes et au moyen de leurs propres langues. Comment oublier les armes sémantiques qu'un Miguel Leon-Portilla, par exemple, a tiré des codex madrilènes ou florentins de Sahagun : *Zan uel ixquich in nican onmitoa in yuhcatiliztli* : «Tout simplement, voici ce que l'on a dit ici sur la façon d'exister autrement...».

J'achèverai ce bref rapport par un vœu. Au cours des années 1910-1940 une création littéraire en langues amérindiennes a aussi vu le jour, tant en Amérique moyenne que dans les Andes. Création dont on retrouve parfois les textes dans des journaux ronéotypés locaux, dans des tracts, des recueils de chansons ou de poèmes populaires, voire dans des pièces ou des œuvrettes de théâtre occasionnellement représentées dans certains villages. Cette production se poursuit de nos jours, littéralement sous nos yeux. En «fabriquant» le numéro 34 de notre revue *Caravelle* qui était consacré à l'Équateur, nous avons publié deux ou trois petits textes qui venaient de cette créativité d'aujourd'hui. Mon vœu serait que la recherche contemporaine, dans certaines de nos universités, fasse une place au collectage, à l'analyse, voire même à la publication de ces textes-là. Outre qu'ils sont une part de la créativité littéraire ou esthétique en Amérique latine, eux aussi, il n'est pas sûr que la création littéraire en langue espagnole, si somptueuse soit-elle aujourd'hui, n'y gagnerait rien, n'aurait rien à y prendre. Je ne dis pas que nous retrouverons peut-être un Garcia Marquez aymara, otomi ou zapotèque, obstinément caché et inédit à ce jour, non, pas du tout, (et qu'on ne me fasse pas dire ce que je n'ai même pas imaginé), mais je dis que ceux qui vont demain tirer de la parole latino-américaine les grandes fictions de la littérature à venir, profiteraient amplement d'être aussi à l'écoute de ces humbles textes issus des premières langues d'Amérique et des premiers Américains.

GEORGES BAUDOT
*CRÉATIVITÉ LITTÉRAIRE ET
VISION INDIGÉNISTE DANS
L'AMÉRIQUE LATINE DE LA
PREMIÈRE MOITIÉ DU XX^e SIECLE*

Bilan rapide de ce qu'a pu signifier pour l'écriture, l'action politique des indigénistes. Interrogation sur les rapports entre la créativité littéraire et les idées qui ont fait l'approche nouvelle des Amérindiens. Le propos de l'auteur est illustré de nombreux exemples.

GEORGES BAUDOT
*CREATIVIDAD LITERARIA Y
VISION INDIGENISTA EN LA
AMÉRICA LATINA DE LA PRIMER
MITAD DEL SIGLO XX*

Analisis rapido de lo que ha podido significar la accion politica de los Indigenistas para la escritura. Interrogacion acerca de las relaciones entre creatividad literaria y las ideas que permitieron un nuevo alcance de los Amerindios. El proposito del autor esta elaborado con varios ejemplos.

GEORGES BAUDOT
*CRATIVIDADE LITERARIA E
VISAO INDIGENISTA NA AMERICA
LATINA DA PRIMEIRA METADE
DO SECULO XX*

Rapido balanço do que significou para a escritura a ação politica dos indigenistas. Interrogação sobre as relações entre a criatividade literaria e as ideias que permitiram a nova aproximação dos Amerindios. O proposito do autor esta ilustrado por muitos exemplos.

GEORGES BAUDOT
*LITERARY CREATIVITY AND
INDIGENIST VISION IN LATIN
AMERICA IN THE FIRST HALF OF
THE XXth CENTURY*

Swift appraisal of what the indigenist's political activity meant for writing. A questioning about the relationships between literary creativity and the ideas which moulded the new approach towards the Amerindians. The author's subject is illustrated with numerous examples.

ERRATA POUR LE NUMÉRO 2/3

Des erreurs malencontreuses se sont glissées dans les pages suivantes :

p. 66 : lire *Polygone des sécheresses* dans la légende de la carte.

p. 70 : lire *caboclo*, ligne 16.

p. 73 : lire *du COPEC*, ligne 29, *philosophie du développement rural intégré*, lignes 32-33 et lire *nouveaux cadres*, lignes 43.

p. 98 : lire *...président de l'AHILA est le professeur Carmagnani de l'Université de Turin et le secrétaire général, le professeur Horst Pietschmann*, lignes 39-40.



ethnies

Droits de l'Homme et peuples autochtones

AMERIQUE CENTRALE

LES INDIENS, LA GUERRE ET LA PAIX

Sommaire

Editorial

- J.M.G. Le Clézio : Lettre à Survival
M. de Certeau : La longue marche indienne

Guatemala

- Quatre millions d'indiens
-Tableau des langues mayas
Y. Le Bot : Mouvement indien et pouvoir ladino
R. Falla : Samedi 17 juillet 1982
Sh. Davis : Chinaches de sinistre mémoire
A.G.I.R. : Le nouvel exode des Mayas

Belize

- A. Breton : Les Indiens mayas du Belize

Honduras

- F. Cruz : L'archipel indien
A. Chapman : Les Tolupan de la Montaña de la Flor

El Salvador

- S. Montes : Une nation sans indiens ?
J. Maxwell : Les Nahuatl-Pipil, peuple clandestin

Costa Rica

- A. Dobles &
M. Guevara : Minorité indienne sous tutelle en
démocratie blanche

Panama

- A. Ichon &
C. Le Carrer : Cinq peuples indiens et la modernité
J. Howe : Kuna Yala: démocratie et autonomie
limitées
Ph. Bourgois : Guaymí: les damnés de la plantation

Nicaragua

- L. Holland : Chronique des années de guerre

Bibliographie, cartes, photos

Rédaction et abonnements:

Prix de l'abonnement pour 4 numéros:

Survival International (France)
16 rue Littré, 75006 Paris

Institutions: 150 F (FR) et 180 F (etr.)
Particuliers: 120 F (FR) et 150 F (etr.)

GRECO 26

Réseau documentaire Amérique latine



BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE AMÉRIQUE LATINE

Numéro 1, 1981.....	50 F
Numéro 2, 1982.....	50 F
Numéro 3, 1983.....	50 F
Numéro 4, 1984.....	60 F
Numéro 5, 1985.....	70 F
Numéro 6, 1985.....	70 F
Numéro 7, 1986.....	70 F
Numéro 8, 1986.....	80 F
Abonnement 1986.....	130 F
Abonnement 1987.....	200 F

FRANCIS - SÉLECTION AMÉRIQUE LATINE

Suppl. au bulletin bibliographique du GRECO 26 :	
Suppl. au numéro 5, 1985.....	50 F
Suppl. au numéro 6, 1985.....	50 F

CATALOGUE COLLECTIF DES PÉRIODIQUES SUR L'AMÉRIQUE LATINE DISPONIBLES EN FRANCE

2^e éd., mise à jour et augm., 1985, l'exemplaire 120 F .

RÉPERTOIRE DES RECHERCHES LATINO-AMÉRICANISTES EN FRANCE

2^e éd., augm., 1983 80 F

Ajouter aux prix indiqués ci-dessus 20 % pour frais d'expédition
Les règlements sont à libeller à l'ordre de : Monsieur l'agent comptable du CNRS

S'adresser à :

GRECO 26 - CNRS, 28, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris
Tél. : (1) 45 44 42 78 ou (1) 42 22 35 93, poste 72

GRECO 26 - CNRS : Guide d'interrogation FRANCIS - AMÉRIQUE LATINE
(Sciences sociales et humaines), 1986..... 100 F

S'adresser à :

Centre de documentation Sciences humaines
54, boulevard Raspail, BP 140, 75260 PARIS CEDEX 06
Tél. : (1) 45 44 38 49, poste 306

INFORMATION SCIENTIFIQUE ET COOPÉRATION

LES INSTITUTIONS DE RECHERCHE ET L'AMÉRIQUE LATINE

MANIFESTATIONS SCIENTIQUES

LECTURES

LES INSTITUTIONS DE RECHERCHE ET L'AMÉRIQUE LATINE

Pourquoi un «Projet France-Brésil» ? Comment y participer ? 139

MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

Le VIIe Congrès des historiens latino-américanistes européens par Frédéric Mauro	143
Colloque «Comparaison des sécheresses dans le Nordeste brésilien et le Sahel africain» par Bernard Bret	144
«L'exil» par Danièle Schaeffer	145
La quatrième semaine latino-américaine de Toulouse par Claude Bataillon . . .	146
Sur votre agenda	149

LECTURES

Notes brèves sur les Amériques par Pascale Metzger, Jean-François Fritsche . .	151
Le Mexique par Gilles Fourt, Pascale Metzger	153
L'Uruguay par Gustavo Arce	154
Le Tiers Monde par Gilles Fourt.	155

*Rubrique réalisée en collaboration avec le Réseau documentaire
Amérique latine du CNRS (GRECO 26)
et l'Association française des sciences sociales sur l'Amérique latine
(AFSSAL)*

LES INSTITUTIONS DE RECHERCHE DE L'AMÉRIQUE LATINE

POURQUOI UN PROJET «FRANCE - BRÉSIL» ? COMMENT Y PARTICIPER ? ()*

En décembre 1985, le ministère français des Relations extérieures a fait paraître, sous l'égide du «Commissariat général de France-Brésil», une brochure d'information sur le «Projet France-Brésil». Nous publions ci-dessous des extraits de cette brochure afin d'aider à mieux faire connaître les objectifs du Commissariat général et solliciter des suggestions, idées et propositions de la communauté scientifique.

I. — FRANCE-BRÉSIL : CINQ SIECLES D'AMITIÉ ET D'ÉCHANGES

Les relations entre pays riches et développés du Nord et pays en voie de développement du Sud ont été, le plus souvent, marquées par la conquête, la domination et la colonisation, voire le pillage et les massacres. Les rapports entre le Brésil et la France ont représenté, dans la majeure partie de leur histoire, une rare et heureuse exception à cette tendance.

Peut-être avant même la «découverte officielle» du Brésil par Pedro Alvares Cabral, en 1500, le navigateur dieppois Jean Cousin aurait, selon la tradition, abordé les côtes brésiliennes vingt années avant les Portugais. Les premiers rapports entre Indiens et marins normands furent de troc, et non de conflit ; instruits par les horreurs

(*) Commissariat général de France-Brésil, 23 rue La Pérouse, 75775 Paris Cedex 16. Téléphone : 45 02 14 23.

des guerres de religion, les Français vécurent en harmonie avec eux, et tentèrent de réaliser au Brésil une cité sans rivalités religieuses ou sociales ; mais la tentative de Nicolas de Villegaignon et de ses compagnons tourna court en 1555, mettant fin aux rêves d'une France antarctique : il fut, cependant, le premier fondateur de la ville de Rio de Janeiro. Et l'histoire retiendra d'autres conséquences fécondes, scientifiques, culturelles et politiques : le tabac, le caoutchouc et l'ananas firent leur apparition en France ; la découverte d'une flore et d'une faune nouvelles élargit les schémas traditionnels ; le goût de l'exotisme se développa : Henri II organise à Rouen une fête indienne, Rabelais et Montaigne célèbrent le Brésil, et Ronsard l'évoque en vers. Les relations des voyageurs opposent l'innocence et la bonté naturelle des Indiens à la dépravation et à la cruauté des «civilisés». Ainsi se crée au XVI^e siècle le mythe du «bon sauvage» qui inspira largement toute la critique politique jusqu'à la Révolution française, cependant que les «Nouvelles Indes» fournissent aux artistes thèmes et décors.

Une autre tentative d'implantation française a lieu au Maranhao à partir de 1611 et vise à établir une colonie agricole, en bonne intelligence avec les Indiens que les Portugais avaient réduits en esclavage. La couronne française n'aide guère l'expédition et, dès 1616, la «France équinoxiale» disparaît à son tour : mais la ville de Sao Luis conserve aujourd'hui son nom, choisi en hommage au roi de France.

Au XVIII^e siècle, les jeunes intellectuels et patriotes brésiliens tournent

leurs yeux vers la France, pays des encyclopédistes, patrie des idéaux de liberté et de démocratie ; les premiers indépendantistes du Brésil sont nourris des pensées de Montesquieu, de Voltaire, de Rousseau.

Au XIXe siècle, après l'indépendance du pays acquise en 1822, le Brésil se passionne pour la culture française sous l'influence de la mission artistique de Lebreton qui, dès 1816, a conduit à Rio artistes, architectes et techniciens, véritable avant-garde de l'époque, dont l'influence, marque durablement l'évolution de la jeune nation. C'est Grandjean de Montigny qui construit au cœur de Rio le monument néo-classique qui abrite maintenant le Musée France-Brézil. L'apport scientifique des Français est également considérable ; en médecine, en chirurgie, des praticiens français occupent les premières chaires ouvertes dans ces spécialités ; le Limousin Henri Gorceix ouvre dans l'État de Minas Gerais la première école des mines ; Liais dirige l'Observatoire de Rio. Des explorateurs comme Augustin de Saint-Hilaire ou Castelnau font accomplir à la botanique et à la géologie du Brésil des pas décisifs. Les idées politiques d'Auguste Comte influencent le Brésil au milieu du XIXe siècle au point que le positivisme donne au drapeau national la devise «*Ordre et Progrès*» qu'elle porte encore aujourd'hui.

En revanche, dans le domaine de la mode et des mœurs, l'influence française grandit au point de tourner à la caricature. C'est contre le «*francezismo*» que se révoltent en 1920 les jeunes modernistes, qui réclament un «*art cannibale*» ; c'est pourtant à Paris que beaucoup d'entre eux rencontrent le surréalisme. Le Brésil fait alors son entrée dans l'avant-garde artistique mondiale ; les rapports entre créateurs brésiliens et français sortent du stade de l'imitation pour entamer un dialogue

fructueux et de véritables échanges. Paul Claudel (qui représenta la France au Brésil à la fin de la Première Guerre), Darius Milhaud, Francis Poulenc, Villa-Lobos, s'enrichissent de leurs différences, cependant que Santos-Dumont fait faire à l'aviation des progrès décisifs et inspire une coopération féconde entre les constructeurs des deux pays, qui dure encore aujourd'hui. Le Corbusier a comme disciples Lucio Costa et Oscar Niemeyer qui pourront réaliser à Brasilia la ville dont ils rêvaient en commun. Les nouvelles vagues du cinéma brésilien et français découvrent ensemble un style nouveau. L'Université de Sao Paulo verra germer les œuvres principales de Bastide, Braudel, Lévi-Strauss, Perroux, qui participèrent, en 1935 à sa fondation.

C'est au Brésil que Bermanos s'exilera pendant la Deuxième Guerre mondiale, cependant que c'est en France que s'établiront nombreux après 1964 les opposants au régime militaire brésilien.

A travers ces cinq siècles d'amitié exemplaire et d'échanges fructueux, renforcés depuis un demi-siècle par un développement des relations commerciales et d'importants investissements industriels et bancaires, et depuis 25 ans par un renforcement de la coopération scientifique et technologique dans des domaines de pointe, on peut entrevoir la justification de rapports équilibrés, plus riches et plus intenses : telle est, pour la période qui s'ouvre maintenant, l'ambition des «*années France-Brezil*».

II. — LES MODALITÉS DU «*PROJET FRANCE-BRÉSIL*»

1) La décision de mettre en œuvre le «*Projet France-Brezil*» ne pouvait donc se limiter à intensifier dans une courte durée le développement de relations aussi prometteuses pour l'avenir.

Le projet s'inscrit dans le long terme et constitue un label.

Il débutera en 1986, connaîtra des moments de plus forte intensité en 1987 et 1988 et se poursuivra au-delà, éventuellement sous d'autres formes, recevant tous les quatre ou cinq ans de nouvelles impulsions qui assureront sa continuité.

2) Le projet est *global*, car il inclut des opérations et des manifestations dans les domaines les plus divers : arts et culture, publications, co-productions audiovisuelles, sciences, techniques, industrie, économie, artisanat, tourisme, sports, échanges de jeunes, coopération universitaire, jumelages de villes ou de régions, contacts entre associations et collectivités locales, philatélie, numismatique...

Le projet est *décentralisé* dans la mesure où il cherche à rayonner dans tout le territoire des deux États ; il ne se limitera pas aux seules capitales ou grandes métropoles. Il implique nécessairement, dans les deux pays, une concentration soutenue avec les instances régionales de la décentralisation.

Le projet est mené de manière *conjointe* afin d'éviter que l'un des partenaires ne se sente désavantagé par rapport à l'autre. Toutes les opérations seront examinées et réalisées après consultation réciproque et accord formel entre les deux parties.

Le projet est *moderne*, car il s'efforce de promouvoir des initiatives nouvelles et expérimentales qui auront un effet d'entraînement et d'enrichissement bénéfique pour l'ensemble des relations de coopération déjà existantes ou des échanges déjà nombreux réalisés entre nos deux pays.

Le projet, enfin, est *intégré*, car les opérations choisies dépasseront le seul aspect «événementiel» afin de s'inscrire dans la perspective d'un approfondissement des liens entre les deux pays.

3) Aussi le «Projet France-Bésil» retiendra de préférence les opérations qui répondent à l'un des trois critères suivants :

. illustrer les convergences passées, présentes et futures entre les deux pays, en s'appuyant sur l'histoire et la tradition, afin de démontrer la volonté commune de modernité et de créativité ;

. montrer les réalités et les potentialités de chacun des deux peuples en essayant d'éviter les stéréotypes et de redresser les idées convenues ;

. manifester la capacité des deux nations à réfléchir ensemble aux grands problèmes politiques, économiques et culturels, ou de développement de notre temps.

Le «Projet France-Bésil» n'exclut pas de s'ouvrir éventuellement à d'autres partenaires choisis d'un commun accord : Europe et Amérique latine ; pays du monde latin ; Afrique ; Caraïbes, etc.

III. — COMMENT PARTICIPER AU «PROJET FRANCE-BRÉSIL» ?

Avant même l'annonce officielle du Projet, les Commissaires généraux ont déjà recueilli près de cinq cents suggestions ou propositions. Il est illusoire de penser en réaliser ne serait-ce qu'une partie significative dans le délai et avec les moyens budgétaires d'une seule année. L'extension du Projet France-Bésil dans une durée pluriannuelle permet donc de mieux étudier la faisabilité des opérations et de lancer un *appel d'offres* à tous les participants éventuels.

Le «Projet France-Bésil» ne repose pas seulement sur des opérations publiques ou des décisions ministérielles. Il s'efforce de susciter des initiatives aussi bien locales qu'associatives, ou provenant du secteur privé industriel et commercial, dans tous les domaines d'activité.

Il serait vain de croire que le financement de ces opérations sera assuré exclusivement par les États. Les opérations auto-financées comme les activités rentables et promotionnelles sont loin d'être écartées, bien au contraire, dès lors qu'elles auront été retenues d'un commun accord. Au montage financier des opérations seront donc associées, outre les États, les collectivités publiques, les institutions représentatives, les fondations, les entreprises. La recherche particulière d'un financement sous forme de mécénat sera réalisée aussi bien dans le domaine culturel et artistique que dans le domaine scientifique et technologique.

A cette fin, plusieurs associations régionales ou nationales déjà créées ou en cours de création sont habilitées par le Commissariat général à susciter des opérations. La liste de ces associations, ainsi que des détails sur la mise en œuvre des projets, pourront être fournis par : L'Association du Projet France-Brésil, 99 rue de Courcelles, 75017 Paris.

Les projets d'initiative brésilienne doivent être présentés par l'intermédiaire du Commissariat général brésilien du Projet (Département Culturel de l'Itamaraty à Brasilia), ou auprès des services culturels de l'Ambassade du Brésil en France, 34, Cours Albert Ier, 75008 Paris.

IV. — A TITRE D'EXEMPLES, QUELQUES OPÉRATIONS «FRANCE-BRÉSIL» QUE L'ON PEUT ANNONCER DES MAINTENANT...»

- Réfection et mise en service de la Maison France-Brésil à Rio de Janeiro

- Présentation de 150 films brésiliens et rencontres de réalisateurs au Centre Beaubourg, ainsi que dans divers centres régionaux (printemps 1987).

- Projet de coopération scientifique, de transfert de technologie et de production de vaccins pour enfants (coopération Institut Pasteur, Institut Mérier, Fondation Oswaldo Cruz).

- Co-production de plusieurs films pour la télévision et le cinéma.

- Étude du Brésil mise au programme des classes de 5e de l'enseignement des collèges en France dès 1987.

- Commémoration d'anniversaires à portée franco-brésilienne :

1986 : Blaise Cendrars

1987 : Georges Bernanos

1987 : Villa-Lobos.

1988 : Centenaire de l'abolition de l'esclavage au Brésil.

1989 : Influences réciproques des révolutions française et brésilienne.

- Participation française au 90e anniversaire de l'Opéra de Manaus (1986).

- Plusieurs manifestations, expositions et colloques sur les Indiens d'Amazonie et les cultures amérindiennes.

- Plusieurs manifestations, expositions et colloques sur la culture noire au Brésil (1988).

- Exposition d'art et d'archéologie précolombiens au Brésil, ainsi que sur les travaux franco-brésiliens en ce domaine.

- Deux expositions et un colloque sur le «design industriel» en France et au Brésil.

- Exposition sur «le Brésil dans les trésors de la Bibliothèque Nationale», sur les «relations entre la France et le Brésil depuis cinq siècles».

- Exposition sur l'art brésilien contemporain au Musée d'art moderne de la ville de Paris (1987).

- Exposition à la Villette (Cité des arts et des techniques) sur le thème des grands aménagements au Brésil et leur impact économique, social, écologique, etc.

- Journées économiques franco-brésiliennes de la région Provence-Côte d'Azur.

- Exposition d'art populaire brésilien.
- Exposition d'art plumaire amazonien au Muséum d'histoire naturelle de Paris (juin 1986).

- Campagne pour la promotion du café du Brésil en France et en Europe.
- Tournée de la Comédie Française au Brésil (1986).

MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

LE VII^e CONGRES DES HISTORIENS LATINO-AMERICANISTES EUROPÉENS (Florence 15 - 18 mai 1985)

Après Santander (1967), Paris (1969), Séville (1972), Cologne (1975), Thorun (1978) et Stockholm (1981) la réunion de Florence a lieu avec quelque retard par rapport au calendrier triennal de l'association. Retard qui sera rattrapé en 1987 à Szeged. Comme en témoignent les actes des congrès précédents, l'accent avait été mis jusqu'ici sur les relations de l'Europe avec l'Amérique contemporaine (XIX^e et XX^e siècles). Cette fois on se place d'un point de vue américain et on remonte délibérément à l'époque coloniale. D'où le titre des entretiens de Florence : *l'Amérique latine : de l'État colonial à l'État national 1750-1940*.

Le travail était réparti entre quatre symposiums dont trois touchaient à l'Amérique espagnole et le quatrième au Brésil. Citons les titres de ces regroupements :

1) *Les fondements économiques et sociaux de l'État ;*

2) *Les formes du pouvoir : projet politique et réalisation ;*

3) *Culture politique et projets nationaux ;*

4) *Brésil : État et régionalisme.*

Au départ, après un brillant exposé de Ruggiero Romano (*Algunas consideraciones acerca de la nacion, el estado (y la libertad) en Europa y en América centro-meridional*), nos amis italiens nous ont présenté les actes du congrès international de Bologne sur *Ordre international, société et politique en Amérique latine*. Ont participé aux discussions qui ont suivi non seulement des Européens mais aussi bon nombre de Nord et Sud-Américains. Certaines communications ont été particulièrement épaisses puisque celle du Vénézuélien Rogelio Perez Perdomo sur l'organisation de l'État au XIX^e siècle ne comporte pas moins de 69 pages dactylographiées. La France était représentée par Marie-Danièle Demelas (*Alto clero y absolutismo a fines de la colonia : Peru, Charcas, Quito*), François Chevalier (*Patria venezolana o Gran Colombia republicana ? Paez o Bolivar ?*), Yves Saint-Geours et Jean-Paul Deler (*La negociacion regional Quito-Guayaquil desde la epoca colonial hasta hoy*), Carmen de Sierra (*El estado Batllista y la ideologia de clases medias en el Uruguay 1904-1955*), Bernard Lavallé (*Hacia una «demanda*

de nacion» ? *Aportes y ambigüedades del criollismo colonial*), Joseph Perez (*Tradición e innovación en el Nuevo Reino de Granada a fines del siglo XVIII*), Simone A. Nguyen-Dac (*Política agraria del gobierno imperial en el Rio Grande do Sul 1824-1847*) et Frédéric Mauro (*cobalto no Brasil nos tempos do século XIX (riquezas do subsolo e formação dos estados)*).

Un certain nombre de Brésiliens travaillant à Paris sous la direction des professeurs français étaient venus aussi présenter des exposés (Denis Bernardes, Celia Freire, Maria Eurydice de Barros Ribeiro).

Le thème abordé rejoignait les préoccupations de nombreux chercheurs durant ces dernières années. Pour ne parler que de la France, nous n'oublions pas que des participants du congrès comme Joseph Perez et Bernard Lavallé ont consacré à ce thème leur thèse de doctorat d'État. A Bordeaux, dans leur université, ils ont provoqué plusieurs colloques sur ce sujet, dont les actes ont été publiés. Enfin le CREDAL (Laboratoire associé au CNRS) a consacré à l'État, au pouvoir national et au pouvoir local une grosse part de son programme quadriennal. Puisque à l'AHILA il s'agit d'histoire, rappelons que l'ERHILA — l'équipe des historiens du CREDAL — a organisé ses recherches autour de l'État en Amérique latine. Chacun des groupes de travail a reçu une tâche particulière : origines culturelles de l'État à l'époque coloniale ; formation des États nationaux (1750-1850) ; l'intervention de l'État dans l'économie et la société (1850-1950) ; enfin ce qui échappe — dans une certaine mesure — à l'État : les entreprises (1850-1980).

On peut donc dire que pendant ces quatre dernières années les historiens européens se sont tournés vers l'État latino-américain (et nous n'avons cité ni Horst Pietschmann en Allemagne ni

Raymond Buve aux Pays Bas, ni combien d'autres en Europe et hors d'Europe). C'est peut-être le signe que l'État est mis en question aujourd'hui au Sud du Rio Bravo.

Frédéric Mauro

COLLOQUE
« COMPARAISON DES
SÈCHERESSES DANS LE
NORDESTE BRÉSILIEN ET LE
SAHEL AFRICAÏN »
Paris, IHEAL
16, 17, 18 janvier 1986

Le colloque « *Comparaisons des sécheresses dans le Nordeste brésilien et le Sahel africain* » s'est déroulé les 16, 17, 18 janvier 1986, à l'initiative de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (Université de Paris III), du Centre de recherche, d'étude et de documentation sur l'Amérique latine (CREDAL-CNRS) et de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM), avec en outre le soutien des ministères de l'Éducation Nationale, de l'Agriculture et des Relations extérieures.

Cette manifestation a réuni plus de 150 personnes, dont plusieurs spécialistes africains et brésiliens venus notamment de la Fondation Joaquim Nabuco de recherches sociales, Recife, de la Surintendance pour le développement du Nordeste, du Département national des travaux contre la sécheresse (Brésil), de l'Institut du Sahel, Bamako, de l'Université de Ouagadougou, de l'Université de Dakar et enfin d'Environnement et développement du Tiers Monde, Dakar.

Les rapports, communications et débats donneront lieu prochainement à une publication dans les *Travaux et Mémoires de l'IHEAL*. Il sera donc

seulement fait mention ici des thèmes principaux qui ont été discutés. La première journée a permis de dresser le tableau de la situation : après que Paul Pelissier eut parlé des relations entre *sécheresse, sociétés et développement* comparant les contraintes climatiques enregistrées par les deux régions et les adaptations des sociétés agricoles, Hugues Faure a exposé l'histoire des sécheresses dans la longue période et souligné les périodicités repérables à différentes échelles temporelles, Jacques Merle présentant quant à lui les relations entre les océans et les phénomènes climatiques et les travaux menés dans ce domaine.

Les débats ont ensuite été organisés à partir d'une soixantaine de communications (la publication ultérieure en donnera une version réduite) et de rapports de synthèse. Jacques Claude a rapporté sur la *comparaison physique et écologique des sécheresses* : inégale fragilité des milieux dont l'un est une marge vers l'aride alors que l'autre est une poche de faible pluviométrie et d'irrégularité interannuelle entre deux milieux bien arrosés. Le rapport de Jean Gallais, du laboratoire d'étude du développement des régions arides, a examiné les *systèmes sociaux et systèmes alimentaires à l'épreuve des sécheresses*, introduisant un débat fourni sur la vulnérabilité des sociétés face aux accidents et les conséquences de ceux-ci sur les niveaux de vie, les formes d'occupation de l'espace, les migrations, les relations sociales.

L'objectif du séminaire étant non seulement de faire une comparaison des connaissances sur la question, mais aussi de comparer les solutions, la troisième journée a été consacrée aux *réponses*. D'abord les *réponses paysannes* où les rapports de Martine Droulers pour le Brésil et de Jacques Bugnicourt pour l'Afrique ont permis de voir les différentes façons de *cohabiter*

avec la sécheresse, pour reprendre l'expression de Bernard Cavallé. Les réponses sont aussi celles des organismes de recherche, synthétisées dans le rapport de René Billaz, du CIRAD, celles des États, exposées dans le rapport de Michel Griffon et celles des organisations non gouvernementales présentées par le rapport d'Henri Rouille d'Orfeuil.

Ce fut l'occasion de réfléchir sur les stratégies d'action dans des conditions bien différentes ne serait-ce que parce que le Nordeste est une région semi-aride, pour sa partie intérieure, dans un État de taille continentale doté par ailleurs de gros moyens, et le Sahel une zone bioclimatique morcelée entre plusieurs États de moindre capacité individuelle d'intervention. Cela fait, entre autres points, l'intérêt de la contribution de Pap Syr Diagne (Institut du Sahel) sur le Comité international de lutte contre la sécheresse du Sahel.

La rencontre a cherché à confronter connaissances, hypothèses et orientations de recherche et politiques d'intervention dans leurs aspects techniques, économiques, sociaux et politiques. Puisse-t-elle avoir fait avancer la collaboration des scientifiques et des décideurs dans la recherche d'une solution au drame humain qu'est d'abord l'accident pluviométrique.

Bernard Bret

**L'EXIL
XXXIe CONGRES
DU SALALM
BERLIN - 1986**

L'Ibero-Amerikanisches Institut Preussischer Kulturbesitz de Berlin ouvrira cette année, du 20 au 25 avril, ses portes au XXXI SALALM (*Seminar on the acquisitions of latin american library materials*). Remarquablement

accueilli par le Docteur Stegmann et son équipe, le congrès s'est déroulé cette année autour du thème «Intellectual migrations, transcultural contributions of European and Latin American émigrés».

Différents axes de réflexion avaient été définis : émigrés latino-américains en Europe, exil et transculture, écrivains et éditeurs en exil, adaptation et influence des émigrés européens en Amérique latine, etc. Le SALALM s'adresse habituellement à des bibliothécaires, libraires et éditeurs. Ces derniers ont animé diverses tables rondes consacrées à leurs métiers (*European immigrants as bookdealers, publishers in Latin America ; los librerós españoles en la Argentina y la guerra de 1936-1939*) à côté de chercheurs spécialistes des migrations et de l'exil. Ils ont par ailleurs présenté leurs autres activités durant tout le congrès sur des stands prévus à cet effet.

Simultanément des groupes de travail techniques permettaient aux professionnels des bibliothèques de réfléchir ensemble et d'organiser leurs actions, en prolongement des structures permanentes du SALALM (sous-comités spécialisés). Les points forts de ces réunions ont été d'une part les comptes rendus d'expériences de microfilmage en Europe et aux États-Unis (*projet LAMP - Latin American microform project*) et d'autre part, la présentation des catalogues «on line» pendant laquelle le GRECO 26 a fait une démonstration très remarquée d'interrogation de la base «Amérique latine».

La publication des actes de ce séminaire concrétisera ses apports pour la recherche ; mais son importance tient aussi aux rencontres entre professionnels travaillant sur un même domaine : des échanges s'amorcent, la structure du SALALM peut leur permettre de se développer. La prochaine réunion aura lieu à Miami en 1987.

Souhaitons que les Européens quelque peu discrets dans ce XXXI SALALM prennent conscience de la place qu'ils occupent dans le domaine pour développer une coopération européenne et mettre ainsi en valeur tant la richesse des fonds latino-américains du vieux continent que son potentiel de recherche.

Marie Daniele Schaeffer
Conservateur à la
Bibliothèque Nationale

LA QUATRIÈME SEMAINE LATINO-AMÉRICAINNE DE TOULOUSE

**« La grande ville en
Amérique latine »**

L'Université de Toulouse-le Mirail a organisé en 1978, 1980, 1984 (1), 1986 quatre semaines latino-américaines conçues comme de vastes colloques propres à réunir gens de sciences de l'homme et de la société, gens de culture, étudiants, en attirant des Latino-américains vivant en Europe, parfois réfugiés, des universitaires et autres professionnels, un public motivé. On peut ainsi réfléchir sur une certaine forme de communion morale, intellectuelle, artistique, qui n'a pu que se transformer en huit ans, déjà. Faisons le point.

A tous moments, le noyau chaud de ces réunions fut une conversation autour d'un ou plusieurs écrivains (2), dialogue avec un public attiré par la grande vogue de la littérature latino-américaine : une langue, des œuvres, pour un autre hispanisme, en un mouvement dans lequel l'exotisme ne peut manquer de vibrer, politique ou tropical.

Mais d'autres référents ont souvent donné beaucoup à ces réunions : l'histoire bien sûr et nous savons qu'ici celle des historiens se mêle intimement à celle des critiques de la littérature — deux groupes qui, peut-être, à propos de l'Amérique latine plus qu'ailleurs, chassent ensemble dans les territoires de l'archive, de la chronique, du livre, de la presse.

Rappelons aussi que la fin de la décennie 70 fut le moment maximal de l'accueil de Latino-américains en Europe. Comment ne pas nous réjouir maintenant de constater que les uns ont retrouvé leur foyer dans les pays où s'ouvre à nouveau le jeu de la politique, tandis que d'autres, devenus nos concitoyens, sont peut-être moins préoccupés de renouer ensemble avec leurs racines ?

Enfin, selon les thèmes abordés, vint l'apport changeant des ethnologues, des urbanistes, des géographes, des sociologues, voire des économistes. Bâtarde, cette pluridisciplinarité taillée large, sur des thèmes volontairement vastes ? Fort heureusement oui, quand elle permet d'explorer les marges, de croiser l'étrangeté de deux éclairages qui ne s'accordent pas, de constater que les mêmes mots n'ont pas le même sens pour ceux de deux boutiques voisines et qu'il faut s'en expliquer. Et tant mieux aussi si l'on met en doute les fruits de l'enfermement de chaque famille dans sa maison : l'espoir d'un meilleur approfondissement et d'une qualité professionnelle plus assurée, d'une meilleure performance face à la concurrence, relève soit d'une ingénuité qui croit mieux s'assurer grâce à l'usage d'outillages qui seraient des méthodes, soit du simple confort d'être entre soi, sans risque de voir les ésotérismes et les clin d'œil, remis en cause par un public soudain froid et distrait. Tel fut, tel reste, la préoccupation de rassembler des gens de races

différentes.

Ceci dit, nous savons qu'inlassablement il nous faut trouver le public attiré par nos *vecinos distantes* d'Amérique, quand s'émousse le goût d'un exotisme de moins en moins lointain et quand s'estompent chez nous les espoirs douteux de voir flamber chez eux les mouvements révolutionnaires de notre spectacle. Il nous revient d'aider nos concitoyens à mesurer les différences qui nous unissent à nos amis latino-américains.

Et pourquoi, en 1986, prendre à bras le corps «*La grande ville en Amérique latine*» ? Tout simplement parce que ce continent contient plus de citadins que de ruraux ; il possède déjà la plus grande ville du monde et ceci ne va cesser de se confirmer d'ici le tournant du siècle qui nous attend (3).

Le regard sur le passé nous a permis d'abord de comprendre ce qui fonde ces villes : exceptionnellement pour la plus grande, Mexico-Tenochtitlan, le mythe fondateur d'un peuple (G. Baudot). Le plus souvent, dans les deux empires, le pouvoir des colons qui s'établissent en maîtres de l'ordre civilisé face à la barbarie, comme à Lima (B. Lavallé). A peu près partout cet ordre est réaffirmé dans la modernité des élites «nationales» qui, à la belle époque, établissent une ségrégation sociale, un ordre sanitaire, une prestance monumentale qui veut parler d'égal à égal avec Londres et Paris, par exemple à Rio et Santiago (A.M. Montenegro, M. Rojas Mix, P. Vayssière).

L'envers de cette modernité n'occupe largement la scène que très récemment : la marginalité de ceux d'en bas est maintenant souvent le sort d'une majorité des citadins. Toute une littérature sur les bas quartiers doit être réévaluée : elle en faisait le lieu d'action du peuple, groupé dans ses associations et syndicats. Les mauvais jours mettent en lumière que l'autogestion est

un dialogue manipulé par les pouvoirs publics à Lima (B. Cavallès) et par les entreprises de service à Buenos Aires (G. Schneier), que les quartiers se veulent clos à Rio quand la possession du sol est précaire pour les demi-citoyens (L. Albuquerque). Les pauvres de la ville, le plus souvent, se rangent derrière des leaders qui leur assurent des protections minimales. Enfin la *protesta* politique, enfermée dans les quartiers périphériques de Santiago, ne débouche pas sur une stratégie négociable face au pouvoir militaire (R. Santana).

Depuis quelques décennies, la modernité de la ville latino-américaine est technologiquement et symboliquement liée aux États-Unis. Les œuvres littéraires nous révèlent peut-être que cette modernité là, quotidiennement vécue par les classes moyennes et profondément intériorisée, fait l'objet aussi d'un rejet soit au nom du monde rural idéalisé en Colombie (J. Gillard), soit en celui du souvenir du quartier de la vie quotidienne de notre enfance à Mexico (C. Fell), soit pour une rénovation à l'échelle humaine du vieux tissu urbain menacé par la ségrégation et le gigantisme à Montevideo (M. Arana) (4).

Cette prégnance du modèle urbain des États-Unis est apparue en regardant les *telenovelas* brésiliennes (J. Emorine) et mexicaines (L. Panabière) : image foncièrement urbaine commune aux foyers de toutes les couches sociales mais aussi identification à une langue et à une morale latines. Ce même modèle hante ceux dont la famille est en diaspora, à Los Angeles pour les Mexicains (M. Rocard), à Miami pour les Cubains (L. Hasson) comme à New York pour les Portoricains. Or ce modèle est profondément ambigu : deshumanisation du gigantisme urbain vis-à-vis duquel les Latino-américains sont infériorisés, mais tout autant, espoir dans le progrès qui fonde pour les clas-

ses moyennes la chance de la prospérité matérielle et rend imaginable la naissance — ou la renaissance — d'un espace pour être citoyen — dans sa propre ville ou aux États-Unis.

Certes la capitale, ville du pouvoir central, est un lieu surveillé pour l'exercice du droit politique. Celui-ci émerge cependant dans La Havane socialiste au sein des comités de quartiers (J. Lamore) dans la vie associative qui n'hérite plus du vieux populisme dans la Buenos Aires d'après le pouvoir militaire (I. Cheresky), dans l'affirmation de leurs droits par les citoyens de Mexico face à un État affaibli à l'occasion du grand traumatisme du tremblement de terre.

Claude Bataillon

(1) 1978 fut un ensemble de tables rondes, sans thème unique, qui subsiste sous forme de cassettes que le Centre de promotion de la recherche de l'Université de Toulouse le Mirail peut fournir à la demande.

1980 eut pour thème *Indianité, ethnocide et indigénisme* (sous ce titre, préfacé par J. Morin, un ouvrage collectif aux Éditions du CNRS-Toulouse, 1982).

1982 fut le moment d'un colloque ciblé vers la littérature (sous le titre *Los escritores hispano-americanos frente a sus críticos*, Université de Toulouse le Mirail, Service de publications, 1983).

Puis la troisième semaine pluridisciplinaire, en 1984, eut pour thème *Les Amériques et l'Europe — voyage, émigration, exil* (sous ce titre, coordonné par Claire Pailler, 1985, Université de Toulouse le Mirail, service des publications). L'année 1985, rompant le rythme bisannuel, fut l'occasion d'un autre colloque principalement ciblé sur la littérature (*Femmes des Amériques*, même éditeur, coordonné par Claire Pailler, 1986).

Ces manifestations ont par ailleurs été scandées par des expositions, mobiles, que l'on peut se procurer auprès du Centre de promotion de la recherche de l'Université de Toulouse le Mirail.

(2) 1982 nous a laissé ainsi une bande vidéo de 2 heures de dialogue avec Juan Rulfo.

(3) Et puis, le nouvel Institut pluridiscipli-

nalre pour les études sur l'Amérique latine à l'Université de Toulouse le Mirail, ne devait-il pas se souvenir qu'en 1964, à Toulouse, s'était tenu le premier colloque pluridisciplinaire sur *les grandes capitales de l'Amérique latine*, publié dans le numéro 3 de la Revue CARAVELLE, grâce au patronnage

de Pierre Monbeig ?

(4) Nous n'espérons évidemment pas dans cette courte note résumer la richesse des analyses littéraires en elles-mêmes (R. Dorra, F. Moreno) ou des témoignages d'écrivains (M. Goloboff, R.H. Moreno Duran, J. Olaciregui, A. Roa Bastos, M. Wacquez).

SUR VOTRE AGENDA

Le Consejo Europeo de Investigaciones Sociales sobre America Latina (CEISAL) tiendra sa prochaine assemblée générale du 22 au 25 octobre 1986 à Vienne (Autriche).

*

COLLOQUE DE L'INSTITUT D'ÉTUDES HISPANIQUES ET HISPANO-AMÉRICAINES Université Paris VIII

L'équipe de recherche «Histoire des Antilles hispaniques» (responsable : Paul Estrade) organisera à Saint-Denis les 28 et 29 novembre 1986, à l'occasion du centenaire de la libération des derniers esclaves à Cuba, un colloque international, sur le thème :

«L'abolition de l'esclavage dans les Antilles hispaniques (Cuba, Porto-Rico, République dominicaine)».

Quatre sous-thèmes ont été prévus :

- 1) La condition de l'esclave et de l'affranchi (données nouvelles et nouveaux regards).
- 2) Les mouvements abolitionnistes (dans les Antilles et en Espagne).
- 3) Les résistances à l'abolition.
- 4) Le discours anti-esclavagistes dans la littérature antillaise de langue espagnole.

La période étudiée ira de la fin du XVIII^e siècle, pour aborder le cas de St-Domingue / Haïti, à la fin du XIX^e siècle, pour inclure les premiers effets économiques et humains de l'abolition à Porto-Rico et à Cuba.

VIENNENT DE PARAÎTRE

BIBLIOTHEQUE NATIONALE

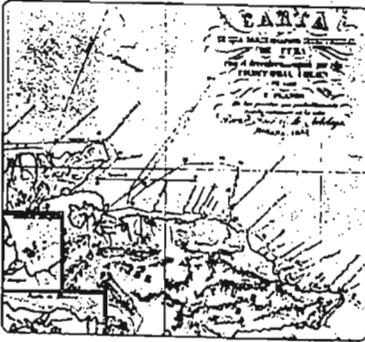
et

C.N.R.S. GRECO 26 - Réseau documentaire - Amérique latine

BIBLIOTHEQUE NATIONALE

Nicole Simon

LE FONDS CUBAIN DE
LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE



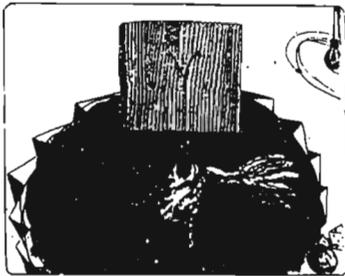
1985

Études Guides et Inventaires N°3

Prix : 50 Francs

Jean-Claude VILLEGAS

La Littérature
Hispano-Américaine
publiée en France
1900-1984



1986

Études Guides et Inventaires N°4

Prix : 70 Francs

En vente :

Greco 26 C.N.R.S., 28 rue Saint-Guillaume 75007 Paris

Bibliothèque nationale - service des ventes, 58 rue de Richelieu 75002 Paris

LECTURES

NOTES BREVES SUR... LES AMÉRIQUES

JOHN D. WIRTH Ed.
LATIN AMERICAN OIL
COMPANIES AND THE POLITICS
OF ENERGY

*University of Nebraska Press, Lincoln
and London, 1985.*

En Amérique latine, à des époques et pour des raisons différentes, l'Argentine, le Brésil, le Mexique et le Venezuela sont appelés à nationaliser leurs ressources et industries pétrolières. Cette problématique est au centre de l'ouvrage, organisé en sept parties relativement autonomes. L'introduction de J. D. Wirth replace le thème dans la problématique régionale, selon une approche «pan-latine» du développement du pétrole et de l'intégration régionale ; il aborde notamment des aspects idéologiques du contrôle des ressources nationales et des conflits entre le capital public et le capital privé.

L'analyse de J. Brown «*Jersey Standard and the Politics of Oil Production in Latin America 1911-1930*» retrace l'histoire de la Standard Oil Company sur le marché latino-américain. Puisance économique, la Standard Oil est perçue comme politiquement vulnérable face aux gouvernements qui utilisent leur pouvoir d'octroyer permis et concessions pour améliorer leur position de négociation vis-à-vis des compagnies privées.

C. Solberg dans «*YPF : the formative years of Latin America pioneer State Oil Company, 1922-39*» s'atta-

che à souligner le rôle à la fois pionnier et original de l'Argentine : elle crée la Première compagnie pétrolière d'État en 1922, mais ne jouit pas d'un contrôle monopolistique sur les secteurs majeurs de l'industrie pétrolière, au contraire des trois autres cas étudiés. Ce travail tente de comprendre le pourquoi de la création de cette entreprise d'État, à travers l'étude de sa genèse.

Wirth analyse le cas brésilien dans le texte «*Setting the Brazilian agenda, 1936-1953*». Depuis 1936, la recherche d'un équilibre entre capital d'État, investissements étrangers et secteur privé national est perçue comme le thème majeur de l'histoire de la politique du pétrole au Brésil. L'armée est considérée comme la force principale ayant poussé au contrôle d'État, avec l'argument de la sécurité, renforcé par une campagne nationaliste après la guerre. Le consensus national ainsi formé autour du contrôle de l'État sur le pétrole se concrétise par la création de la PETROBRAS en 1953.

Le cas du Mexique est étudié par E. Duran : «*PEMEX : the trajectory of a national oil policy*». Le développement de l'industrie pétrolière mexicaine par des entreprises étrangères dans un but principal d'exportation avec maximisation des profits et non-intégration à l'économie domestique a engendré un ressentiment national contre ces compagnies, à la fois de la part du public et de l'élite politique. Sous Cardenas, les mouvements syndicaux dans le secteur pétrolier ne laissent pas d'autre alternative au gouvernement que l'expropriation. La PEMEX

naît en 1938, comme un symbole de l'indépendance nationale.

Lieuwen : «The politics of energy in Venezuela» considère le pétrole comme responsable de l'état de dépendance dans lequel se trouve l'économie vénézuélienne vis-à-vis des marchés internationaux. L'analyse est menée d'une façon chronologique, en marquant les étapes de la politique du pétrole par des phases politiques du gouvernement du Venezuela. On souligne le rôle du Venezuela dans les rapports de force internationaux et dans l'OPEP.

Saulniers fait un panorama plus large des entreprises publiques en utilisant les études de cas développées dans l'ouvrage. Son analyse est axée sur six problèmes principaux : motifs pour la création de l'entreprise publique, ses buts, transferts de l'entreprise publique vers le gouvernement central et flux inverses, nature du «management» de l'entreprise publique et ses relations institutionnelles avec le gouvernement.

Par rapport à la première et à la dernière parties, qui se veulent assez globales sur la thématique de l'entreprise pétrolière publique, les études de cas présentées sont plutôt de type historique, retraçant la genèse des compagnies pétrolières d'État dans leur contexte politique, économique et social, et mettant en évidence les différents acteurs et stratégies impliqués.

Pascale Metzger

JOHN C. SUPER,
THOMAS C. WRIGHT (éd.)
FOOD, POLITICS, AND SOCIETY
IN LATIN AMERICA

University of Nebraska Press, Latin America studies. Lincoln and London, 1985, 245 pages.

Cet ouvrage, regroupant dix essais

d'auteurs principalement nord-américains, examine les politiques alimentaires et leurs implications sociales, domaine important mais encore peu exploré de la dynamique de l'histoire latino-américaine.

Il tente de poser quelques repères pour une première compréhension du rôle de la nourriture dans le développement, plus précisément par l'analyse des conditions nationales et internationales affectant la production et la répartition des aliments.

Reflétant les conditions historiques et économiques de l'Amérique latine, région de production alimentaire suffisante mais de profondes divisions de classes, la nourriture a toujours été un lieu de conflit social, à l'occasion violent, mais le plus souvent implicite et moins spectaculaire.

A partir de l'identification des quatre aspects principaux de la nourriture (comme nutriment indispensable à la survie et à la reproduction humaines, comme objet économique, comme phénomène culturel et social, et comme enjeu de pouvoir), les auteurs ont privilégié la dimension politique. Malgré un contenu trop hétérogène (car s'étendant de la Conquête espagnole à la période actuelle, et de Cuba au cône Sud), ce livre s'organise autour de la thèse suivante : le processus politique, opérant dans la totalité de l'espace des ressources agricoles et alimentaires d'une société, détermine la distribution et l'usage de la nourriture entre les divers groupes sociaux, comme reflet des relations de pouvoirs.

On peut cependant regretter la dispersion et parfois un aspect un peu trop descriptif des textes. On aurait aimé un plus grand travail de synthèse et d'analyse, surtout de la part des essais concernant la période moderne (et plus particulièrement de ceux traitant de trois révolutions : Cuba, Nicaragua, et «révolution verte»). Malgré

ses faiblesses, dues à l'ampleur et à la complexité du sujet abordé, cet ouvrage permet une bonne première approche des rapports entre société, politique, et nourriture en Amérique latine.

Jean-François Fritsche

... LE MEXIQUE

ROLAND TRABIS
«INDUSTRIE ET POLITIQUE A LA FRONTIERE DU MEXIQUE : LE CAS DE NUEVO LAREDO 1966-1984»

Editions du CNRS. Centre Régional des Publications de Toulouse 1985.

A l'heure où la géopolitique connaît une nouvelle jeunesse, les zones frontalières sont l'objet d'une attention particulière ; et au moment où le modèle centre/périphérie est en partie remis en cause, les interrogations sur l'industrialisation du Tiers Monde sont largement modifiées (cf. l'ouvrage d'Alain Lipietz : «*Mirages et miracles : problèmes de l'industrialisation dans le Tiers Monde*»). C'est à la charnière de ces deux champs de réflexion renouvelés qu'il faut situer l'ouvrage de Roland Trabis sur les rapports entre industrie et politique à Nuevo Laredo (ouvrage qui reprend pour l'essentiel une thèse soutenue en 1983 à Perpignan). Cette étude de cas n'est pas seulement l'étude d'un lieu car elle introduit à la problématique générale des villes frontières mexicaines et à un espace-clé pour l'avenir de ce pays. On regrettera en revanche que l'analyse politique locale n'introduise pas à une réflexion plus générale sur le développement de nouvelles forces politiques dans le Nord du pays. Il est vrai que le développement de l'opposition paniste est récent et que la crise de légitimité politique du PRI dans le Nord n'est pas sans rapport avec la pro-

fonde récession économique que connaît le pays depuis 1982.

A une réflexion menée dans un cadre macroéconomique international («l'échelle mondiale : industrialiser le Tiers Monde») et national succède une définition du milieu local dans sa triple dimension historique, géo-économique et politique. L'industrie maquiladora proprement dite est étudiée ensuite, l'auteur analysant successivement l'activité de ce secteur, la structure de l'emploi qui le caractérise, enfin l'impact des maquiladoras (en particulier les flux monétaires et l'emploi générés par ce secteur). Un dernier chapitre sur «la crise, révélateur conjoncturel de la structure frontalière» conclut cette recherche. Dans sa conclusion, Roland Trabis se déclare «surpris» par l'ampleur qu'a pris la crise politique à Nuevo Laredo en 1983-1984 et il doit faire un nouveau bilan de la crise économique et politique qui affecte cet espace. C'est au Nord que se situent et se situent les contradictions majeures du système mexicain. Le mérite de cet ouvrage est de nous rappeler l'importance de ce Nord trop souvent délaissé par la recherche.

Gilles Fourt

«MEXICO, ENTRE ESPOIR ET DAMNATION»

Dirigé par Viviane de Tapia, Revue Autrement, numéro 18, mai 1986, 224 pages.

Des Aztèques au Mondial, le patchwork d'*Autrement* sur Mexico, «le nombril de la lune» nous laisse un goût amer d'épouvante-fiction de l'urbain. «Cette ville est un immense cloaque», une «ânerie monumentale», un «cancer». A l'appui de ces expressions, tous les textes nous présentent une même réalité abberante, un urbanisme monstrueux atteignant ses limites physiques.

Des problèmes d'eau, d'hygiène, de pauvreté, de chômage, de logement, de transport, de pollution, de drogue, de corruption, de violence... En filigrane, le traumatisme du tremblement de terre de septembre 1985, et au bout du compte une accusation : la responsabilité du politique dans cette monstruosité de Mexico. Face à l'odeur de soufre et de merde qui flotte sur la cuvette d'Anahuac, le parfum des fruits et des «tacos» n'a aucune chance. Et comment la Vierge de Guadalupe pourrait-elle percevoir l'appel des «pobrecitos» dans le vacarme d'enfer des bagnoles qui se précipitent sur les quatorze voies de l'avenue Zaragoza ?

Pas de poésie dans ce numéro spécial d'*Autrement*. Qu'ils soient journalistes ou écrivains, dessinateurs ou photographes, Mexico est la même, violente, cruelle et malade. Ah, j'oubliais : «Vive le Mundial, la seule bonne nouvelle depuis longtemps !» et il y a aussi trois recettes de cuisine.

Pascale Metzger

... L'URUGUAY

FERNANDO COLLOIA,
JOSÉ L. GABRIEL,
MABEC HOPENHAYM,
CESAR LAVAGNINO
LA DEUDA EXTERNA Y LA CRISIS
URUGUAYA

(Temas del siglo XX. Ed. Banda oriental, Montevideo, 1984, 111 p.

Ce travail a été effectué conjointement par l'Instituto de cooperacion iberoamericano - ICI (Espagne) et le Centro interdisciplinario de estudios sobre el desarrollo - CIEDUR (Uruguay).

Les auteurs ont voulu analyser l'évolution de l'endettement interne et externe en rapport avec les politiques

économiques appliquées entre 1959 et 1983 et en fonction des bouleversements survenus depuis une quinzaine d'années dans l'économie mondiale.

Cet ouvrage est constitué de six parties. Les auteurs présentent dans la première leurs interprétations sur les tendances à long terme de l'économie uruguayenne - 1955-1968. Malheureusement onze pages seulement abordent cet aspect des choses. Dans la seconde partie ils procèdent à l'observation du processus chronique et de la structure de l'endettement durant les années 1970. Ils s'attachent dans la troisième partie à analyser de manière plus approfondie, compte tenu de l'ampleur que prend l'endettement, la période 1978-1982.

La question de l'endettement précédant les élections de novembre 1984 est abordée dans la quatrième partie et les négociations entre le gouvernement dictatorial civilo-militaire et le FMI (en 1982) sont quant à elles traitées dans la cinquième partie.

Finalement les perspectives alternatives et la marge de manœuvre du nouveau gouvernement issu de ces élections pour ce qui est de la gestion de l'endettement sont présentées dans la dernière partie de ce livre.

Ce travail, fort intéressant, bien documenté et de lecture facile appelle cependant une remarque : il demeure regrettable que ne soit pas abordé dans cette recherche le rapport entre dette du secteur de l'élevage (extensif) et banques privées (en réalité, filiales des banques transnationales installées en Uruguay), pas plus que n'est ébauché l'achat des terres depuis 1980 par quelques grandes firmes agro-industrielles internationales pour développer l'agro-industrie plus que l'élevage extensif.

Gustavo Arce

... LE TIERS-MONDE

«TRAVAIL ET TRAVAILLEURS DU TIERS MONDE»

Bulletin d'information et de liaison
numéro 2, Juin 1985.

ORSTOM (Dép. D. U.R.5) EHESS
(Centre d'études africaines) CNRS
(ATP-Tiers Monde)

Diffusé par ORSTOM. Dép. D, 24 rue
Bayard, 75008 Paris.

L'ORSTOM (département D), l'EHESS (Centre d'études africaines) et le CNRS (ATP Tiers Monde) unissent leurs efforts et publient en juin 1985 (six mois après leur premier numéro) le numéro 2 de leur bulletin d'information et de liaison sur les thèmes de «Travail et travailleurs du Tiers Monde». «La seule ambition de ce bulletin est de faciliter la circulation et la diffusion de l'information» affirme l'éditorial qui regrette par ailleurs le silence d'un grand nombre de chercheurs n'ayant pas jugé bon d'adresser information et documents.

Le bulletin rend compte de l'activité des équipes travaillant sur le thème. On y trouvera les comptes-rendus :

- des conférences, colloques, tables rondes,
- des séminaires,
- des comités, groupes de recherche, équipes,
- des recherches en cours (programmes, projets),
- des documents divers (bulletins, textes distribués à l'occasion de réu-

ions et colloques, rapports de mission, etc.),

- des publications (ouvrages, articles, périodiques).

Pour ce qui est de l'Amérique latine on trouvera en particulier :

- une présentation des thèmes du colloque sur «structure de l'emploi et dynamique spatiale de la force de travail» organisé par le Centre des ressources humaines de l'Université fédérale de Bahia et par le CREDAL, colloque tenu en novembre 1985 à Salvador au Brésil ;

- un compte rendu de la recherche menée par Marcos Supervielle sur les conditions de travail dans l'industrie sucrière mexicaine pour le compte de l'Université de la CTM (syndicat majoritaire mexicain). Marcos Supervielle était l'invité du séminaire de l'ERECOTAL animé par Julio C. Neffa et Jean Ruffier.

Un article de Peter Waterman (éditeur de la Newsletter of International Labour Studies) sur le thème «Communiquer un nouvel internationalisme ouvrier : quelques réflexions théoriques» ainsi qu'une bibliographie complète des travaux de ce chercheur, qui s'est particulièrement intéressé aux travailleurs nigériens et indiens, complète cette brochure. Outil indispensable pour quiconque effectue des recherches ou s'intéresse au travail et aux travailleurs du Tiers Monde en général de l'Amérique latine en particulier.

Gilles Fourt

CENTRE DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION
SUR L'AMÉRIQUE LATINE
(CREDAL – CNRS)

*1980-1986 : Travaux de l'Équipe de recherche sur l'aménagement
en Amérique latine
(Responsable : Jean Revel-Mouroz)**

Le programme de cette équipe a privilégié l'analyse des politiques d'aménagement et de développement au niveau régional et local, en insistant sur les logiques de prise de décision concernant l'espace, les localisations, sur la composition des groupes aménageurs et décideurs et sur leurs ancrages territoriaux. Cette approche de géographie politique et sociale, a pris pour objet les pouvoirs locaux ou régionaux face aux intervenants du niveau national ou international, à l'occasion de grandes opérations d'investissements et d'aménagement. Ces études comparatives ont essentiellement porté sur le Mexique et le Venezuela.

Numéro 1 - 1980

Jean REVEL-MOUROZ : Impact des grands aménagements et industries en milieu rural

Christian MERCIER : Urbanisation et changement social dans un ejido de la Côte Pacifique mexicaine

Numéro 2 - 1980

Alain VANNEPH : Le pétrole mexicain

Marie-France PREVOT-SCHAPIRA : Deux villes pétrolières du Golfe du Mexique : Tampico et Poza Rica

Marie-France PREVOT-SCHAPIRA : Le développement des raffineries dans le Sud-Est mexicain

* L'ensemble de ces documents peut être consulté à la bibliothèque de l'IHEAL, 28 rue Saint-Guillaume - 75007 Paris.

Numéro 3 - 1980

Alain VANNEPH : L'impact urbain et industriel des raffineries intérieures mexicaines

Jean REVEL-MOUROZ : Pétrole et mutation d'un espace géographique : la raffinerie de Cardereyta

Sylvie FAUVERGUE : Changements dans l'Isthme de Tehuantepec. La raffinerie de Salina Cruz

Numéro 4 - 1981

Marie-Eugène ZAVALA de COSIO : Pétrole et pétrochimie dans le Sud-Est de l'État de Veracruz : un exemple, Cosoleacaque

Thérèse BOUYSSSE-CASSAGNE : Le bruit de la lagune. Histoire de la création d'un port industriel chez les Nahuas de Veracruz

Numéro 5 - 1981

Daniel HIERNAUX : Structure administrative du foyer industriel de Lazaro Cardenas, Mexique

Numéro 6 - 1982

Jean REVEL-MOUROZ : Le contexte de l'industrialisation et de l'aménagement du territoire au Mexique : la mutation pétrolière

Alain VANNEPH : La pétrochimie mexicaine

Numéro 7 - 1982

Marie-Eugénie ZAVALA de COSIO : Note sur les études de population dans la zone de Lazaro Cardenas-Las Truchas

Gilles FOURT : Réalisations, projets et perspectives du port industriel de Lazaro Cardenas (juin 1982)

Marie-Eugénie ZAVALA de COSIO : Emploi et migrations dans les pôles industriels

René PIETRI : Les enquêtes scolaires : une technique de travail de terrain

Numéro 8 - 1982

Graciela SCHNEIER : Stratégie industrielle et stratégie urbaine à Ciudad Guyana, Vénézuéla

José CANAS CANAS : Une enquête sur les migrations à Ciudad Guayana

Numéro 9 - 1983

Jean REVEL-MOUROZ : Introduction

Hélène RIVIERE d'ARC et Marie-France SCHAPIRA : Les investissements publics et la région : l'Isthme d'Oaxaca

Gilles FOURT : L'espace de la migration du personnel de la sidérurgie à Lazato Cardenas

Numéro 10 - 1983

Alain VANNEPH : Enjeux stratégiques et conséquences matérielles des foyers pétroliers mexicains

René PIETRI : Effets de l'exploitation pétrolière sur la population, le peuplement et l'emploi dans l'État de Tabasco

- Aline TUBERY : Espaces et mentalités dans une enclave pétrolière mexicaine : le cas du TABASCO. Remarques sur quelques changements
- Numéro 11 - 1983
- Jean REVEL-MOUROZ : Présentation
- Jacques DANGER : Pouvoir et aménagement : l'État de Colima, Mexique
- Numéro 12 - 1983
- Gilles FOURS : La déconcentration industrielle au Mexique. Éléments d'évaluation (1979-1982)
- Gilles FOURS : Un cas de décentralisation industrielle au Mexique : le parc industriel de Xicohtencatl de Tlaxcala
- Numéro 13 - 1983
- Gilles FOURS : Un symbole de la nouvelle politique industrielle mexicaine : l'entreprise CLEMEX en Tlaxcala
- Numéro 14 - 1983
- Jean REVEL-MOUROZ : Les projets de recherche du CREDAL dans la région zulienne, au Venezuela
- Didier RAMOUSSE : Le Zulia à la recherche d'un nouvel espace énergétique et industriel
- José CANAS CANAS : Notes pour une étude sur le Zulia
- Numéro 15 - 1983 :
- Anne COLLIN DELAVALD et Jean REVEL-MOUROZ : Avant-propos
- Juan Carlos BOSSIO : Amérique latine : désindustrialisation précoce et re-primarisation larvée ?
- Numéro 16 - 1983
- Jean REVEL-MOUROZ : Techniques agricoles et encadrement rural au Mexique : Paysannerie, réforme agraire et impact pétrolier dans la Chontalpa
- Numéro 17 - 1983
- Jean REVEL-MOUROZ : Présentation
- Daniel HIERNAUX : Los trabajadores de la construcción en Ciudad Lazaro Cardenas, Mich.
- Numéro 18 - 1983
- Jean REVEL-MOUROZ : Présentation
- Alain VANNEPH : Industrialisation et aménagement au Mexique
- Gilles FOURS : Migrations et emploi dans le port industriel de Tampico-Altamira (premiers résultats)
- Numéro 19 - 1983
- Jean REVEL-MOUROZ : Présentation
- Jorge ARRIAGA : Changement socio-économique, pouvoir régional et conflits dans une zone du Tabasco
- Federico GAMA BARLETTI : Pouvoir central et aménagement de l'espace dans le tropique mexicain : le Plan Chontalpa, Tabasco

Numéro 20 - 1984

Daniel HIERNAUX : Contradictions et antagonismes dans la gestion d'un espace disloqué : le cas de Coatzacoalcos au Mexique

Elsa LAURELLI : «La gestion del desarrollo urbano y su articulacion con el desarrollo industrial en la microregion de la desembocadura del rio Balsas»

Numéro 21 - 1984

Yeni MENDEZ : La ceinture pétrolière de l'Orénoque et l'aménagement du territoire au Venezuela

Numéro 22 - 1984

Patrice MELE : Les filières de production de l'espace urbain de la ville de Puebla (Mexique)

Numéro 23 - 1984

Thomas GOMEZ : Les Guajiros dans la stratégie économique et politique de l'État du Zulia (Venezuela)

Numéro 24 - 1984

Alain VANNEPH : Mexique : Tropique en péril

Elena BENENATI : Pouvoir local et pouvoir d'entreprise (PEMEX) à Tula et à Salamanca

Numéro 25 - 1985

José CANAS CANAS : Le Zulia : considération sur le programme sidérurgique et charbonnier

José CANAS CANAS : Population et emploi dans deux espaces de la marge occidentale du lac de Maracaïbo

Numéro 26 - 1985

Federico GAMA BARLETTI : Transformacion en las estructuras de poder en Tabasco y la question regional (Proyecto de investigacion)

Numéro 27 - 1985

Base Documentaire pour la Recherche Urbaine en Amérique latine
Inés URTIAGA : Le cas de l'Argentine, documents disponibles en France

Direction scientifique : Graciela SCHNEIER

Numéro 28 - 1985

Didier RAMOUSSE : L'enjeu des zones limitrophes de la Guajira et du Zulia

Numéro 29 - 1985

Gilles FORT : Développement et crise du «Groupe Monterrey»

Gilles FORT : La dynamique d'une sidérurgie privée au Mexique : HYLSA de Monterrey

Numéro 30 - 1985

Hélène RIVIERE d'ARC et Marie-France PREVOT-SCHAPIRA : L'État mexicain «Modernisateur» face à la voie zapotèque de développement

Achévé d'imprimer par
Samuel Tastet
et
sur les presses de l'imprimerie
«Graphitype» (Mondeville)
en Janvier 1987

Dépôt Légal : 1er trimestre 1987
Printed in France